

VOLUME

2

COMPTES PUBLICS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

SUR LE FONDS CONSOLIDÉ

DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2020

VOLUME

2

COMPTES PUBLICS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

SUR LE FONDS CONSOLIDÉ

DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2020

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2019-2020 – Volume 2

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Décembre 2020**

ISSN 0706-2869 (Imprimé)

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2020

Table des matières

Avant-propos.....	7
-------------------	---

Définitions.....	11
------------------	----

Section A : Fonds général

1. Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits.....	21
---	----

État de l'emploi des crédits	23
------------------------------------	----

2. Informations sommaires sur les revenus et dépenses

Sommaire des revenus et des dépenses des portefeuilles	31
--	----

Revenus des portefeuilles par catégories	32
--	----

Dépenses des portefeuilles par programmes et par missions.....	34
--	----

Dépenses des portefeuilles par supercatégories.....	44
---	----

Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories.....	46
--	----

Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories.....	48
---	----

Sommaire des supercatégories de dépenses et d'investissements relatives à la rémunération	49
---	----

3. Revenus, crédits, dépenses et autres coûts par portefeuilles

Assemblée nationale	53
---------------------------	----

Personnes désignées par l'Assemblée nationale	65
---	----

Affaires municipales et Habitation	77
--	----

Agriculture, Pêcheries et Alimentation	93
--	----

Conseil du trésor et Administration gouvernementale	105
---	-----

Conseil exécutif	121
------------------------	-----

Culture et Communications	137
---------------------------------	-----

Économie et Innovation	149
------------------------------	-----

Éducation et Enseignement supérieur	163
---	-----

Énergie et Ressources naturelles	185
--	-----

Environnement et Lutte contre les changements climatiques	197
---	-----

Famille	209
Finances	223
Forêts, Faune et Parcs	241
Immigration, Diversité et Inclusion	253
Justice	265
Relations internationales et Francophonie	281
Revenu	293
Santé et Services sociaux	295
Sécurité publique	315
Tourisme	333
Transports	343
Travail, Emploi et Solidarité sociale	355

4. Comptes à fin déterminée

Revenus des comptes à fin déterminée	370
Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée	376
Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée	382

Section B : Fonds spéciaux

1. Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées	393
--	-----

2. Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements de chacun des fonds spéciaux

Affaires municipales et Habitation

Fonds de développement des territoires	398
--	-----

Culture et Communications

Fonds Avenir Mécénat Culture	400
Fonds du patrimoine culturel québécois	401

Économie et Innovation

Capital Mines Hydrocarbures	404
Fonds du développement économique	406
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	407

Éducation et Enseignement supérieur	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.....	410
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires.....	411
Énergie et Ressources naturelles	
Fonds des ressources naturelles	414
Fonds de transition énergétique.....	415
Fonds d'information sur le territoire.....	416
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.....	418
Fonds vert.....	419
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	422
Fonds pour le développement des jeunes enfants	423
Finances	
Fonds de financement.....	426
Fonds des générations	427
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	428
Fonds du centre financier de Montréal.....	429
Fonds du Plan Nord.....	430
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	431
Fonds relatif à l'administration fiscale	432
Forêts, Faune et Parcs	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	434
Justice	
Fonds Accès Justice.....	436
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	437
Fonds des registres du ministère de la Justice	438
Fonds du Tribunal administratif du Québec	439
Fonds relatif aux contrats publics.....	440
Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.....	442
Fonds de soutien aux proches aidants	443
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	444

Sécurité publique	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	446
Fonds des services de police	447
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique.....	450
Transports	
Fonds aérien.....	452
Fonds de gestion de l'équipement roulant	453
Fonds de la sécurité routière	454
Fonds des réseaux de transport terrestre	455
Travail, Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	458
Fonds de développement du marché du travail.....	459
Fonds des biens et des services	460
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	461
Fonds du Tribunal administratif du travail	462
Fonds québécois d'initiatives sociales	463
3. Sommaire des états financiers des fonds spéciaux	466

Avant-propos

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2020 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2019-2020.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux sections. La première section expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième section présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

Contenu du volume 2

Section A : Fonds général

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette section rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, terme qui évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu »).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation dans le *Budget de dépenses 2019-2020*.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

Avant-propos (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);
- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer;
- les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés à la dette nette, l'année suivant celle où l'opération a eu lieu. En effet, lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2 puisque la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur lors de l'approbation parlementaire des crédits.

Certaines données de 2018-2019 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2019-2020*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 8, 9 et 10 du *Budget de dépenses 2019-2020 – Crédits des ministères et organismes*.

La section A se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses de l'ensemble des portefeuilles.
- La troisième partie présente le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts de chacun des portefeuilles. On y trouve plus particulièrement :
 - les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
 - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
 - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
 - l'évolution des crédits initiaux par programmes;
 - les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
 - les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

Avant-propos (suite)

- La quatrième partie présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, et dont l'affectation est conditionnelle à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

Section B : Fonds spéciaux

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué en vertu d'une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les informations financières des fonds sont comptabilisées conformément à la Directive sur les conventions comptables du gouvernement, adoptée par le Conseil du trésor.

La section B se divise en trois parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.
- La troisième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée dans la section A du volume 1 des *Comptes publics 2019-2020*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Structure des portefeuilles

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le *Budget de dépenses 2019-2020*. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et les modifications de noms de portefeuilles ayant pu être effectués au cours de l'année ne sont pas reflétés dans ce volume.

Avant-propos (suite)

Le portefeuille dont le nom a été modifié entre la publication du *Budget de dépenses 2019-2020* et celui de 2020-2021 est :

- Immigration, Diversité et Inclusion qui est devenu Immigration, Francisation et Intégration.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Internet du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

Définitions

Crédits

- Crédits autorisés

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances et à assumer d'autres coûts.

- Crédits permanents

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, en vertu d'une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus dans le budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

- Crédits votés

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés en vertu des lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

Supercatégories¹

- Rémunération

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et des autres coûts », volume 9, chapitre 2.

Définitions (suite)

- **Fonctionnement**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

- **Créances douteuses et autres provisions**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

- **Transfert**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour des dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

- **Affectation à un fonds spécial**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie, les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer.

Définitions (suite)

- Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les intérêts sur les dettes, l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes ainsi que les gains et les pertes de change, incluant l'amortissement de ceux-ci. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Immobilisations tangibles

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariats public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend également l'inscription de stocks et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

Définitions (suite)

Catégories¹

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories de dépenses suivantes :

- « Transfert – Rémunération », qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé;
- « Transfert – Fonctionnement », qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux;
- « Transfert – Capital », qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- « Transfert – Intérêt », qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- « Transfert – Support », qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt »;
- « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Capital », qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Intérêt », qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Support », qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion* « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et d'autres coûts », volume 9, chapitre 2.

Définitions (suite)

Investissements des fonds spéciaux

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

- immobilisations, qui comprennent les sommes allouées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles;
- prêts, placements, avances et autres coûts, qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets. Les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration sont également inclus.

SECTION

A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Année financière terminée le 31 mars 2020

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances et à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses et d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2020 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté, à l'exception d'un excédent de 584 392 milliers de dollars au programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique du portefeuille Économie et Innovation, essentiellement pour l'inscription de provisions pour pertes et de moins-values durables sur placements.

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 22 décembre 2020

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS	⁽¹⁾ = EXCÉDENTS		
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	144 557	139 305			5 252	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	110 089	100 921			9 168	
Affaires municipales et Habitation	2 580 301	2 575 580			4 722	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 010 668	1 010 668				
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 986 312	1 967 138			19 174	
Conseil exécutif	540 020	537 974	1 200		847	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	843 950	841 876			2 074	
Économie et Innovation	2 192 638	2 777 028			2	(584 392)
Éducation et Enseignement supérieur	21 507 042	21 298 737			208 305	
Énergie et Ressources naturelles	133 681	131 712			1 969	
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	238 187	238 123			64	
Famille	2 897 032	2 874 737			22 294	
Finances (excluant le service de la dette)	288 193	272 801			15 392	
Forêts, Faune et Parcs	587 672	583 417			4 255	
Immigration, Diversité et Inclusion	405 974	336 611			69 363	
Justice	1 095 924	1 082 983			12 941	
Relations internationales et Francophonie	118 401	118 398			4	
Santé et Services sociaux	41 567 699	40 830 717	11 360		725 621	
Sécurité publique	1 801 952	1 799 651			2 301	
Tourisme	209 952	209 652	300			
Transports	1 110 044	1 109 453			591	
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 569 084	4 560 477			8 607	
	85 939 372	85 397 959	12 860	-	1 112 945	(584 392)
Culture et Communications (service de la dette)	3 258	3 258				
Finances (service de la dette)	6 649 000	5 536 283			1 112 717	
Total	92 591 630	90 937 500	12 860	-	2 225 662	(584 392)
Votés	66 579 725	66 749 101	12 860		402 157	(584 392)
Permanents	26 011 904	24 188 399			1 823 505	
Total	92 591 630	90 937 500	12 860	-	2 225 662	(584 392)
Dépenses	92 017 431	90 455 800	12 860		2 133 163	(584 392)
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	327 909	267 830			60 079	
Immobilisations tangibles	122 825	113 282			9 543	
Immobilisations en ressources informationnelles	123 465	100 588			22 877	
Total	92 591 630	90 937 500	12 860	-	2 225 662	(584 392)

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2020-2021.

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	144 557								144 557
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	107 469		700		1 920				110 089
Affaires municipales et Habitation	2 086 889		350 335		143 077				2 580 301
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	969 330		10 725		30 455		158		1 010 668
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 239 379		900 000		(1 221 539)		68 472		1 986 312
Conseil exécutif	468 523				71 315		182		540 020
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	769 687				74 263				843 950
Économie et Innovation	1 094 789		676 000		420 943		905		2 192 638
Éducation et Enseignement supérieur	21 046 083		232 935		135 358		92 665		21 507 042
Énergie et Ressources naturelles	88 476		45 176				29		133 681
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	222 577				15 607		3		238 187
Famille	2 783 543		109 188		4 300				2 897 032
Finances (excluant le service de la dette)	201 888				85 607		698		288 193
Forêts, Faune et Parcs	555 739		10 995		13 428		7 510		587 672
Immigration, Diversité et Inclusion	494 880		46 056		(134 961)				405 974
Justice	1 064 269		3 788		2 767		25 100		1 095 924
Relations internationales et Francophonie	113 415				4 599		387		118 401
Santé et Services sociaux	40 831 058		225 000		43 391		468 251		41 567 699
Sécurité publique	1 635 774		4 494		82 758		78 927		1 801 952
Tourisme	158 339				51 613				209 952
Transports	837 373		180 000		92 630		41		1 110 044
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 469 130		7 250		82 469		10 235		4 569 084
	82 383 164		2 802 642		-		753 565		85 939 372
Culture et Communications (service de la dette)	3 258								3 258
Finances (service de la dette)	6 649 000								6 649 000
Total	89 035 422		2 802 642		-		753 565		92 591 630
Votés	63 799 529		2 780 197						66 579 725
Permanents	25 235 894		22 446				753 565		26 011 904
Total	89 035 422		2 802 642		-		753 565		92 591 630
Dépenses	87 836 574		2 802 142		802 090		576 625		92 017 431
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres coûts	843 792				(692 824)		176 941		327 909
Immobilisations tangibles	206 885		500		(84 560)				122 825
Immobilisations en ressources informationnelles	148 172				(24 707)				123 465
Total	89 035 422		2 802 642		-		753 565		92 591 630

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	(1)	(1)	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES			
	VOTÉS	PERMANENTS	ANTÉRIEURES		=	TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	(1)	
Assemblée nationale		144 557				144 557
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	55 751	51 718				107 469
Affaires municipales et Habitation	2 086 880	10				2 086 889
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	969 320	10				969 330
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 862 675	376 704				2 239 379
Conseil exécutif	466 619	1 904				468 523
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	769 677	10				769 687
Économie et Innovation	1 094 770	19				1 094 789
Éducation et Enseignement supérieur	19 702 754	1 343 329				21 046 083
Énergie et Ressources naturelles	88 466	10				88 476
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	222 523	54				222 577
Famille	2 564 334	210		219 000		2 783 543
Finances (excluant le service de la dette)	192 386	9 502				201 888
Forêts, Faune et Parcs	530 634	25 105				555 739
Immigration, Diversité et Inclusion	494 870	10				494 880
Justice	808 205	256 064				1 064 269
Relations internationales et Francophonie	113 305	110				113 415
Santé et Services sociaux	24 495 873	16 335 184 (2)				40 831 058
Sécurité publique	1 598 952	36 822				1 635 774
Tourisme	158 330	10				158 339
Transports	837 329	44				837 373
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 463 619	5 510				4 469 130
	63 577 271	18 586 894	-	219 000		82 383 164
Culture et Communications (service de la dette)	3 258					3 258
Finances (service de la dette)		6 649 000				6 649 000
Total	63 580 529 (3)	25 235 894	-	219 000		89 035 422
Dépenses	62 399 239	25 218 335		219 000		87 836 574
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	843 692	100				843 792
Immobilisations tangibles	201 057	5 828				206 885
Immobilisations en ressources informationnelles	136 541	11 631				148 172
Total	63 580 529	25 235 894	-	219 000		89 035 422

(1) Ces crédits apparaissent dans le Budget de dépenses 2019-2020.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 965 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés en vertu des lois suivantes :

loi n°1 sur les crédits, 2019-2020 (L.Q. 2019, c. 3)

loi n°2 sur les crédits, 2019-2020 (L.Q. 2019, c. 7)

17 102 624 k\$

46 477 905 k\$

63 580 529 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale							
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					700		700
Affaires municipales et Habitation	2 335				348 000		350 335
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10 725						10 725
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					900 000		900 000
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Économie et Innovation					676 000		676 000
Éducation et Enseignement supérieur					232 935		232 935
Énergie et Ressources naturelles	1 976				43 200		45 176
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Famille					109 188		109 188
Finances (excluant le service de la dette)							
Forêts, Faune et Parcs	10 995						10 995
Immigration, Diversité et Inclusion	46 056						46 056
Justice	3 788						3 788
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux					225 000		225 000
Sécurité publique	1 498				2 996		4 494
Tourisme							
Transports					180 000		180 000
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Total	84 623		-		2 718 019		2 802 642
 Votés	 84 623				 2 695 573		 2 780 197
Permanents					22 446		22 446
Total	84 623		-		2 718 019		2 802 642
 Dépenses	 84 623				 2 717 519		 2 802 142
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres coûts							
Immobilisations tangibles					500		500
Immobilisations en ressources informationnelles							
Total	84 623		-		2 718 019		2 802 642

(1) Les crédits complémentaires alloués par décisions représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises dans le fonds consolidé du revenu;
- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaires.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	=	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles				
Assemblée nationale	30	2 711	6 808		129 755		139 305
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		959	2 953		97 009		100 921
Affaires municipales et Habitation		78	1 641		2 573 860		2 575 580
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		4 076	4 632		1 001 960		1 010 668
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	49	755	2 829		1 963 504		1 967 138
Conseil exécutif		38	526		537 410		537 974
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		93	1 811		839 971		841 876
Économie et Innovation	3 020	166	1 518		2 772 324		2 777 028
Éducation et Enseignement supérieur	80 410	5	11 090		21 207 232		21 298 737
Énergie et Ressources naturelles	1	203	1 807		129 701		131 712
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	3 512	13 483	4 822		216 306		238 123
Famille	1	6	6 300		2 868 431		2 874 737
Finances (excluant le service de la dette)		991	825		270 985		272 801
Forêts, Faune et Parcs	3	21 311	1 747		560 357		583 417
Immigration, Diversité et Inclusion	45	2	10 195		326 369		336 611
Justice	1	1 522	26 747		1 054 713		1 082 983
Relations internationales et Francophonie	2 714	694	394		114 596		118 398
Santé et Services sociaux	176 981	22	260		40 653 455		40 830 717
Sécurité publique	34	11 371	9 142		1 779 104		1 799 651
Tourisme					209 652		209 652
Transports	1 003	54 596	4 542		1 049 313		1 109 453
Travail, Emploi et Solidarité sociale	27	201			4 560 249		4 560 477
	267 830	113 282	100 588		84 916 259		85 397 959
Culture et Communications (service de la dette)					3 258		3 258
Finances (service de la dette)					5 536 283		5 536 283
Total	267 830	113 282	100 588		90 455 800		90 937 500
Votés	90 859	110 227	91 343		66 456 672		66 749 101
Permanents	176 971	3 056	9 245		23 999 128		24 188 399
Total	267 830	113 282	100 588		90 455 800		90 937 500

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET LES DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	139	133 279
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	827	99 608
Affaires municipales et Habitation	9 614	2 577 731
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	21 079	1 014 249
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	500	1 902 859
Conseil exécutif	895	538 127
Culture et Communications	5 345	850 064
Économie et Innovation	19 072	2 773 456
Éducation et Enseignement supérieur	217 439	21 181 190
Énergie et Ressources naturelles	32 201	133 788
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	739	229 524
Famille	24 563	2 878 921
Finances	33 144 902	5 828 432
Forêts, Faune et Parcs	38 955	571 873
Immigration, Diversité et Inclusion	996 787	330 826
Justice	237 135	1 069 118
Relations internationales et Francophonie	573	117 556
Revenu	53 130 339	
Santé et Services sociaux	228 445	40 225 454
Sécurité publique	46 609	1 803 802
Tourisme		209 652
Transports	78 677	1 072 452
Travail, Emploi et Solidarité sociale	943 151	4 560 594
Total	89 177 989	90 102 556
Crédits votés utilisés		66 456 672
Crédits permanents utilisés		23 999 128
Total des dépenses nécessitant des crédits		90 455 800
Amortissement des immobilisations		149 726
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		202
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(66 311)
Opération de restructuration		87 143
Variation à la baisse de provisions		(523 961)
Total des dépenses (diminution des dépenses) ne nécessitant pas de crédits		(353 244)
Total		90 102 556

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS	+	TAXES À LA CONSOMMATION	+	DROITS ET PERMIS	+
1	53	Assemblée nationale						
2	65	Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
3	77	Affaires municipales et Habitation					4 935	
4	93	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					16 919	
5	105	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	121	Conseil exécutif						
7	137	Culture et Communications					1 286	
8	149	Économie et Innovation					3 090	
9	163	Éducation et Enseignement supérieur					2	
10	185	Énergie et Ressources naturelles					1 600	
11	197	Environnement et Lutte contre les changements climatiques						
12	209	Famille					18 885	
13	223	Finances	7 978 752					
14	241	Forêts, Faune et Parcs					36 955	
15	253	Immigration, Diversité et Inclusion					52 757	
16	265	Justice					4 409	
17	281	Relations internationales et Francophonie					1	
18	293	Revenu	32 046 818		20 358 606		46 657	
19	295	Santé et Services sociaux					1 999	
20	315	Sécurité publique					32 121	
21	343	Transports					44 015	
22	355	Travail, Emploi et Solidarité sociale					28 516	
Total			40 025 570		20 358 606		294 146	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans les comptes à fin déterminée (voir la partie 4 de la section A).

- (1) La quote-part totale du gouvernement dans les revenus provenant de ses entreprises s'élève à 4 418 567 k\$. Une partie de cette somme, soit 532 000 k\$ est consacrée au Fonds des générations. Les entreprises du gouvernement ont déclaré des dividendes de 4 772 298 k\$ dont 4 214 002 k\$ ont été affectés au fonds général.

⁽¹⁾										
REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2020	TOTAL DES REVENUS 2019	
139				139				139	90	1
827				827				827	597	2
4 679				9 614				9 614	23 199	3
4 161				21 079				21 079	24 435	4
500				500				500	229	5
895				895				895	978	6
4 060				5 345				5 345	5 448	7
15 982				19 072				19 072	12 071	8
50 399				50 401		167 038		217 439	210 837	9
30 601				32 201				32 201	28 178	10
739				739				739	1 414	11
5 678				24 563				24 563	20 463	12
287 878		3 886 567		12 153 197		21 018 002		33 171 198	32 539 862	13
2 000				38 955				38 955	42 705	14
2 408				55 165		941 622		996 787	610 608	15
197 115				201 524		35 611		237 135	247 896	16
573				573				573	775	17
678 258				53 130 339				53 130 339	52 314 089	18
196 830				198 830		29 615		228 445	175 652	19
14 489				46 609				46 609	47 019	20
34 502				78 517		160		78 677	48 915	21
131 843				160 359		782 792		943 151	914 931	22
1 664 555		3 886 567		66 229 445		22 974 840		89 204 285	87 270 390	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

Détail		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
page				
ASSEMBLÉE NATIONALE				
1	56	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires		
2	56	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale		
3	58	Services statutaires aux parlementaires		
		Total du portefeuille	-	-
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE				
4	68	Le Protecteur du citoyen		
5	68	Le Vérificateur général		
6	68	Administration du système électoral		
7	70	Le Commissaire au lobbyisme		
8	70	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie		
		Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION				
9	80	Soutien aux activités ministérielles		
10	80	Modernisation des infrastructures municipales		401 779
11	80	Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités		
12	82	Développement des régions et des territoires		184 287
13	82	Promotion et développement de la région métropolitaine		438 665
14	82	Commission municipale du Québec		
15	84	Habitation		671 799
		Total du portefeuille	-	1 696 530
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
16	96	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments		597 275
17	96	Organismes d'État		416 973
		Total du portefeuille	-	1 014 249
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
18	108	Soutien au Conseil du trésor		
19	110	Soutien aux fonctions gouvernementales		
20	110	Commission de la fonction publique		
21	112	Régimes de retraite et d'assurances		
22	114	Fonds de suppléance		
		Total du portefeuille	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
	10 006		10 006	9 146	1
	54 556		54 556	50 153	2
	68 717		68 717	78 329	3
-	133 279	-	133 279	137 629	
	17 874		17 874	17 605	4
	33 220		33 220	31 033	5
	43 363		43 363	129 471	6
	3 727		3 727	3 296	7
	1 424		1 424	1 269	8
-	99 608	-	99 608	182 673	
	53 746		53 746	50 955	9
			401 779	406 981	10
	820 200		820 200	693 389	11
			184 287	164 073	12
			438 665	211 290	13
	7 256		7 256	4 569	14
			671 799	450 542	15
-	881 202	-	2 577 731	1 981 799	
			597 275	502 093	16
			416 973	439 487	17
-	-	-	1 014 249	941 580	
	78 320		78 320	68 452	18
	1 380 528		1 380 528	349 290	19
	4 688		4 688	4 188	20
	439 322		439 322	362 979	21
					22
-	1 902 859	-	1 902 859	784 909	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
CONSEIL EXÉCUTIF				
23	124	Cabinet du lieutenant-gouverneur		
24	124	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif		
25	126	Relations canadiennes		
26	126	Affaires autochtones		
27	128	Jeunesse		
28	128	Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques		
29	128	Relations avec les Québécois d'expression anglaise		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS				
30	140	Direction, administration et soutien à la mission	60 212	
31	140	Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine	759 164	
32	142	Langue française	27 430	
		Total du portefeuille	846 806	-
		-		
ÉCONOMIE ET INNOVATION				
33	152	Direction et administration		32 662
34	152	Développement de l'économie		377 674
35	152	Développement de la science, de la recherche et de l'innovation		350 276
36	154	Interventions relatives au Fonds du développement économique		1 779 909
37	154	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation		232 935
		Total du portefeuille		2 773 456
		-	-	
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR				
38	166	Administration	255 295	
39	168	Soutien aux organismes	129 456	
40	168	Aide financière aux études	731 375	
41	170	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	11 195 106	
42	170	Enseignement supérieur	6 211 661	
43	172	Développement du loisir et du sport	100 598	
44	172	Régimes de retraite	1 323 717	
45	172	Taxe scolaire - Subvention d'équilibre régionale	1 214 792	
46	174	Condition féminine		
		Total du portefeuille	21 161 999	-
		-		

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
	717		717	758	23
	97 048		97 048	92 872	24
	13 664		13 664	13 888	25
	355 931		355 931	279 072	26
	55 788		55 788	46 678	27
	9 539		9 539	9 597	28
	5 440		5 440	2 851	29
-	538 127	-	538 127	445 715	
		3 258	63 470	59 606	30
			759 164	677 678	31
			27 430	28 300	32
-	-	3 258	850 064	765 585	
			32 662	32 587	33
			377 674	621 139	34
			350 276	275 592	35
			1 779 909	101 302	36
			232 935	232 515	37
-	-	-	2 773 456	1 263 135	
			255 295	227 646	38
			129 456	121 927	39
			731 375	732 707	40
			11 195 106	10 469 525	41
			6 211 661	5 909 505	42
			100 598	88 105	43
			1 323 717	1 214 886	44
			1 214 792	584 378	45
19 191			19 191	15 115	46
19 191	-	-	21 181 190	19 363 793	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
47	188	Gestion des ressources naturelles		133 788
	Total du portefeuille	-	-	133 788
	ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
48	200	Protection de l'environnement		223 856
49	200	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		5 668
	Total du portefeuille	-	-	229 524
	FAMILLE			
50	212	Planification, recherche et administration		
51	212	Mesures d'aide à la famille		
52	214	Services de garde		
53	214	Curateur public		
	Total du portefeuille	-	-	-
	FINANCES			
54	228	Direction et administration		
55	228	Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière		
56	230	Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits		
57	232	Service de la dette		
	Total du portefeuille	-	-	-
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
58	244	Direction et administration		7 987
59	244	Gestion des ressources forestières		408 277
60	246	Gestion des ressources fauniques et des parcs		155 609
	Total du portefeuille	-	-	571 873
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION			
61	256	Direction et soutien aux activités du Ministère	55 898	
62	256	Immigration, francisation, diversité et inclusion	274 927	
	Total du portefeuille	-	330 826	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
			133 788	197 491	47
-	-	-	133 788	197 491	
			223 856	178 747	48
			5 668	4 542	49
-	-	-	229 524	183 289	
51 699			51 699	50 172	50
121 259			121 259	82 302	51
2 629 375			2 629 375	2 371 246	52
76 588			76 588	72 135	53
2 878 921	-	-	2 878 921	2 575 855	
	27 870		27 870	24 497	54
	302 575		302 575	220 782	55
	28 015		28 015	24 826	56
		5 469 972	5 469 972	6 660 952	57
-	358 460	5 469 972	5 828 432	6 931 057	
			7 987	7 516	58
			408 277	429 962	59
			155 609	145 780	60
-	-	-	571 873	583 258	
			55 898	42 377	61
			274 927	165 609	62
-	-	-	330 826	207 986	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
JUSTICE				
63	270	Administration de la justice		
64	270	Activité judiciaire		
65	272	Justice administrative		
66	272	Indemnisation et reconnaissance		
67	272	Autres organismes relevant du ministre		
68	274	Poursuites criminelles et pénales		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
69	284	Direction et administration		20 789
70	284	Affaires internationales		96 767
		Total du portefeuille		117 556
		-	-	
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
71	298	Fonctions de coordination	145 092	
72	300	Services dispensés à la population	29 436 932	
73	304	Office des personnes handicapées du Québec	12 946	
74	304	Régie de l'assurance maladie du Québec	10 590 604	
75	306	Condition des Aînés et des Proches aidants		
		Total du portefeuille		
		40 185 575	-	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
76	320	Direction et administration		
77	320	Services de la Sûreté du Québec		
78	322	Gestion du système correctionnel		
79	322	Sécurité et prévention		
80	324	Expertises scientifiques et médico-légales		
81	324	Encadrement et surveillance		
82	324	Promotion et développement de la Capitale-Nationale		74 166
		Total du portefeuille		74 166
		-	-	
TOURISME				
83	334	Direction, administration et gestion des programmes		17 434
84	334	Développement du tourisme		95 000
85	334	Organismes relevant du ministre		97 219
		Total du portefeuille		209 652
		-	-	
TRANSPORTS				
86	346	Infrastructures et systèmes de transport		1 006 379
87	346	Administration et services corporatifs		66 073
		Total du portefeuille		1 072 452
		-	-	

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
	397 257		397 257	353 773	63
	129 998		129 998	129 074	64
	16 391		16 391	15 132	65
160 450			160 450	141 852	66
207 179			207 179	207 916	67
	157 843		157 843	152 063	68
367 629	701 489	-	1 069 118	999 810	
			20 789	18 937	69
			96 767	100 243	70
-	-	-	117 556	119 180	
			145 092	133 431	71
			29 436 932	27 730 452	72
			12 946	12 389	73
			10 590 604	10 289 252	74
39 880			39 880	25 354	75
39 880	-	-	40 225 454	38 190 879	
	72 325		72 325	71 594	76
	748 557		748 557	737 262	77
	543 074		543 074	530 247	78
	296 508		296 508	247 389	79
	24 340		24 340	23 281	80
	44 832		44 832	36 527	81
			74 166	69 794	82
-	1 729 636	-	1 803 802	1 716 094	
			17 434	17 350	83
			95 000	81 561	84
			97 219	94 847	85
-	-	-	209 652	193 757	
			1 006 379	777 313	86
			66 073	62 794	87
-	-	-	1 072 452	840 107	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
88	358	Gouvernance, administration et services à la clientèle			
89	360	Mesures d'aide financière			
90	360	Mesures d'aide à l'emploi			878 430
		Total du portefeuille	-	-	878 430
		TOTAL AU 31 MARS 2020	40 185 575	22 339 631	8 771 676
		TOTAL AU 31 MARS 2019	38 165 525	20 318 889	6 504 554

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
627 938			627 938	551 618	88
3 054 227			3 054 227	3 012 042	89
			878 430	880 076	90
3 682 165	-	-	4 560 594	4 443 736	
6 987 785	6 344 659	5 473 230	90 102 556		
6 529 752	4 866 286	6 664 311		83 049 318	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

Détail page			RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	56	Assemblée nationale	97 169	36 089	
2	68	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	68 998	19 409	
3	80	Affaires municipales et Habitation	63 787	26 133	
4	96	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	129 269	69 477	418
5	108	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 713 577	91 598	
6	124	Conseil exécutif	105 431	19 395	62
7	140	Culture et Communications	46 939	34 919	
8	152	Économie et Innovation	61 571	29 732	603 256
9	166	Éducation et Enseignement supérieur	122 078	138 691	46 437
10	188	Énergie et Ressources naturelles	43 870	21 263	29
11	200	Environnement et Lutte contre les changements climatiques	113 124	74 581	
12	212	Famille	90 846	78 719	2
13	228	Finances	49 327	119 963	(287)
14	244	Forêts, Faune et Parcs	143 698	112 093	7 492
15	256	Immigration, Diversité et Inclusion	108 533	85 321	
16	270	Justice	453 303	223 737	19 317
17	284	Relations internationales et Francophonie	61 175	24 932	
18	298	Santé et Services sociaux	86 327	72 727	
19	320	Sécurité publique	781 753	409 889	23
20	334	Tourisme			
21	346	Transports	112 639	427 963	66
22	358	Travail, Emploi et Solidarité sociale	180 059	92 882	15 710
Total			4 633 475	2 209 513	692 525
Crédits votés			3 973 428	1 907 719	610 182
Crédits permanents			662 850	124 730	82 733
Total des dépenses nécessitant des crédits			4 636 278	2 032 449	692 915
Amortissement des immobilisations				149 726	
Amortissement d'un avantage incitatif				(69)	
Consommation de frais payés d'avance				25	
Consommation de stocks					
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Opération de restructuration				87 143	
Variation à la baisse de provisions			(2 803)	(59 762)	(390)
Total des dépenses (diminution des dépenses) ne nécessitant pas de crédits			(2 803)	177 064	(390)
Total			4 633 475	2 209 513	692 525

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
21						133 279	137 629	1
11 201						99 608	182 673	2
2 372 811		115 000				2 577 731	1 981 799	3
815 086						1 014 249	941 580	4
87 974		9 711				1 902 859	784 909	5
413 238						538 127	445 715	6
764 948				3 258		850 064	765 585	7
901 339		1 177 558				2 773 456	1 263 135	8
20 848 984		25 000				21 181 190	19 363 793	9
59 889		8 736				133 788	197 491	10
41 819						229 524	183 289	11
79 978		2 629 375				2 878 921	2 575 855	12
188 357		1 100		5 469 972		5 828 432	6 931 057	13
62 678		245 911				571 873	583 258	14
136 971						330 826	207 986	15
339 686		33 075				1 069 118	999 810	16
28 230		3 219				117 556	119 180	17
39 836 760		229 639				40 225 454	38 190 879	18
264 387		347 752				1 803 802	1 716 094	19
97 219		112 434				209 652	193 757	20
351 784		180 000				1 072 452	840 107	21
3 056 266		1 215 677				4 560 594	4 443 736	22
70 759 626		6 334 186		5 473 230		90 102 556	83 049 318	
53 627 909		6 334 177		3 258		66 456 672	58 795 136	
17 592 521		10		5 536 283		23 999 128	24 346 987	
71 220 430		6 334 186		5 539 541		90 455 800	83 142 124	
						149 726	147 481	
						(69)		
						25	25	
202						202	4 091	
				(66 311)		(66 311)	(58 409)	
						87 143		
(461 006)						(523 961)	(185 995)	
(460 804)		-		(66 311)		(353 244)	(92 806)	
70 759 626		6 334 186		5 473 230		90 102 556	83 049 318	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES⁽¹⁾	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	17 470 290		7 954 194	
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	15 994 000		2 236 768	
Municipalités et organismes municipaux				
Organismes à but non lucratif				
Personnes :				
Sécurité du revenu				
Assurance maladie				
Autres				
Organismes et entreprises du gouvernement	8 924 896		715 887	
Total	42 389 185		10 906 849	

RÉPARTITION :

1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Habitation	29 347	8 463
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	34 983	7 061
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	23 372	47 236
6 Conseil exécutif		2 386
7 Culture et Communications	88 686	116 083
8 Économie et Innovation	15 808	8 808
9 Éducation et Enseignement supérieur	15 989 784	2 193 771
10 Énergie et Ressources naturelles		
11 Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
12 Famille		
13 Finances	14 276	3 548
14 Forêts, Faune et Parcs		
15 Immigration, Diversité et Inclusion		
16 Justice	87 339	19 709
17 Relations internationales et Francophonie		
18 Santé et Services sociaux	26 019 057	8 345 398
19 Sécurité publique	4 315	13 817
20 Tourisme	17 959	24 697
21 Transports	44 364	114 917
22 Travail, Emploi et Solidarité sociale	19 894	957
Total	42 389 185	10 906 849

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire et que le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable, c'est l'intermédiaire qui est identifié comme bénéficiaire.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITAL ⁽²⁾		+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019
Principal	Autres							
9 391	71 886		1 129		1 631 764		1 714 170	1 502 675
984 821	3 000		392 688		404 968		27 209 961	25 589 919
1 217 917	104 303		463 702		198 921		20 215 610	18 277 232
334 592	309 812		108 073		1 763 256		2 515 732	2 309 359
62 685	116 888		49 811		2 219 770		2 449 155	2 166 878
					2 948 394		2 948 394	2 917 194
					2 227 290		2 227 290	2 062 739
	9 009		3 705		1 408 009		1 420 724	1 168 618
152 888	37 408		49 991		177 521		10 058 591	10 049 493
2 762 294	652 306		1 069 099		12 979 894		70 759 626	66 044 107

				21	21	12	1
				11 201	11 201	28 527	2
297 528	407 243	132 845	1 497 386	2 372 811	1 791 901	3	
195	64 347	48	708 451	815 086	751 211	4	
			17 365	87 974	4 727	5	
10 966	8 331	1 699	389 857	413 238	325 676	6	
147 842		41 658	370 679	764 948	684 576	7	
34 274	39 951	4 490	798 008	901 339	1 067 187	8	
1 187 395	81 671	460 274	936 090	20 848 984	19 093 273	9	
1 989		249	57 651	59 889	128 002	10	
4 334		986	36 499	41 819	36 592	11	
			79 978	79 978	44 411	12	
			170 533	188 357	167 929	13	
22 059		10 114	30 505	62 678	56 994	14	
			136 971	136 971	65 745	15	
	12 070		220 569	339 686	311 730	16	
			28 230	28 230	35 078	17	
984 821	23 814	392 686	4 070 985	39 836 760	37 853 747	18	
6 257		2 674	237 323	264 387	218 396	19	
41 872		12 690		97 219	94 847	20	
22 761	14 878	8 685	146 179	351 784	325 550	21	
	2		3 035 413	3 056 266	2 957 995	22	
2 762 294	652 306	1 069 099	12 979 894	70 759 626	66 044 107		

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	FONCTION- NEMENT	CAPITAL	INTÉRÊT	SUPPORT	TOTAL 2020	TOTAL 2019
Affaires municipales et Habitation					115 000	115 000	107 339
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		9 711				9 711	(36 432)
Économie et Innovation					1 177 558	1 177 558	90 094
Éducation et Enseignement supérieur					25 000	25 000	25 000
Énergie et Ressources naturelles	5 872	2 865				8 736	8 871
Famille			32 233	12 960	2 584 181	2 629 375	2 371 246
Finances	60	440			600	1 100	24 839
Forêts, Faune et Parcs	59 050	104 800	1 892	88	80 081	245 911	258 394
Justice	11 107	4 458	176		17 334	33 075	18 209
Relations internationales et Francophonie	109	20			3 090	3 219	3 102
Santé et Services sociaux	8 883	104 340	1 064		115 352	229 639	205 816
Sécurité publique	260 841	60 812	7 079	21	19 000	347 752	352 582
Tourisme	10 025	6 960	6 524	959	87 966	112 434	98 911
Transports					180 000	180 000	
Travail, Emploi et Solidarité sociale	184 363	95 279	8 865	933	926 238	1 215 677	1 185 508
Total	540 308	389 683	57 833	14 961	5 331 401	6 334 186	4 713 478

SOMMAIRE DES SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	97 169				4	1 118		98 291
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	68 998					1 005		70 003
Affaires municipales et Habitation	63 787	29 347				863		93 997
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	129 269	34 983				667		164 918
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 713 577	23 372				1 015		1 737 964
Conseil exécutif	105 431					192		105 623
Culture et Communications	46 939	88 686				558		136 183
Économie et Innovation	61 571	15 808				685		78 065
Éducation et Enseignement supérieur	122 078	15 989 784				1 094		16 112 957
Énergie et Ressources naturelles	43 870		5 872			152		49 894
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	113 124				1 755	217		115 096
Famille	90 846					1 676		92 522
Finances	49 327	14 276	60			196		63 859
Forêts, Faune et Parcs	143 698		59 050			418		203 167
Immigration, Diversité et Inclusion	108 533					936		109 470
Justice	453 303	87 339	11 107			1 939		553 688
Relations internationales et Francophonie	61 175		109					61 284
Santé et Services sociaux	86 327	26 019 057	8 883					26 114 267
Sécurité publique	781 753	4 315	260 841			2 424		1 049 333
Tourisme		17 959	10 025					27 984
Transports	112 639	44 364				919		157 923
Travail, Emploi et Solidarité sociale	180 059	19 894	184 363					384 316
Total	4 633 475	42 389 185	540 308		1 759	16 076		47 580 804

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u> </u>	<u> 7</u>
	<u> -</u>	<u> 7</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u> 139</u>	<u> 83</u>
	<u> 139</u>	<u> 83</u>
Total des revenus divers	<u> 139</u>	<u> 90</u>
Total des revenus autonomes	<u> 139</u>	<u> 90</u>
Total des revenus	<u> 139</u>	<u> 90</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	10 028	10 006	16	7	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 028</u>	<u>10 006</u>	<u>16</u>	<u>7</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	65 635	51 032	9 523	5 081	
Ne nécessitant pas de crédits		3 524			
	<u>65 635</u>	<u>54 556</u>	<u>9 523</u>	<u>5 081</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	68 893	68 717	11	165	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>68 893</u>	<u>68 717</u>	<u>11</u>	<u>165</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>144 557</u>	<u>133 279</u>	<u>9 549</u>	<u>5 252</u>	<u>-</u>
Votés					
Permanents	144 557	129 755	9 549	5 252	
Ne nécessitant pas de crédits		3 524			
Total	<u>144 557</u>	<u>133 279</u>	<u>9 549</u>	<u>5 252</u>	<u>-</u>
Dépenses	129 842	133 279		87	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	121		30	91	
Immobilisations tangibles	4 848		2 711	2 136	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>9 746</u>		<u>6 808</u>	<u>2 938</u>	
Total	<u>144 557</u>	<u>133 279</u>	<u>9 549</u>	<u>5 252</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat général et affaires juridiques						
Permanents(1)	2 412				2 268	143
2. Affaires parlementaires						
Permanents(1)	7 617	16			6 491	1 104
Total	10 028	16	-	-	8 759	1 248

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale Permanents(1)	9 870				8 265	1 603
2. Affaires administratives et sécurité Permanents(1)	55 765	4	2 711	6 808	30 601	10 563
Amortissement des immobilisations						
Total	65 635	4	2 711	6 808	38 866	12 166

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

						6	
-	-	-	-	-	-	7	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

						2	
						5 078	3 524
-	-	-	-	-	-	5 081	3 524

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 3		Services statutaires aux parlementaires				
Mission : Gouverne et justice						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)		13 553	11			13 453
Permanents(2)		18 438			18 438	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)		29 132			23 938	5 173
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)		2 581			2 055	525
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)		5 189			5 114	
Total		68 893	11	-	-	19 151

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés						
Permanents	144 557	30	2 711	6 808	97 169	32 565
Amortissement des immobilisations						
Total	144 557	30	2 711	6 808	97 169	32 565

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	97 169		97 169
Fonctionnement	32 565	3 524	36 089
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	21		21
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	129 755	3 524	133 279

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

89

21

						76	
-	21	-	-	-	-	165	-

	21					5 252	3 524
-	21	-	-	-	-	5 252	3 524

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	<u>11 345</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>11 345</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	<u>64 319</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>64 319</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	<u>68 893</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>68 893</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	<u>144 557</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>144 557</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		(348)		(968)				10 028
-	-	(348)		(968)		-		10 028
		348		968				65 635
-	-	348		968		-		65 635
								68 893
-	-	-		-		-		68 893
								144 557
-	-	-		-		-		144 557

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	21		
	21	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	21	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
		21			21	12
-	-	21	-	-	21	12
-	-	21	-	-	21	12

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>21</u>	<u>21</u>	<u>12</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>21</u>	<u>21</u>	<u>12</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	73	80
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	349	320
Divers	<u>1</u>	<u>41</u>
	424	440
Amendes et confiscations		
Contributions non conformes	154	2
Divers	<u>18</u>	<u>11</u>
	173	13
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	207	143
Divers	<u>24</u>	
	231	143
Total des revenus divers	<u>827</u>	<u>597</u>
Total des revenus autonomes	<u>827</u>	<u>597</u>
Total des revenus	<u>827</u>	<u>597</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	17 732	16 871	66	795	
Permanents	446	410		36	
Ne nécessitant pas de crédits		593			
	<u>18 177</u>	<u>17 874</u>	<u>66</u>	<u>831</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	34 873	32 787	692	1 394	
Permanents		434			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>34 873</u>	<u>33 220</u>	<u>692</u>	<u>1 394</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	49 853	41 870	2 454	5 529	
Ne nécessitant pas de crédits		1 493			
	<u>49 853</u>	<u>43 363</u>	<u>2 454</u>	<u>5 529</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbying					
Votés	5 067	3 696	372	999	
Permanents		31			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 067</u>	<u>3 727</u>	<u>372</u>	<u>999</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	2 119	1 376	328	415	
Ne nécessitant pas de crédits		47			
	<u>2 119</u>	<u>1 424</u>	<u>328</u>	<u>415</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>110 089</u>	<u>99 608</u>	<u>3 912</u>	<u>9 168</u>	<u>-</u>
Votés	57 671	53 353	1 130	3 188	
Permanents	52 418	43 656	2 781	5 980	
Ne nécessitant pas de crédits		2 599			
Total	<u>110 089</u>	<u>99 608</u>	<u>3 912</u>	<u>9 168</u>	<u>-</u>
Dépenses	104 142	99 608		7 133	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	1 840		959	881	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 107		2 953	1 154	
Total	<u>110 089</u>	<u>99 608</u>	<u>3 912</u>	<u>9 168</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Le Protecteur du citoyen						
1. Le Protecteur du citoyen	17 732		28	38	14 471	2 399
Permanents(1)	446				410	
Amortissement des immobilisations						
Total	18 177	-	28	38	14 881	2 399
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).						
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Le Vérificateur général						
1. Le Vérificateur général	34 873		403	289	26 886	5 900
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	34 873	-	403	289	26 886	5 900
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Administration du système électoral						
1. Gestion interne et soutien						
Permanents(1)	33 579		22	885	21 303	6 160
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents(1)	12				1	6
3. Activités électorales						
Permanents(1)	16 262			1 547	2 177	1 023
Amortissement des immobilisations						
Total	49 853	-	22	2 432	23 480	7 189
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

							795	
							36	
								593
-	-	-	-	-	-		831	593

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							1 394	
								502 (69)
-	-	-	-	-	-		1 394	434

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

							5 210	695
							5	
	11 201						314	798
-	11 201	-	-	-	-		5 529	1 493

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire au lobbyingisme						
1. Le Commissaire au lobbyingisme	5 067		183	189	2 630	1 066
Amortissement des immobilisations						
Total	5 067	-	183	189	2 630	1 066

PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents(1)	2 119		322	5	1 120	256
Amortissement des immobilisations						
Total	2 119	-	322	5	1 120	256

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	57 671		614	516	43 988	9 365
Permanents	52 418		344	2 437	25 010	7 445
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	110 089	-	959	2 953	68 998	16 810

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	68 998		68 998
Fonctionnement	16 810	2 599	19 409
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 201		11 201
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	97 009	2 599	99 608

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						999	31
-	-	-	-	-	-	999	31

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, ainsi que les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

						415	47
-	-	-	-	-	-	415	47

	11 201					3 188 5 980	2 667 (69)
-	11 201	-	-	-	-	9 168	2 599

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen				
Votés	17 255			
Permanents	<u>446</u>			
	<u>17 701</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Le Vérificateur général				
Votés	34 873			
Permanents	<u>34 873</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	<u>49 853</u>			
	<u>49 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme				
Votés	3 623			
Permanents	<u>3 623</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	<u>1 419</u>			
	<u>1 419</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	55 751			
Permanents	<u>51 718</u>			
Total	<u>107 469</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				477				17 732
								446
-	-	-		477		-		18 177
								34 873
-	-	-		-		-		34 873
								49 853
-	-	-		-		-		49 853
				1 443				5 067
-	-	-		1 443		-		5 067
		700						2 119
-	-	700		-		-		2 119
				1 920				57 671
		700						52 418
-	-	700		1 920		-		110 089

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	11 206		
Remboursement des dépenses électorales	96		
	<u>11 303</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>11 303</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
		11 105			11 105	17 621
		96			96	10 907
-	-	11 201	-	-	11 201	28 527
-	-	11 201	-	-	11 201	28 527

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>11 303</u>	<u>11 201</u>	<u>28 527</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>11 303</u>	<u>11 201</u>	<u>28 527</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 935	4 783
	4 935	4 783
Total des droits et permis	4 935	4 783
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement des contributions reportées liées aux immobilisations	963	963
Divers	37	26
	1 001	989
Intérêts		
Assainissement des eaux	199	338
Divers	40	37
	238	375
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	113	55
Subventions d'années antérieures	3 327	16 997
	3 440	17 052
Total des revenus divers	4 679	18 416
Total des revenus autonomes	9 614	23 199
Total des revenus	9 614	23 199

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien aux activités ministérielles					
Votés	53 766	50 277	1 453	2 036	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 459			
	<u>53 775</u>	<u>53 746</u>	<u>1 453</u>	<u>2 036</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	401 815	401 779		37	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>401 815</u>	<u>401 779</u>	<u>-</u>	<u>37</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Votés	820 200	820 200			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>820 200</u>	<u>820 200</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Développement des régions et des territoires					
Votés	184 287	184 287			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>184 287</u>	<u>184 287</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	438 665	438 665			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>438 665</u>	<u>438 665</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	9 851	7 199	3	2 649	
Permanents		57			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 851</u>	<u>7 256</u>	<u>3</u>	<u>2 649</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	671 708	671 444	264		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		355			
	<u>671 708</u>	<u>671 799</u>	<u>264</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 580 301</u>	<u>2 577 731</u>	<u>1 720</u>	<u>4 722</u>	<u>-</u>
Votés	2 580 292	2 573 850	1 720	4 722	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 871			
Total	<u>2 580 301</u>	<u>2 577 731</u>	<u>1 720</u>	<u>4 722</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 576 891	2 577 731		3 031	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	272		78	194	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 139		1 641	1 497	
Total	<u>2 580 301</u>	<u>2 577 731</u>	<u>1 720</u>	<u>4 722</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Soutien aux activités ministérielles					
1. Direction et administration	26 224			1 453	11 245 11 729
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
2. Politiques et programmes	27 542				24 825 2 263
Total	53 775	-	-	1 453	36 071 14 002
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2					
Mission : Économie et environnement					
Modernisation des infrastructures municipales					
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	332 430				3 142 707
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	69 385				
Total	401 815	-	-	-	3 142 707
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
1. Compensations tenant lieu de taxes	535 935				
2. Aide financière aux municipalités	108 206				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	176 059				
Total	820 200	-	-	-	- -

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des divulgations d'actes répréhensibles à l'égard des municipalités. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	214						1 583	
								3 459
							454	
-	214	-	-	-	-	-	2 036	3 459

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.

	328 545						37	
	69 385							
-	397 930	-	-	-	-	-	37	-

Ce programme englobe des mesures de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux ainsi que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

	535 935							
	108 206							
	176 059							
-	820 200	-	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Économie et environnement						
Développement des régions et des territoires						
1. Soutien au développement des régions	59 991					
2. Soutien au développement des territoires	115 000					
3. Autres programmes d'aide financière aux territoires	9 297					
Total	184 287	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la région métropolitaine						
1. Soutien à la région métropolitaine	438 665					
Total	438 665	-	-	-	-	-
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Commission municipale du Québec						
1. Commission municipale du Québec	9 851		1	2	5 916	1 283
Amortissement des immobilisations						
Total	9 851	-	1	2	5 916	1 283

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développements alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté dans l'exercice de leur compétence pour favoriser le développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

	59 991							
		115 000						
	9 297							
-	69 287	115 000	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	438 665							
-	438 665	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de vérification de la conformité aux lois, règlements, politiques et directives des municipalités et de la vérification de l'optimisation des ressources, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.

						2 649	57
-	-	-	-	-	-	2 649	57

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7						
Mission : Économie et environnement						
		Habitation				
1. Société d'habitation du Québec	645 363					
2. Régie du logement	25 193		77	187	18 659	6 269
Amortissement des immobilisations						
3. Régie du bâtiment du Québec	1 153					
Total	671 708	-	77	187	18 659	6 269

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 580 292		78	1 641	63 787	22 252
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	2 580 301	-	78	1 641	63 787	22 262

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	63 787		63 787
Fonctionnement	22 262	3 871	26 133
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	2 372 811		2 372 811
Affectation à un fonds spécial	115 000		115 000
Service de la dette			
Total	2 573 860	3 871	2 577 731

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il soutient le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordable, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois, les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités de la Régie du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celle-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont elle est saisie, de favoriser la conciliation entre les locataires et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations découlant d'un bail de logement. La Régie veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

645 363								355
	1 153							
-	646 515	-	-	-	-	-	-	355
2 372 811							4 722	
		115 000						3 871
-	2 372 811	115 000	-	-	-	4 722		3 871

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles					
Votés	59 740				
Permanents	10				
	59 749	-		-	
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	433 601				
Permanents					
	433 601	-		-	
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Votés	654 421				
Permanents					
	654 421	-		-	
Programme 4 – Développement des régions et des territoires					
Votés	191 944				
Permanents					
	191 944	-		-	
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	130 579				
Permanents					
	130 579	-		-	
Programme 6 – Commission municipale du Québec					
Votés	9 851				
Permanents					
	9 851	-		-	
Programme 7 – Habitation					
Votés	606 744				
Permanents					
	606 744	-		-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 086 880				
Permanents	10				
Total	2 086 889	-		-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(5 974)				53 766
								10
-	-	-		(5 974)		-		53 775
				(31 785)				401 815
-	-	-		(31 785)		-		401 815
		148 000		17 778				820 200
-	-	148 000		17 778		-		820 200
				(7 656)				184 287
-	-	-		(7 656)		-		184 287
		200 000		108 085				438 665
-	-	200 000		108 085		-		438 665
								9 851
-	-	-		-		-		9 851
2 335				62 629				671 708
2 335	-	-		62 629		-		671 708
2 335		348 000		143 077				2 580 292
								10
2 335	-	348 000		143 077		-		2 580 301

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Soutien aux activités ministérielles			
Autres	214	5	
	214	5	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	5 424		
Infrastructures municipales en milieu nordique	11 646		
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	69 385		
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	67 025		
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec	61 401		
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités	131 601	455	
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599	258	
Autres	1 849		
	397 930	714	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	371		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	502 106		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	33 829		1
Mesures financières du partenariat fiscal	176 059		11
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	10 420		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 668		
Autres	95 747		
	820 200	-	12
Programme 4 - Développement des régions et des territoires			
Communautés rurales branchées	1 571	474	
Fonds conjoncturel de développement	285		
Fonds d'appui au rayonnement des régions	59 991	4 523	
Villages branchés du Québec	2 606		
Autres	4 835		
	69 287	4 996	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
2	25	183			214	440
2	25	183	-	-	214	440
	5 399	25			5 424	774
	11 646				11 646	9 980
	69 249	136			69 385	94 446
	67 025				67 025	62 367
2 630	55 262	3 509			61 401	56 210
3 554	119 317	8 274			131 601	128 819
277	48 275	788			49 599	49 599
	1 423	427			1 849	267
6 460	377 597	13 159	-	-	397 930	402 462
	371				371	372
	502 106				502 106	479 939
74	33 754				33 829	34 243
	176 048				176 059	105 790
	10 420				10 420	420
	1 668				1 668	1 633
	81 342	4 781	9 624		95 747	70 992
74	805 708	4 781	9 624	-	820 200	693 389
	284	814			1 571	2 079
3	75	207			285	459
2 454	17 858	35 156			59 991	44 978
	2 606				2 606	3 627
	4 730	105			4 835	5 590
2 457	25 553	36 282	-	-	69 287	56 734

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole	181 705		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	18 260		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	50 000		
Soutien à la réalisation de projets pilotes relatifs à l'utilisation de véhicules autonomes électriques	4 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	23 803		
Autres	160 896		
	438 665	-	-
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	90 050		
Aide au logement social, communautaire et abordable	518 114	292	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	542	387	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	36 657		
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction	1 153		
	646 515	679	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 372 811	6 394	12

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
	181 705				181 705	86 474
	2 323	15 938			18 260	16 876
	50 000				50 000	9 873
	4 000				4 000	1 000
	23 803				23 803	23 438
	160 175	721			160 896	73 629
-	422 006	16 658	-	-	438 665	211 290
	9 589	226	80 235		90 050	51 161
	162 325	149 112	206 385		518 114	351 372
		155			542	307
				36 657	36 657	22 997
				1 153	1 153	1 750
-	171 914	149 493	286 620	37 809	646 515	427 587
8 993	1 802 802	220 556	296 244	37 809	2 372 811	1 791 901

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	29 347	29 347	19 091
Fonctionnement	8 463	8 463	5 655
Capital	704 771	704 771	528 023
Intérêt	132 845	132 845	120 151
Support	<u>1 497 386</u>	<u>1 497 386</u>	<u>1 118 980</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 372 811</u>	<u>2 372 811</u>	<u>1 791 901</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>115 000</u>	<u>115 000</u>	<u>107 339</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>115 000</u>	<u>115 000</u>	<u>107 339</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	118	86
	<u>118</u>	<u>86</u>
Autres		
Études de dossiers	943	1 038
Demande d'autorisation – Zone agricole	419	521
Commercialisation des grains	255	267
Mise en marché	108	127
Abattoir et atelier	283	277
Acte déclaratoire – CPTAQ	134	122
Pêche commerciale	77	89
Préparation ou mise en conserve du poisson	108	63
Restauration et ventes au détail d'aliments	14 284	14 401
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	108	112
Divers	82	83
	<u>16 801</u>	<u>17 100</u>
Total des droits et permis	<u>16 919</u>	<u>17 186</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	11	90
Cours	53	66
Location de terrains et bâtisses	206	212
Location de services de personnel	53	61
Eau	91	96
Cale de halage	101	70
Animaux	58	13
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	332	536
Autres aides à l'agriculteur	76	103
Analyse en laboratoire	1 549	1 205
Divers	117	129
	<u>2 646</u>	<u>2 582</u>
Intérêts		
Divers	39	24
	<u>39</u>	<u>24</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	184	293
Subventions d'années antérieures	1 277	4 339
Divers	15	10
	<u>1 475</u>	<u>4 643</u>
Total des revenus divers	<u>4 161</u>	<u>7 249</u>
Total des revenus autonomes	<u>21 079</u>	<u>24 435</u>
Total des revenus	<u>21 079</u>	<u>24 435</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	593 339	585 077	8 261		
Permanents	168	168			
Ne nécessitant pas de crédits		12 030			
	<u>593 506</u>	<u>597 275</u>	<u>8 261</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	417 162	416 715	447		
Permanents		258			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>417 162</u>	<u>416 973</u>	<u>447</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 010 668</u>	<u>1 014 249</u>	<u>8 708</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	1 010 500	1 001 792	8 708		
Permanents	168	168			
Ne nécessitant pas de crédits		12 288			
Total	<u>1 010 668</u>	<u>1 014 249</u>	<u>8 708</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 001 960	1 014 249			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	4 076		4 076		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 632		4 632		
Total	<u>1 010 668</u>	<u>1 014 249</u>	<u>8 708</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et administration	68 000		2 942	4 185	27 299	33 573
Permanents(1)	25					25
Permanents(2)	143					
Amortissement des immobilisations						
2. Développement régional et développement durable	133 931		124		28 909	2 687
3. Transformation alimentaire et politiques bioalimentaires	66 758				10 431	1 526
4. Pêches et aquaculture commerciales	18 625				4 694	655
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	221 740				803	149
6. Formation bioalimentaire	24 136		570		18 516	2 248
7. Santé animale et inspection des aliments	60 149		440		27 401	13 624
Total	593 506	-	4 076	4 185	118 054	54 487
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 2	Organismes d'État					
Mission : Économie et environnement						
1. La Financière agricole du Québec	402 798					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 673			388	7 554	1 731
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 691			58	3 662	971
Amortissement des immobilisations						
Total	417 162	-	-	447	11 215	2 702

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement d'un secteur bioalimentaire dynamique à l'écoute des consommateurs par le soutien aux entreprises de la production agricole, des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits bioalimentaires dans une perspective de développement durable. Il vise également à former des personnes compétentes en agroalimentaire et à assurer la sécurité des aliments.

143								12 030
	102 211							
	54 801							
274	13 002							
	220 788							
	2 803							
	18 684							
417	412 288	-	-	-	-	-	-	12 030

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

	402 798							224
								34
-	402 798	-	-	-	-	-	-	258

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 010 500		4 076	4 632	129 269 57 164
Permanents	168				25
Amortissement des immobilisations					
Total	1 010 668	-	4 076	4 632	129 269 57 188

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	129 269		129 269
Fonctionnement	57 188	12 288	69 477
Créances douteuses et autres provisions	418		418
Transfert	815 086		815 086
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	1 001 960	12 288	1 014 249

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
274	815 086						
143							12 288
418	815 086	-	-	-	-	-	12 288

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	532 355			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>532 365</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Organismes d'État				
Votés	436 965			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>436 965</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	969 320			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>969 330</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
10 084				50 900				593 339
						158		168
<u>10 084</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>50 900</u>		<u>158</u>		<u>593 506</u>
641				(20 445)				417 162
<u>641</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(20 445)</u>		<u>-</u>		<u>417 162</u>
10 725				30 455				1 010 500
						158		168
<u>10 725</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>30 455</u>		<u>158</u>		<u>1 010 668</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	20 349	1 632	
Amélioration de la santé animale	14 796	14 444	
Appui à la formation	6 457	393	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	13 002	6 818	
Appui au développement en région	79 387	51 396	
Appui au secteur de la transformation	34 254	25 752	
Prime-Vert	22 775	16 927	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	220 788	220 765	
Autres	479	283	
	<u>412 288</u>	<u>338 408</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	402 798	360 754	
	<u>402 798</u>	<u>360 754</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>815 086</u>	<u>699 162</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
1 855		16 862			20 349	20 221
353					14 796	15 099
4 985		1 079			6 457	6 241
271	59	5 854			13 002	11 959
554	1 986	25 453			79 387	78 342
127		8 375			34 254	16 017
162		5 686			22 775	14 386
		3		21	220 788	161 205
12	11	173			479	2 263
8 319	2 056	63 484	-	21	412 288	325 733
				42 044	402 798	425 478
-	-	-	-	42 044	402 798	425 478
8 319	2 056	63 484	-	42 065	815 086	751 211

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	34 983	34 983	34 346
Fonctionnement	7 061	7 061	7 078
Capital	64 542	64 542	26 518
Intérêt	48	48	55
Support	<u>708 451</u>	<u>708 451</u>	<u>683 214</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>815 086</u>	<u>815 086</u>	<u>751 211</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	18	18
	18	18
Intérêts		
Divers	2	-
	2	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	315	210
	315	210
Autres		
Opération de restructuration	164	-
	164	-
Total des revenus divers	500	229
Total des revenus autonomes	500	229
Total des revenus	500	229

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	84 763	76 399	3 605	4 759	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1 902			
	<u>84 783</u>	<u>78 320</u>	<u>3 605</u>	<u>4 759</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	1 446 717	1 438 810		7 906	
Permanents	4 283	4 283			
Ne nécessitant pas de crédits		(62 565)			
	<u>1 451 000</u>	<u>1 380 528</u>	<u>-</u>	<u>7 906</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	5 656	4 670	28	958	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		18			
	<u>5 656</u>	<u>4 688</u>	<u>28</u>	<u>958</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 213		1 787	
Permanents	440 874	437 110		3 764	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>444 874</u>	<u>439 322</u>	<u>-</u>	<u>5 551</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés					
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 986 312</u>	<u>1 902 859</u>	<u>3 634</u>	<u>19 174</u>	<u>-</u>
Votés	1 541 136	1 522 093	3 634	15 410	
Permanents	445 176	441 412		3 764	
Ne nécessitant pas de crédits		(60 646)			
Total	<u>1 986 312</u>	<u>1 902 859</u>	<u>3 634</u>	<u>19 174</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 979 102	1 902 859		15 597	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	125		49	76	
Immobilisations tangibles	1 149		755	394	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 937		2 829	3 107	
Total	<u>1 986 312</u>	<u>1 902 859</u>	<u>3 634</u>	<u>19 174</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice	Soutien au Conseil du trésor					
1. Direction et administration Permanents(1) Amortissement des immobilisations	40 103 19	749	2 808	19 408	12 215 19	
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	18 106	49 ⁽²⁾		15 275	2 783	
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	12 657			12 301	357	
4. Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	9 228			8 217	1 011	
5. Gouvernance en gestion des marchés publics	4 668			4 473	195	
Total	84 783	49	749	2 808	59 673 16 580	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Ce montant représente les engagements financiers provenant d'une opération de restructuration.

Le programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles.

-	165	-	-	-	-	4 759	1 902
---	-----	---	---	---	---	-------	-------

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
1. Financement des services gouvernementaux	131 057			1 629	127 428
Variation à la baisse de provisions					
2. Financement de l'Autorité des marchés publics	15 200				
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	3 567				3 567
Permanents(1)	4 283			3 337	946
4. Financement des conditions de travail	1 232 038			1 232 038	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la stratégie pour une administration publique numérique	7 806				
7. Passif au titre des sites contaminés	56 947				
Variation à la baisse de provisions					
Total	1 451 000	-	-	1 237 004	131 942

(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).

PROGRAMME 3
Mission : Gouverne et justice

Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique	5 656		6	22	3 752	918
Amortissement des immobilisations						
Total	5 656	-	6	22	3 752	918

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme contribue au financement des obligations et des services nécessaires au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

	2 000							(16 003)
	15 200							
							100	
							7 806	
	47 236	9 711						(46 562)
-	64 436	9 711	-	-	-	7 906		(62 565)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1), de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et, si elle le juge utile, de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

						958	
							18
-	-	-	-	-	-	958	18

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Régimes de retraite et d'assurances						
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	23 607			23 607		
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	22 113					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	156 660			156 660 ⁽⁹⁾		
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents(4)	4 000			553		
	12			12		
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	22 890			21 817		
6. Régime de retraite des juges Permanents(6)	26 594			24 650		
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	52 689			52 342		
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	136 310			136 310		
Total	444 874	-	-	415 951	-	

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, c. 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(9) Cette somme inclut des dépenses de 11 780 k\$ relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	21 712						401	
	1 660						1 787	
							1 073	
							1 944	
							347	
-	23 372	-	-		-	-	5 551	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Fonds de suppléance				
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes						
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier						
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements						
Total	-	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 541 136	49	755	2 829	1 297 645	148 475
Permanents	445 176				418 734	966
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 986 312	49	755	2 829	1 716 379	149 441

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	1 716 379	(2 803)	1 713 577
Fonctionnement	149 441	(57 843)	91 598
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	87 974		87 974
Affectation à un fonds spécial	9 711		9 711
Service de la dette			
Total	1 963 504	(60 646)	1 902 859

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2019-2020.

-	-	-	-	-	-	-	-
66 261		9 711				15 410	
21 712						3 764	
							1 920
							(62 565)
-	87 974	9 711	-	-	-	19 174	(60 646)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor				
Votés	87 922			
Permanents	<u>19</u>			
	<u>87 941</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales				
Votés	212 923			
Permanents	<u>850</u>			
	<u>213 773</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Commission de la fonction publique				
Votés	5 656			
Permanents				
	<u>5 656</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 445			
Permanents	<u>375 835</u>			
	<u>380 280</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Fonds de suppléance				
Votés	1 551 730			
Permanents				
	<u>1 551 730</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 862 675			
Permanents	<u>376 704</u>			
Total	<u>2 239 379</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(3 158)				84 763
								19
-	-	-		(3 158)		-		84 783
		400 000		833 794		3 433		1 446 717
								4 283
-	-	400 000		833 794		3 433		1 451 000
								5 656
-	-	-		-		-		5 656
				(444)		65 039		4 000
-	-	-		(444)		65 039		440 874
		500 000		(2 051 730)				
-	-	500 000		(2 051 730)		-		-
		900 000		(1 221 539)		68 472		1 541 136
-	-	900 000		(1 221 539)		68 472		445 176
								1 986 312

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor			
Autres	203	3	
	<u>203</u>	<u>3</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales			
Autorité des marchés publics	15 200		
Financement du passif au titre des sites contaminés	47 236		(3 302)
Autres	2 000	1 200	
	<u>64 436</u>	<u>1 200</u>	<u>(3 302)</u>
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 931		1 090
Régime de retraite de certains enseignants	22 113		
	<u>25 044</u>	<u>-</u>	<u>1 090</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>89 684</u>	<u>1 203</u>	<u>(2 212)</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
3	6	154			165	201
3	6	154	-	-	165	201
51 857				15 200 (1 318) 800	15 200 47 236 2 000	7 000 (25 895) 1 200
51 857	-	-	-	14 682	64 436	(17 695)
570 21 712					1 660 21 712	1 555 20 665
22 282	-	-	-	-	23 372	22 221
74 141	6	154	-	14 682	87 974	4 727

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	25 044	23 372	22 221
Fonctionnement	47 236	47 236	(25 895)
Support	<u>17 403</u>	<u>17 365</u>	<u>8 401</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>89 684</u>	<u>87 974</u>	<u>4 727</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Fonctionnement	<u>9 711</u>	<u>9 711</u>	<u>(36 432)</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>9 711</u>	<u>9 711</u>	<u>(36 432)</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>2</u>	<u>6</u>
	<u>2</u>	<u>6</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	15	215
Subventions d'années antérieures	<u>879</u>	<u>757</u>
	<u>893</u>	<u>971</u>
Total des revenus divers	<u>895</u>	<u>978</u>
Total des revenus autonomes	<u>895</u>	<u>978</u>
Total des revenus	<u>895</u>	<u>978</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	717	717			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>717</u>	<u>717</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	96 681	94 467	559	1 654	
Permanents	2 007	2 007			
Ne nécessitant pas de crédits		<u>573</u>			
	<u>98 688</u>	<u>97 048</u>	<u>559</u>	<u>1 654</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Relations canadiennes					
Votés	13 666	13 662	3	2	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		<u>2</u>			
	<u>13 667</u>	<u>13 664</u>	<u>3</u>	<u>2</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	355 855	355 852		3	
Permanents	79	79			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>355 934</u>	<u>355 931</u>	<u>-</u>	<u>3</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	55 788	55 788			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>55 788</u>	<u>55 788</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques					
Votés	9 786	9 397	1	387	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		<u>142</u>			
	<u>9 786</u>	<u>9 539</u>	<u>1</u>	<u>387</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Votés	5 440	5 440			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 440</u>	<u>5 440</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>540 020</u>	<u>538 127</u>	<u>564</u>	<u>2 047</u>	<u>-</u>
Votés	537 934	535 324	564	2 047	
Permanents	2 086	2 086			
Ne nécessitant pas de crédits		<u>717</u>			
Total	<u>540 020</u>	<u>538 127</u>	<u>564</u>	<u>2 047</u>	<u>-</u>
Dépenses	539 371	538 127		1 961	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	78		38	41	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>571</u>		<u>526</u>	<u>45</u>	
Total	<u>540 020</u>	<u>538 127</u>	<u>564</u>	<u>2 047</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Cabinet du lieutenant-gouverneur						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	717				708	10
Total	717	-	-	-	708	10
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif						
1. Cabinet du premier ministre Permanents(1)	5 421 32				4 213	757 32
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 040				10 367	673
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration Amortissement des immobilisations	24 921		33	526	17 193	7 167
4. Indemnités de l'exécutif Permanents(1)	1 975				1 975	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	53 646				50 252	3 394
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	1 652					
Total	98 688	-	33	526	84 000	12 023

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

452

2

573

1 200

452

-	452	-	-	1 200	-	454	573
---	-----	---	---	-------	---	-----	-----

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Relations canadiennes						
1. Cabinet de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	246				150	42
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	11 229		3		4 413	1 082
Amortissement des immobilisations						
3. Représentation du Québec au Canada	2 192				1 374	817
Total	13 667	-	3	-	5 937	1 941
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Affaires autochtones						
1. Cabinet de la ministre responsable des Affaires autochtones	970				713	203
Permanents(1)	55					55
2. Secrétariat aux affaires autochtones	354 884				4 059	1 954
Permanents(2)	24					
Total	355 934	-	-	-	4 772	2 212

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

54								
5 729							1	
								2
							1	
-	5 783	-	-	-	-		2	2

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

54							1	
38	348 832						2	
24								
62	348 885	-	-	-	-		3	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Jeunesse						
1. Secrétariat à la jeunesse	55 788				1 686	412
Total	55 788	-	-	-	1 686	412
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques						
1. Cabinet de la ministre de la Justice Volet accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques	236				149	32
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	7 636		1		5 873	1 375
3. Réforme des institutions démocratiques	1 217				1 042	175
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	698				590	108
Total	9 786	-	1	-	7 654	1 690
PROGRAMME 7						
Mission : Gouverne et justice						
Relations avec les Québécois d'expression anglaise						
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	5 440				675	391
Total	5 440	-	-	-	675	391

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	53 690							
-	53 690	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.

	54					1		
						386		142
-	54	-	-	-	-	387		142

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés québécoises d'expression anglaise et pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, ententes, programmes ou politiques pouvant avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

	4 374							
-	4 374	-	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	537 934		38	526	103 456 18 591
Permanents	2 086				1 975 87
Amortissement des immobilisations					
Total	540 020	-	38	526	105 431 18 678

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	105 431		105 431
Fonctionnement	18 678	717	19 395
Créances douteuses et autres provisions	62		62
Transfert	413 238		413 238
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	537 410	717	538 127

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
38 24	413 238				1 200		847	
								717
62	413 238	-	-		1 200	-	847	717

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	758			
Permanents				
	758	-	-	
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	95 659			
Permanents	1 895			
	97 554	-	-	
Programme 3 – Relations canadiennes				
Votés	14 056			
Permanents				
	14 056	-	-	
Programme 4 – Affaires autochtones				
Votés	294 257			
Permanents	10			
	294 266	-	-	
Programme 5 – Jeunesse				
Votés	46 428			
Permanents				
	46 428	-	-	
Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques				
Votés	9 940			
Permanents				
	9 940	-	-	
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Votés	5 520			
Permanents				
	5 520	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	466 619			
Permanents	1 904			
Total	468 523	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(41)				717
-	-	-		(41)		-		717
				1 022		112		96 681
-	-	-		1 022		112		2 007
				(390)				13 666
-	-	-		(390)		-		13 667
				61 598		70		355 855
-	-	-		61 598		70		79
				9 360				55 788
-	-	-		9 360		-		55 788
				(154)				9 786
-	-	-		(154)		-		9 786
				(80)				5 440
-	-	-		(80)		-		5 440
				71 315		182		537 934
-	-	-		71 315		182		2 086
								540 020

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres	452		
	452	-	-
Programme 3 - Relations canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 267		
Centre de la francophonie des Amériques	2 386		
Soutien à la recherche	2 076		
Autres	54	3	
	5 783	3	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 356		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	23 658		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	5 000		
Ententes avec la nation crie	155 175	6 612	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	95 627		
Financement global des villages nordiques	19 652		
Fonds de développement pour les autochtones	825	77	
Fonds d'initiatives autochtones	29 306	4 099	36
Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	743		
Projets ponctuels autochtones	16 065	132	28
Autres	480		
	348 886	10 921	64
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	53 690		
	53 690	-	-
Programme 6 - Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques			
Autres	55		
	55	-	-
Programme 7 - Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise	4 366		
Autres	9		
	4 374	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	413 240	10 923	64

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
1	2	448			452	473
1	2	448	-	-	452	473
4		1 263			1 267	1 357
				2 386	2 386	2 379
863		1 214			2 076	1 796
2	1	49			54	28
869	1	2 526	-	2 386	5 783	5 560
	2 356				2 356	2 261
	7 886	15 772			23 658	23 015
	5 000				5 000	5 000
	148 563				155 175	126 639
	95 627				95 627	68 722
	19 652				19 652	17 136
	428	319			825	927
	15 687	9 479	5		29 306	24 572
		743			743	367
57	15 350	493	5		16 065	2 468
	425	54			479	1 529
57	310 974	26 860	10	-	348 885	272 637
1 601	850	51 220	19		53 690	44 718
1 601	850	51 220	19	-	53 690	44 718
3		50			54	288
3	-	50	-	-	54	288
806	100	3 459			4 366	2 000
		9			9	
806	100	3 468	-	-	4 374	2 000
3 338	311 927	84 572	29	2 386	413 238	325 676

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Fonctionnement	2 386	2 386	2 379
Capital	19 297	19 297	20 154
Intérêt	1 699	1 699	1 641
Support	<u>389 859</u>	<u>389 857</u>	<u>301 502</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>413 240</u>	<u>413 238</u>	<u>325 676</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Droits et permis		
Autres		
Examens de films et de demandes de permis	654	726
Présentation de films en public	<u>631</u>	<u>637</u>
	1 286	1 363
Total des droits et permis	<u>1 286</u>	<u>1 363</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel vidéo	2 128	2 378
Location de locaux	1 327	1 361
Divers	<u>3</u>	<u>2</u>
	3 457	3 740
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	412	206
Subventions d'années antérieures	<u>190</u>	<u>138</u>
	602	344
Total des revenus divers	<u>4 060</u>	<u>4 084</u>
Total des revenus autonomes	<u>5 345</u>	<u>5 448</u>
Total des revenus	<u>5 345</u>	<u>5 448</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction, administration et soutien à la mission					
Votés	59 031	56 799	1 717	515	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 662			
	<u>59 040</u>	<u>63 470</u>	<u>1 717</u>	<u>515</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Votés	759 338	759 164		174	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>759 338</u>	<u>759 164</u>	<u>-</u>	<u>174</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Langue française					
Votés	28 830	27 257	187	1 385	
Permanents		173			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>28 830</u>	<u>27 430</u>	<u>187</u>	<u>1 385</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>847 208</u>	<u>850 064</u>	<u>1 904</u>	<u>2 074</u>	<u>-</u>
Votés	847 198	843 219	1 904	2 074	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 835			
Total	<u>847 208</u>	<u>850 064</u>	<u>1 904</u>	<u>2 074</u>	<u>-</u>
Dépenses	844 901	850 064		1 672	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	147		93	54	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 159		1 811	348	
Total	<u>847 208</u>	<u>850 064</u>	<u>1 904</u>	<u>2 074</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Direction, administration et soutien à la mission				
Missions : Éducation et culture, service de la dette						
1. Direction et administration	32 944			1 626	10 068	17 648
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Soutien à la mission	25 511		91		19 241	6 037
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	575				376	171
Total	59 040	-	91	1 626	29 685	23 866

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Éducation et culture

Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

1. Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	235 052					
2. Musées nationaux	78 048					
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	26 432					
4. Société de développement des entreprises culturelles	77 309					
5. Société de télédiffusion du Québec	71 512					
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	168 622					
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	72 098					
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 266					
Total	759 338	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion et au classement des films présentés au Québec par des distributeurs qui en détiennent les droits et à faire connaître ce classement au public. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

				3 258			344	
								6 594
								25
							142	
								42
							29	
-	-	-	3 258	-	-	515	6 662	

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

235 051								
78 048								
26 432								
77 135						174		
71 512								
168 622								
72 098								
30 266								
-	759 164	-	-	-	-	174	-	

CULTURE ET COMMUNICATIONS
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture						
Langue française						
1. Promotion et valorisation de la langue française	1 896					
2. Office québécois de la langue française Amortissement des immobilisations	25 084	3	185	16 814	3 893	
3. Conseil supérieur de la langue française	1 220			441	325	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	629					
Total	28 830	-	3	185	17 254	4 218

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	847 198		93	1 811	46 939	28 074
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Total	847 208	-	93	1 811	46 939	28 084

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	46 939		46 939
Fonctionnement	28 084	6 835	34 919
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	764 948		764 948
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 258		3 258
Total	843 229	6 835	850 064

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	1 717						179	
	4 063						126	173
	4						450	
							629	
-	5 784	-	-	-	-	1 385	173	
	764 948		3 258			2 074		6 809
								25
-	764 948	-	3 258	-	-	2 074	6 835	

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission				
Votés	63 240			
Permanents	10			
	63 250	-	-	
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
Votés	677 749			
Permanents				
	677 749	-	-	
Programme 3 – Langue française				
Votés	31 946			
Permanents				
	31 946	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	772 935			
Permanents	10			
Total	772 945	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 210)				59 031
								10
-	-	-		(4 210)		-		59 040
				81 589				759 338
-	-	-		81 589		-		759 338
				(3 117)				28 830
-	-	-		(3 117)		-		28 830
				74 263				847 198
-	-	-		74 263		-		10
								847 208

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine			
Aide au fonctionnement	68 399		
Aide aux immobilisations	115 747		2
Aide aux initiatives de partenariat	11 967		
Aide aux projets	14 281	3 081	
Autres interventions particulières en culture et en communications	24 658	39	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	70 723		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 374		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	7 506		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	161 116		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 266		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 657		
Musée de la Civilisation	27 438		
Musée des beaux-arts de Montréal	15 183		
Musée national des beaux-arts du Québec	24 770		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	8 967		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	68 168	45 868	
Société de la Place des Arts de Montréal	19 745		
Société de télédiffusion du Québec	71 512		
Société du Grand Théâtre de Québec	6 687		
	759 164	48 988	2
Programme 3 - Langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	2 175		
Réussir ensemble en français	3 800	290	
Autres	377		
	6 352	290	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	765 516	49 277	2

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
3 124	200	65 075			68 399	45 252
1 621	48 277	62 559		3 288	115 747	117 759
	11 480	487			11 967	14 060
431	466	9 361	942		14 281	18 547
80	38	24 267	233		24 658	12 152
				70 723	70 723	72 812
		1 374			1 374	1 004
				7 506	7 506	7 444
402	1 692	144 236	14 786		161 116	120 299
				30 266	30 266	29 923
				10 657	10 657	10 742
				27 438	27 438	27 082
		15 183			15 183	14 658
				24 770	24 770	23 837
				8 967	8 967	8 215
		22 140	160		68 168	64 333
				19 745	19 745	19 826
				71 512	71 512	62 718
				6 687	6 687	7 015
5 658	62 153	344 683	16 122	281 559	759 164	677 678
8	11	1 937	30		1 986	4 128
700		2 805			3 795	2 766
			4		4	4
707	11	4 742	34	-	5 784	6 898
6 366	62 164	349 425	16 156	281 559	764 948	684 576

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	88 686	88 686	88 809
Fonctionnement	116 083	116 083	105 406
Capital	147 842	147 842	151 024
Intérêt	41 658	41 658	42 196
Support	<u>371 247</u>	<u>370 679</u>	<u>297 141</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>765 516</u>	<u>764 948</u>	<u>684 576</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	2 929	2 422
Visa – Crédit d'impôt pour le design	124	147
Divers	<u>37</u>	<u>36</u>
	3 090	2 605
Total des droits et permis	<u>3 090</u>	<u>2 605</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	67	228
Subventions d'années antérieures	15 672	9 232
Dommages et intérêts	<u>243</u>	<u>5</u>
	15 982	9 465
Total des revenus divers	<u>15 982</u>	<u>9 465</u>
Total des revenus autonomes	<u>19 072</u>	<u>12 071</u>
Total des revenus	<u>19 072</u>	<u>12 071</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	33 175	31 491	1 684		
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1 152			
	<u>33 194</u>	<u>32 662</u>	<u>1 684</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement de l'économie					
Votés	379 790	376 768	3 020	2	
Permanents	905	905			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>380 695</u>	<u>377 674</u>	<u>3 020</u>	<u>2</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Votés	350 276	350 276			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>350 276</u>	<u>350 276</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	1 195 538	1 779 930			(584 392)
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(21)			
	<u>1 195 538</u>	<u>1 779 909</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(584 392)</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	232 935	232 935			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>232 935</u>	<u>232 935</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 192 638</u>	<u>2 773 456</u>	<u>4 704</u>	<u>2</u>	<u>(584 392)</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
Votés	2 191 713	2 771 400	4 704	2	(584 392)
Permanents	925	925			
Ne nécessitant pas de crédits		1 132			
Total	2 192 638	2 773 456	4 704	2	(584 392)
Dépenses	2 187 934	2 773 456			(584 390)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 020		3 020		
Immobilisations tangibles	166		166		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 518		1 518		
Total	2 192 638	2 773 456	4 704	-	(584 390)

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2020-2021.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	33 175		166	1 518	16 301	14 758
Permanents(1)	19					19
Amortissement des immobilisations						
Total	33 194	-	166	1 518	16 301	14 778
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Développement de l'économie						
1. Politiques économiques	138 649				6 257	5 630
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	102 472				8 256	1 525
3. Commerce extérieur et Export Québec	38 805	2			4 707	3 779
4. Services aux entreprises, affaires territoriales et entrepreneuriat	99 863	3 018			18 005	2 271
Permanents(1)	905					
Total	380 695	3 020	-	-	37 226	13 205
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation						
1. Soutien administratif	7 942				7 423	519
2. Soutien aux organismes et aux projets	204 740					
3. Soutien aux infrastructures de recherche	77 000					
4. Soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat technologique	37 380					
5. Soutien à la relève et à la culture scientifique	23 215					
Total	350 276	-	-	-	7 423	519

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

		431						
								1 152
-	431	-	-	-	-	-	-	1 152

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, de croissance de la productivité et de développements technologique, régional, social et durable. Plus précisément, il favorise le développement et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'économie sociale, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

		126 762						
		92 691						
		30 315					2	
		76 569						
905								
905	326 337	-	-	-	-	2	-	

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique et de développement durable. Plus spécifiquement, ce programme vise à intensifier le développement de la recherche et l'innovation ainsi que la valorisation des résultats de recherche tout en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

		204 740						
		77 000						
		37 380						
		23 215						
-	342 335	-	-	-	-	-	-	

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Mission : Économie et environnement							
1.	Mandats gouvernementaux et autres programmes	1 076 567					
	Variation à la baisse de provisions						
2.	Programme ESSOR	117 507					
3.	Soutien aux projets de commercialisation des innovations	1 463					
Total		1 195 538	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5		Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Mission : Économie et environnement							
1.	Fonds de recherche du Québec - Santé	90 980					
2.	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	60 807					
3.	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62 734					
4.	Centre de recherche industrielle du Québec	17 714					
5.	Commission de l'éthique en science et en technologie	699				621	78
Total		232 935	-	-	-	621	78

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

514 524		1 146 435					(584 392)	
								(21)
86 385		31 122						
1 463								
602 372	-	1 177 558	-	-	-	(584 392)	(21)	

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	90 980							
	60 807							
	62 734							
	17 714							
-	232 236	-	-	-	-	-	-	

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 191 713	3 020	166	1 518	61 571	28 560
Permanents	925					19
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	2 192 638	3 020	166	1 518	61 571	28 580

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	61 571		61 571
Fonctionnement	28 580	1 152	29 732
Créances douteuses et autres provisions	603 277	(21)	603 256
Transfert	901 339		901 339
Affectation à un fonds spécial	1 177 558		1 177 558
Service de la dette			
Total	2 772 324	1 132	2 773 456

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
602 372 905	901 339	1 177 558					(584 390)	
								1 152 (21)
603 277	901 339	1 177 558	-		-	-	(584 390)	1 132

ÉCONOMIE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	35 155			
Permanents	19			
	35 174	-	-	
Programme 2 – Développement de l'économie				
Votés	370 463			
Permanents				
	370 463	-	-	
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation				
Votés	222 129			
Permanents				
	222 129	-	-	
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	234 068			
Permanents				
	234 068	-	-	
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	232 955			
Permanents				
	232 955	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 094 770			
Permanents	19			
Total	1 094 789	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 980)				33 175
								19
-	-	-		(1 980)		-		33 194
				9 326				379 790
						905		905
-	-	-		9 326		905		380 695
		73 000		55 147				350 276
-	-	73 000		55 147		-		350 276
		603 000		358 470				1 195 538
-	-	603 000		358 470		-		1 195 538
				(20)				232 935
-	-	-		(20)		-		232 935
		676 000		420 943				2 191 713
						905		925
-	-	676 000		420 943		905		2 192 638

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	431	44	
	<u>431</u>	<u>44</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Développement de l'économie			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	15 035	1 275	62
Croissance et technologies propres	70		
Économie sociale	8 800	779	25
Exportation	30 271	26 333	
Fonds d'accélération des collaborations en santé	13 500		
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	117		
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	990	151	
PME en action	10 404	10 198	
Projet ENCQOR	13 810		
Projets mobilisateurs	10 790		
Québec branché	47 832	33 844	
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	34 000	3 611	
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal			
Autres	140 718	7 291	
	<u>326 337</u>	<u>83 484</u>	<u>87</u>
Programme 3 - Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			
Infrastructures de recherche et d'innovation	77 000		3 000
Soutien à la relève et à la culture scientifique	23 215	817	
Soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat technologique	37 380	22 738	
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation	204 740	4 863	4 885
	<u>342 335</u>	<u>28 418</u>	<u>7 885</u>
Programme 5 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	17 714		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62 734		
Fonds de recherche du Québec - Santé	90 980		34 449
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	60 807		
	<u>232 236</u>	<u>-</u>	<u>34 449</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>901 339</u>	<u>111 946</u>	<u>42 421</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
15	9	362			431	541
15	9	362	-	-	431	541
177	101	13 420			15 035	13 628
		70			70	830
5	227	7 765			8 800	8 229
	120	3 818			30 271	27 532
		13 500			13 500	13 500
		117			117	2 629
		839			990	990
		206			10 404	7 497
		13 810			13 810	13 030
		10 790			10 790	11 200
	8 053	5 934			47 832	14 434
107	816	29 465			34 000	31 818
						90 000
60	16 714	114 614		2 040	140 718	331 815
348	26 031	214 348	-	2 040	326 337	567 133
52 076	1 500	18 027		2 397	77 000	104 859
2 319		16 178	220	3 681	23 215	5 834
3 039		11 603			37 380	19 322
20 737		173 178		1 077	204 740	137 605
78 170	1 500	218 987	220	7 154	342 335	267 620
				17 714	17 714	17 371
41 661			17 805	3 268	62 734	62 734
25 776			26 029	4 727	90 980	90 980
40 103			17 035	3 670	60 807	60 807
107 540	-	-	60 869	29 378	232 236	231 893
186 073	27 541	433 697	61 089	38 573	901 339	1 067 187

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	15 808	15 808	15 941
Fonctionnement	8 808	8 808	12 332
Capital	74 225	74 225	61 574
Intérêt	4 490	4 490	4 140
Support	<u>798 008</u>	<u>798 008</u>	<u>973 199</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>901 339</u>	<u>901 339</u>	<u>1 067 187</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>593 166⁽¹⁾</u>	<u>1 177 558⁽¹⁾</u>	<u>90 094</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>593 166</u>	<u>1 177 558</u>	<u>90 094</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2020-2021.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Divers	2	1
	2	1
Total des droits et permis	2	1
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	2	5
	2	5
Intérêts		
Prêts aux étudiants	19 204	18 588
	19 204	18 588
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 429	9 103
Subventions d'années antérieures	2 191	462
Dépenses sous forme d'indemnités	160	363
Bourses d'études	20 348	14 741
Recouvrements de tiers	7 065	6 699
	31 193	31 367
Total des revenus divers	50 399	49 959
Total des revenus autonomes	50 401	49 961
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	167 038	160 877
	167 038	160 877
Total des transferts du gouvernement fédéral	167 038	160 877
Total des revenus	217 439	210 837

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	263 625	249 289	11 072	3 265	
Permanents	32	32			
Ne nécessitant pas de crédits		5 974			
	<u>263 658</u>	<u>255 295</u>	<u>11 072</u>	<u>3 265</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	129 460	129 443	17		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		13			
	<u>129 460</u>	<u>129 456</u>	<u>17</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	891 082	692 436	80 410	118 236	
Permanents	38 939	38 939			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>930 021</u>	<u>731 375</u>	<u>80 410</u>	<u>118 236</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	11 227 138	11 227 138			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(32 032)			
	<u>11 227 138</u>	<u>11 195 106</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	6 224 630	6 211 661		12 969	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 224 630</u>	<u>6 211 661</u>	<u>-</u>	<u>12 969</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	100 598	100 598			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>100 598</u>	<u>100 598</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 397 023	1 323 717		73 307	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 397 023</u>	<u>1 323 717</u>	<u>-</u>	<u>73 307</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Taxe scolaire - Subvention d'équilibre régionale					
Votés	1 214 792	1 214 792			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 214 792</u>	<u>1 214 792</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 9					
Condition féminine					
Votés	19 722	19 188	7	527	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		3			
	<u>19 722</u>	<u>19 191</u>	<u>7</u>	<u>527</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>21 507 042</u>	<u>21 181 190</u>	<u>91 506</u>	<u>208 305</u>	<u>-</u>
Votés	20 071 048	19 844 544	91 506	134 998	
Permanents	1 435 994	1 362 688		73 307	
Ne nécessitant pas de crédits		(26 042)			
Total	<u>21 507 042</u>	<u>21 181 190</u>	<u>91 506</u>	<u>208 305</u>	<u>-</u>
Dépenses	21 354 068	21 181 190		146 836	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	138 600		80 410	58 190	
Immobilisations tangibles	37		5	32	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>14 337</u>		<u>11 090</u>	<u>3 247</u>	
Total	<u>21 507 042</u>	<u>21 181 190</u>	<u>91 506</u>	<u>208 305</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		Administration			
1. Direction Permanents(1)	12 410 32			6 585	5 416 32
2. Gouvernance des technologies, des infrastructures et des ressources Amortissement des immobilisations	106 568		3	11 068	36 392 55 844
3. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	64 436			20 632	43 804
4. Politiques et relations du travail dans les réseaux	9 778			7 499	2 279
5. Relations interculturelles, Autochtones et réseau éducatif anglophone	4 754			3 642	1 112
6. Loisir et sport	7 381			3 409	3 835
7. Enseignement supérieur	21 436			13 285	8 150
8. Aide financière aux études	14 117			13 151	961
9. Territoires, statistiques et enseignement privé	22 746			8 725	7 297
Total	263 658	-	3	11 068	113 321 128 731

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

Le programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et du loisir et du sport.

167

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Soutien aux organismes						
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	30 714					
2. Institut national des mines	971					
3. Soutien à des partenaires en éducation	63 203					
4. Action communautaire	29 140					
5. Conseil supérieur de l'éducation Amortissement des immobilisations	3 066			9	2 495	562
6. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	74				74	
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 122		2	6	1 756	358
8. Commission consultative de l'enseignement privé	170				151	19
Total	129 460	-	2	15	4 476	939

PROGRAMME 3
Mission : Éducation et culture

Aide financière aux études

1. Bourses consécutives aux prêts	625 278					
2. Intérêts et remboursements aux banques Permanents(1)	213 784 38 939	80 410				
3. Autres bourses	52 021					
Total	930 021	80 410	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.

30 714

971

63 203

29 140

9

5

-	124 027	-	-	-	-	-	13
---	---------	---	---	---	---	---	----

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

581 239						44 039	
7 498	61 764					64 113	
38 939							
41 936						10 085	
46 437	684 939	-	-	-	-	118 236	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Éducation et culture						
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire						
1. Commissions scolaires	8 942 699					
2. Commissions scolaires à statut particulier	364 556					
3. Service de la dette des commissions scolaires	1 019 633					
Variation à la baisse de provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
4. Enseignement privé	536 446					
5. Aide au transport scolaire	363 803					
Total	11 227 138	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Éducation et culture						
Enseignement supérieur						
1. Cégeps	2 134 477					
2. Universités	3 292 007					
3. Enseignement privé au collégial	128 226					
4. Service de la dette des cégeps	256 916					
5. Service de la dette des universités	400 036					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	12 969					
Total	6 224 630	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	8 942 699							
	364 556							
	1 019 633							(32 032)
	536 446							
	363 803							
-	11 227 138	-	-	-	-	-	-	(32 032)

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	2 134 477							
	3 267 007	25 000						
	128 226							
	256 916							
	400 036							
							12 969	
-	6 186 661	25 000	-	-	-	-	12 969	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Éducation et culture						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	100 598					
Total	100 598	-	-	-	-	-
PROGRAMME 7						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	127 036					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	1 086 732					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	183 255					
Total	1 397 023	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).						
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
PROGRAMME 8						
Mission : Éducation et culture						
Taxe scolaire - Subvention d'équilibre régionale						
1. Insuffisance fiscale	10 186					
2. Régionalisation	1 037 151					
3. Exemption	167 455					
Total	1 214 792	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	100 598						
-	100 598	-	-	-	-	-	-

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	124 037					2 999	
	1 016 424					70 308	
	183 255						
-	1 323 717	-	-	-	-	73 307	-

Ce programme permet de maintenir le niveau de financement des commissions scolaires en compensant la baisse des revenus découlant de la réforme de la taxe scolaire.

	10 186						
	1 037 151						
	167 455						
-	1 214 792	-	-	-	-	-	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 9		Condition féminine				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Conseil du statut de la femme	3 425			7	2 177	714
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	16 297				2 104	2 316
Total	19 722	-	-	7	4 281	3 030

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	20 071 048	80 410	5	11 090	122 078	132 668
Permanents	1 435 994					32
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	21 507 042	80 410	5	11 090	122 078	132 700

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	122 078		122 078
Fonctionnement	132 700	5 991	138 691
Créances douteuses et autres provisions	46 437		46 437
Transfert	20 881 016	(32 032)	20 848 984
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
Total	21 207 232	(26 042)	21 181 190

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

							527	3
	11 877							
-	11 877	-	-	-	-	527	3	
7 498	19 557 300	25 000				134 998		
38 939	1 323 717					73 307		
							5 991 (32 032)	
46 437	20 881 016	25 000	-	-	-	208 305	(26 042)	

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration				
Votés	239 000			
Permanents	19			
	239 019	-	-	
Programme 2 – Soutien aux organismes				
Votés	120 176			
Permanents				
	120 176	-	-	
Programme 3 – Aide financière aux études				
Votés	990 092			
Permanents	6 000			
	996 092	-	-	
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	11 202 084			
Permanents				
	11 202 084	-	-	
Programme 5 – Enseignement supérieur				
Votés	6 048 575			
Permanents				
	6 048 575	-	-	
Programme 6 – Développement du loisir et du sport				
Votés	102 397			
Permanents				
	102 397	-	-	
Programme 7 – Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 337 310			
	1 337 310	-	-	
Programme 8 – Taxe scolaire - Subvention d'équilibre régionale				
Votés	981 856			
Permanents				
	981 856	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				24 626				263 625
						13		32
-	-	-		24 626		13		263 658
				9 284				129 460
-	-	-		9 284		-		129 460
				(99 009)		32 939		891 082
-	-	-		(99 009)		32 939		38 939
				25 054				11 227 138
-	-	-		25 054		-		11 227 138
				176 055				6 224 630
-	-	-		176 055		-		6 224 630
				(1 799)				100 598
-	-	-		(1 799)		-		100 598
						59 713		1 397 023
-	-	-		-		59 713		1 397 023
		232 935						1 214 792
-	-	232 935		-		-		1 214 792

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 9 – Condition féminine				
Votés	18 575			
Permanents				
	<u>18 575</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	19 702 754			
Permanents	<u>1 343 329</u>			
Total	<u>21 046 083</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 148				19 722
-	-	-		1 148		-		19 722
		232 935		135 358		92 665		20 071 048
-	-	232 935		135 358		92 665		1 435 994
								21 507 042

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	7 268	61	
	<u>7 268</u>	<u>61</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	30 714		
Institut national des mines	971		
Programme d'action communautaire	29 140		
Autres	63 203		
	<u>124 027</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	625 278		
Intérêts et remboursements aux banques	67 691		
Autres	52 021		
	<u>744 990</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	9 044		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	9 298 212		
Enseignement privé	536 446		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des commissions scolaires	1 019 633		
Transport scolaire	363 803		
	<u>11 227 138</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Cégeps	2 134 477		
Enseignement privé au collégial	128 226		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	12 969		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	850		
Service de la dette des cégeps	256 066		
Service de la dette des universités	400 036		
Universités	3 267 007		
	<u>6 199 630</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
882	15	863	5 447		7 268	5 492
882	15	863	5 447	-	7 268	5 492
				30 714	30 714	29 640
				971	971	970
		29 140			29 140	27 985
25		63 163	15		63 203	58 605
25	-	92 303	15	31 684	124 027	117 200
			581 239		581 239	634 890
			61 764		61 764	61 321
		2	41 934		41 936	23 990
-	-	2	684 937	-	684 939	720 201
		9 044			9 044	6 044
9 298 212					9 298 212	8 698 601
536 446					536 446	511 851
(32 032)					(32 032)	(69 136)
1 019 633					1 019 633	967 153
363 803					363 803	355 012
11 186 061	-	9 044	-	-	11 195 106 ⁽¹⁾	10 469 525
2 131 127		3 350			2 134 477	1 916 635
128 226					128 226	118 235
850					850	5 598
256 066					256 066	240 200
400 036					400 036	394 986
3 267 007					3 267 007	3 208 850
6 183 311	-	3 350	-	-	6 186 661	5 884 505

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 714		
Kino-Québec	1 507		
Promotion de l'activité physique	5 724		
Promotion du loisir	17 751		33
Promotion du sport	32 121		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	36 736		
Autres	2 045		
	<u>100 598</u>	<u>-</u>	<u>33</u>
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1 086 732		
Régime de retraite des enseignants	127 036		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	183 255		
	<u>1 397 023</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 8 - Taxe scolaire - Subvention d'équilibre régionale			
Exemption	167 455		
Insuffisance fiscale	10 186		
Régionalisation	1 037 151		
	<u>1 214 792</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 9 - Condition féminine			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles	847		
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	7 605		
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones	3 062		800
Autres	363		
	<u>11 877</u>	<u>-</u>	<u>800</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>21 027 343</u>	<u>61</u>	<u>833</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 32 032 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
			4 714		4 714	4 730
		1 507			1 507	1 206
		5 724			5 724	
507	465	16 746			17 751	16 752
		32 121			32 121	29 992
		36 736			36 736	35 030
		2 045			2 045	395
507	465	94 879	4 714	-	100 598	88 105
1 016 424					1 016 424	980 117
124 037					124 037	118 450
183 255					183 255	116 319
1 323 717	-	-	-	-	1 323 717	1 214 886
167 455					167 455	117 556
10 186					10 186	46 822
1 037 151					1 037 151	419 999
1 214 792	-	-	-	-	1 214 792	584 378
12		835			847	1 571
394	159	7 052			7 605	3 757
85	400	1 777			3 062	3 534
		363			363	120
492	559	10 026	-	-	11 877	8 982
19 909 786	1 039	210 468	695 113	31 684	20 848 984 ⁽¹⁾	19 093 273

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	16 168 144	15 989 784	14 707 756
Fonctionnement	2 193 771	2 193 771	1 846 151
Capital	1 269 065	1 269 065	1 164 314
Intérêt	460 274	460 274	425 146
Support	<u>936 090</u>	<u>936 090</u>	<u>949 907</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>21 027 343</u>	<u>20 848 984⁽¹⁾</u>	<u>19 093 273</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 32 032 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Régimes des eaux	1 545	1 591
Divers	16	
	1 561	1 591
Autres		
Divers	39	29
	39	29
Total des droits et permis	1 600	1 619
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terres de l'État	2 791	737
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	1 334	282
Frais de vente et de location de terrains	902	1 047
Location et concessions	24 741	23 528
Frais d'administration	(313)	
Frais d'inscription aux tirages au sort	141	136
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	64	27
Divers	64	53
	29 724	25 810
Intérêts		
Autres revenus	(120)	53
Paiement de redevances hydrauliques	355	360
	235	413
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	641	335
	641	335
Total des revenus divers	30 601	26 558
Total des revenus autonomes	32 201	28 178
Total des revenus	32 201	28 178

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	133 642	129 663	2 011	1 968	
Permanents	39	38		1	
Ne nécessitant pas de crédits		4 087			
	<u>133 681</u>	<u>133 788</u>	<u>2 011</u>	<u>1 969</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>133 681</u>	<u>133 788</u>	<u>2 011</u>	<u>1 969</u>	<u>-</u>
Votés	133 642	129 663	2 011	1 968	
Permanents	39	38		1	
Ne nécessitant pas de crédits		4 087			
Total	<u>133 681</u>	<u>133 788</u>	<u>2 011</u>	<u>1 969</u>	<u>-</u>
Dépenses	129 871	133 788		170	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	50		1	49	
Immobilisations tangibles	724		203	520	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 036		1 807	1 230	
Total	<u>133 681</u>	<u>133 788</u>	<u>2 011</u>	<u>1 969</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Gestion des ressources naturelles						
1. Direction et administration	7 865	1		4	6 553	1 059
Permanents(1)	10					9
Amortissement des immobilisations						
2. Services partagés au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	32 700		14	1 612	20 883	9 109
Amortissement des immobilisations						
3. Ressources énergétiques	68 689			154	3 694	569
Permanents(2)	15					
4. Ressources minérales	9 862				3 247	1 845
Amortissement des immobilisations						
5. Territoire	14 526		190	36	9 494	4 587
Permanents(2)	14					
Amortissement des immobilisations						
Total	133 681	1	203	1 807	43 870	17 176

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							197	50
							1	4
							1 083	
								3 838
	59 692	4 312					268	
15								
		4 424					346	28
							220	
14								217
29	59 889	8 736	-		-	-	1 969	4 087

Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	133 642	1	203	1 807	43 870	17 167
Permanents	39					9
Amortissement des immobilisations						
Total	133 681	1	203	1 807	43 870	17 176

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	43 870		43 870
Fonctionnement	17 176	4 087	21 263
Créances douteuses et autres provisions	29		29
Transfert	59 889		59 889
Affectation à un fonds spécial	8 736		8 736
Service de la dette			
Total	129 701	4 087	133 788

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	59 889	8 736					1 968	
29							1	
								4 087
29	59 889	8 736	-		-	-	1 969	4 087

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles				
Votés	88 466			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>88 476</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	88 466			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>88 476</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
1 976		43 200				29		133 642
							39	
<u>1 976</u>	<u>-</u>	<u>43 200</u>		<u>-</u>		<u>29</u>		<u>133 681</u>

1 976		43 200				29		133 642
							39	
<u>1 976</u>	<u>-</u>	<u>43 200</u>		<u>-</u>		<u>29</u>		<u>133 681</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques	2 239		
Prolongement du réseau de distribution de gaz naturel	51 100	51 100	
Rétablissement du réseau d'électricité suite au verglas de 1998 - service de dette			
Autres	6 551	5 173	
	59 889	56 273	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	59 889	56 273	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
	2 239				2 239	2 197
					51 100	5 536
						67 577
77	9	107		1 185	6 551	52 693
77	2 248	107	-	1 185	59 889	128 002
77	2 248	107	-	1 185	59 889	128 002

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Capital	1 989	1 989	67 781
Intérêt	249	249	711
Support	<u>57 651</u>	<u>57 651</u>	<u>59 511</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>59 889</u>	<u>59 889</u>	<u>128 002</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	5 872	5 872	5 824
Fonctionnement	<u>2 865</u>	<u>2 865</u>	<u>3 047</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>8 736</u>	<u>8 736</u>	<u>8 871</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	67	27
	67	27
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	105	1 350
Subventions d'années antérieures	208	37
Réhabilitation PTSC - recouvrements de tiers	351	
Divers	7	
	672	1 387
Transferts des gouvernements autres que le fédéral		
Divers	1	
	1	-
Total des revenus divers	739	1 414
Total des revenus autonomes	739	1 414
Total des revenus	739	1 414

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	232 005	210 674	21 331		
Permanents	57	12		45	
Ne nécessitant pas de crédits		13 170			
	<u>232 062</u>	<u>223 856</u>	<u>21 331</u>	<u>45</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	6 125	5 620	485	19	
Permanents		47			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 125</u>	<u>5 668</u>	<u>485</u>	<u>19</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>238 187</u>	<u>229 524</u>	<u>21 816</u>	<u>64</u>	<u>-</u>
Votés	238 130	216 294	21 816	19	
Permanents	57	12		45	
Ne nécessitant pas de crédits		13 218			
Total	<u>238 187</u>	<u>229 524</u>	<u>21 816</u>	<u>64</u>	<u>-</u>
Dépenses	216 370	229 524		64	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 512		3 512		
Immobilisations tangibles	13 483		13 483		
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>4 822</u>		<u>4 822</u>		
Total	<u>238 187</u>	<u>229 524</u>	<u>21 816</u>	<u>64</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Protection de l'environnement						
1. Direction du Ministère Permanents(1)	35 683 12				5 352	25 929 12
2. Services à la gestion Permanents(2) Amortissement des immobilisations	47 401 45		1 555	4 524	21 731	19 585
3. Évaluations et autorisations environnementales	34 129				27 133	852
4. Contrôle environnemental et sécurité des barrages	23 536				19 819	1 848
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	35 013	3	2 342		18 103	6 009
6. Gestion des barrages	17 797	8	8 663		5 192	3 935
7. Développement durable et qualité de l'environnement	38 446	3 500	736		11 422	1 944
Total	232 062	3 511	13 296	4 524	108 753	60 115

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Amortissement des immobilisations	6 125	1	186	298	4 372	1 248
Total	6 125	1	186	298	4 372	1 248

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	4 401							
	6						45	13 170
	6 143							
	1 869							
	8 556							
	20 843							
-	41 819	-	-	-	-	-	45	13 170

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

							19	
								47
-	-	-	-	-	-	-	19	47

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	238 130	3 512	13 483	4 822	113 124	61 351
Permanents	57					12
Amortissement des immobilisations						
Total	238 187	3 512	13 483	4 822	113 124	61 363
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	=	Total	
Rémunération	113 124				113 124	
Fonctionnement	61 363		13 218		74 581	
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert	41 819				41 819	
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
Total	216 306		13 218		229 524	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	41 819						19 45	
								13 218
-	41 819	-	-		-	-	64	13 218

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Protection de l'environnement				
Votés	216 463			
Permanents	<u>54</u>			
	<u>216 517</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	6 060			
Permanents	<u></u>			
	<u>6 060</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	222 523			
Permanents	<u>54</u>			
Total	<u>222 577</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				15 542				232 005
						3		57
-	-	-		15 542		3		232 062
				65				6 125
-	-	-		65		-		6 125
				15 607		3		238 130
-	-	-		15 607		3		57
								238 187

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Aide à la conservation du lac Saint-Pierre	2 615		
Amélioration de la protection des sources d'eau potable	4 388	35	
Améliorer la gestion des matières résiduelles	5 850		
Assainissement de l'air	3 300		
Programme ClimatSol	2 164		
Programme ClimatSol-Plus	184		
Programme d'aide aux entreprises innovantes dans le secteur de la décontamination des sols			
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux	1 869		
Programme d'aide pour l'élaboration d'un plan régional des milieux humides et hydriques	5 498		
Programme de partenariat pour les milieux naturels	5 400		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	3 343		
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	315		
Programme pour la mise en oeuvre de plans directeurs de l'eau	504		
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes	1 250		
Soutien à la mission des organismes environnementaux	444		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	3 550		
Autres	1 145	44	
	<u>41 819</u>	<u>79</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>41 819</u>	<u>79</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
665				1 950	2 615	2 615
	3 517	835			4 388	2 489
	2 100			3 750	5 850	
	3 300				3 300	3 300
	2 164				2 164	1 617
	184				184	
						483
	1 869				1 869	1 035
	5 498				5 498	666
		5 400			5 400	
	3 343				3 343	3 677
		315			315	284
		504			504	
				1 250	1 250	1 250
		444			444	1 000
		3 550			3 550	3 550
7	161	714		220	1 145	14 626
672	22 135	11 762	-	7 170	41 819	36 592
672	22 135	11 762	-	7 170	41 819	36 592

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Capital	4 334	4 334	4 105
Intérêt	986	986	1 105
Support	<u>36 499</u>	<u>36 499</u>	<u>31 381</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>41 819</u>	<u>41 819</u>	<u>36 592</u>

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Émission de permis pour les services de garde	324	463
Renouvellement de permis pour les services de garde	127	442
Droits d'auteurs	1	52
Honoraires – Dossiers publics	18 362	18 432
Honoraires – Dossiers privés	70	72
	18 885	19 461
Total des droits et permis	18 885	19 461
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	6
	1	6
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	95	57
Divers		3
	96	60
Amendes et confiscations		
Pénalités	220	241
	220	241
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	112	413
Subventions d'années antérieures	373	281
Divers	1	
	486	695
Autres		
Opération de restructuration	4 875	
	4 875	-
Total des revenus divers	5 678	1 002
Total des revenus autonomes	24 563	20 463
Total des revenus	24 563	20 463

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	56 348	49 734	2 151	4 462	
Permanents	110	42		67	
Ne nécessitant pas de crédits		1 923			
	<u>56 457</u>	<u>51 699</u>	<u>2 151</u>	<u>4 529</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	121 323	121 323			
Permanents		(64)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>121 323</u>	<u>121 259</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services de garde					
Votés	2 646 930	2 629 375		17 555	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 646 930</u>	<u>2 629 375</u>	<u>-</u>	<u>17 555</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	53 472	49 174	4 155	143	
Permanents	18 850	18 783		67	
Ne nécessitant pas de crédits		8 630			
	<u>72 322</u>	<u>76 588</u>	<u>4 155</u>	<u>210</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 897 032</u>	<u>2 878 921</u>	<u>6 306</u>	<u>22 294</u>	<u>-</u>
Votés	2 878 072	2 849 606	6 306	22 160	
Permanents	18 960	18 826		134	
Ne nécessitant pas de crédits		10 489			
Total	<u>2 897 032</u>	<u>2 878 921</u>	<u>6 306</u>	<u>22 294</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 888 180	2 878 921		19 749	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3		1	2	
Immobilisations tangibles	200		6	193	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 650		6 300	2 350	
Total	<u>2 897 032</u>	<u>2 878 921</u>	<u>6 306</u>	<u>22 294</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
PROGRAMMES Éléments		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Planification, recherche et administration				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Direction et administration	27 359			2 151	9 164	12 607
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	100					
Amortissement des immobilisations						
2. Planification, politique et recherche	28 989				26 465	1 348
Total	56 457	-	-	2 151	35 629	13 965
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 2		Mesures d'aide à la famille				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Soutien financier lié aux services à la famille	55 708					5 168
Variation à la baisse de provisions						
2. Administration de l'Allocation famille	36 327					36 327
3. Soutien financier aux organismes communautaires	29 288					
Total	121 323	-	-	-	-	41 495

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	150						3 286	
33							67	1 923
							1 176	
33	150	-	-	-	-	4 529	1 923	

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires œuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des activités de haltes-garderies communautaires. Il assure le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il est également responsable de la coordination de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que ceux pris pour renforcer les services à la petite enfance. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de pédiatrie sociale en communauté.

	50 540							(64)
	29 288							
-	79 828	-	-	-	-	-	(64)	

FAMILLE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Services de garde						
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	19 796					
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	41 791					
3. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	90 871					
4. Régime d'assurance collective	38 572					
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 308 335					
6. Soutien financier aux garderies	550 212					
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	597 353					
Total	2 646 930	-	-	-	-	-

PROGRAMME 4
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Curateur public

1. Direction et administration du Curateur public	17 993		6	291	8 132	9 425
Permanents(1)	100					
Permanents(2)	2 383				1 989	394
Amortissement des immobilisations						
2. Mesures de protection	35 479	1		3 857	29 012	2 605
Permanents(2)	16 367				16 084	283
Total	72 322	1	6	4 148	55 218	12 707

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'entente de délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et autres sujets connexes.

		18 622					1 175	
		41 485					306	
		90 871						
		38 572						
		1 301 294					7 041	
		549 357					855	
		589 174					8 179	
-	-	2 629 375	-	-	-	17 555	-	

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

							139	
33							67	
								8 630
							4	
33	-	-	-	-	-	210		8 630

FAMILLE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 878 072	1	6	6 300	72 773	67 480
Permanents	18 960				18 073	686
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	2 897 032	1	6	6 300	90 846	68 166

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	90 846		90 846
Fonctionnement	68 166	10 553	78 719
Créances douteuses et autres provisions	66	(64)	2
Transfert	79 978		79 978
Affectation à un fonds spécial	2 629 375		2 629 375
Service de la dette			
Total	2 868 431	10 489	2 878 921

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
66	79 978	2 629 375					22 160 134	10 553 (64)
66	79 978	2 629 375	-		-	-	22 294	10 489

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Planification, recherche et administration				
Votés	56 733			
Permanents	110			
	56 842	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille				
Votés	106 388			
Permanents				
	106 388	-	-	
Programme 3 – Services de garde				
Votés	2 348 131		219 000	
Permanents				
	2 348 131	-	219 000	
Programme 4 – Curateur public				
Votés	53 083			
Permanents	100			
	53 183	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 564 334		219 000	
Permanents	210			
Total	2 564 543	-	219 000	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(385)				56 348
								110
-	-	-		(385)		-		56 457
				14 935				121 323
-	-	-		14 935		-		121 323
		90 438		(10 639)				2 646 930
-	-	90 438		(10 639)		-		2 646 930
		18 750		389				53 472
-	-	18 750		389		-		18 850
								72 322
		90 438		4 300				2 878 072
		18 750						18 960
-	-	109 188		4 300		-		2 897 032

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	150	1	
	150	1	-
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Conciliation famille-travail-études	322		
Haltes-garderies	5 140		
Intimidation	1 755	29	9
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	1 017		
Mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	3 424		
Organismes communautaires - famille	29 288		
Pédiatrie sociale	7 000		
Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes	902	32	
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans	1 504		
Autres	29 476	23 830	7
	79 828	23 891	16
TOTAL DU PORTEFEUILLE	79 978	23 893	16

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
4	3	141			150	150
4	3	141	-	-	150	150
24		298			322	590
		5 140			5 140	4 197
		1 717			1 755	1 855
		1 017			1 017	1 418
		2 242	1 182		3 424	5 023
		29 288			29 288	19 987
		7 000			7 000	5 000
	119	751			902	951
328		1 118	58		1 504	1 455
471	1 055	4 110	2		29 476	3 785
822	1 174	52 681	1 242	-	79 828	44 261
826	1 178	52 823	1 242	-	79 978	44 411

FAMILLE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>79 978</u>	<u>79 978</u>	<u>44 411</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>79 978</u>	<u>79 978</u>	<u>44 411</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Capital	32 830	32 233	33 726
Intérêt	12 960	12 960	12 637
Support	<u>2 601 139</u>	<u>2 584 181</u>	<u>2 324 883</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 646 930</u>	<u>2 629 375</u>	<u>2 371 246</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	7 701 493	7 442 429
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	277 259	285 256
	7 978 752	7 727 684
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	7 978 752	7 727 684
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	219 122	215 998
	219 122	215 998
Intérêts		
Comptes de banque	1 158	1 524
Gains (pertes) de change sur prêts et avances en devises étrangères	4 068	1 197
Dividendes		6 677
	5 226	9 399
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	2 133	(6 127)
Produits de la criminalité	5 558	5 165
Quote-part sanctions administratives et amendes – Loi sur encadrement secteur financier	2 150	848
	9 840	(114)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	37 790	26 918
Divers	11	
	37 801	26 918
Autres		
Opération de restructuration	15 889	
	15 889	-
Total des revenus divers	287 878	252 201

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	1 660 000	1 921 000
Loto-Québec	1 328 462	1 383 206
Société des alcools du Québec	1 225 540	1 145 917
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 214 002⁽¹⁾	4 450 123
Total des revenus autonomes	12 480 631	12 430 008
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	13 124 376	11 732 046
Transferts pour la santé	6 617 342 ^(A)	6 306 207
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 541 650 ^(B)	1 596 200
Autres programmes	(265 367) ^(C)	(149 682)
Total des transferts du gouvernement fédéral	21 018 002	19 484 771
Total des revenus	33 498 633	31 914 779

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 4 418 567 k\$ en 2019-2020 (5 548 206 k\$ en 2018-2019). Le détail est présenté à la note 9, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2019-2020. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 532 000 k\$ en 2019-2020 (473 000 k\$ en 2018-2019) affectée au Fonds des générations.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	9 113 827	8 737 909
Païement supplémentaire au titre du TCS (COVID-19)	112 871	
Révisions des années antérieures	(2 067)	9 903
	<u>9 224 631</u>	<u>8 747 812</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 817 764)	(2 630 800)
Révisions des années antérieures	(37 826)	(3 254)
	<u>(2 855 590)</u>	<u>(2 634 054)</u>
	<u>6 369 041</u>	<u>6 113 758</u>
Fonds ciblés hors TCS	<u>248 301</u>	<u>192 449</u>
	<u>6 617 342</u>	<u>6 306 207</u>
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	3 292 609	3 206 955
Révisions des années antérieures	(759)	3 665
	<u>3 291 850</u>	<u>3 210 620</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 727 016)	(1 612 426)
Révisions des années antérieures	(23 184)	(1 995)
	<u>(1 750 200)</u>	<u>(1 614 420)</u>
	<u>1 541 650</u>	<u>1 596 200</u>
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(1 018 121)	(936 483)
Programme canadien de prêts aux étudiants	531 914	511 317
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	80 254	49 742
Droit de retrait des infrastructures sociales (petite enfance)	86 275	86 530
Autres	<u>54 311</u>	<u>139 212</u>
	<u>(265 367)</u>	<u>(149 682)</u>

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	29 170	27 598	1 550	22	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		263			
	<u>29 180</u>	<u>27 870</u>	<u>1 550</u>	<u>22</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Votés	215 629	215 363	266		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		87 212			
	<u>215 629</u>	<u>302 575</u>	<u>266</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Votés	33 193	17 824		15 369	
Permanents	10 191	10 191			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>43 384</u>	<u>28 015</u>	<u>-</u>	<u>15 369</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Service de la dette					
Votés					
Permanents	6 649 000	5 536 283		1 112 717	
Ne nécessitant pas de crédits		(66 311)			
	<u>6 649 000</u>	<u>5 469 972</u>	<u>-</u>	<u>1 112 717</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>6 937 193</u>	<u>5 828 432</u>	<u>1 816</u>	<u>1 128 108</u>	<u>-</u>
Votés	277 992	260 785	1 816	15 392	
Permanents	6 659 201	5 546 484		1 112 717	
Ne nécessitant pas de crédits		21 164			
Total	<u>6 937 193</u>	<u>5 828 432</u>	<u>1 816</u>	<u>1 128 108</u>	<u>-</u>
Dépenses	6 935 377	5 828 432		1 128 108	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	991		991		
Immobilisations en ressources informationnelles	826		825		
Total	<u>6 937 193</u>	<u>5 828 432</u>	<u>1 816</u>	<u>1 128 108</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Direction et administration				
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction et administration		29 170	991	560	13 454	13 848
Permanents(1)		10				10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total		29 180	-	991	560	13 454
13 858						
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2		Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Mission : Gouverne et justice						
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier		17 839			17 289	549
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières		5 387		115	5 262	10
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche Opération de restructuration		178 692				7 353
4. Contrôleur des finances Amortissement des immobilisations		13 712		150	13 322	240
Total		215 629	-	-	35 873	8 152

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	295					22	
							550 (287)
-	295	-	-	-	-	22	263

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

	170 238	1 100					87 143
							69
-	170 238	1 100	-	-	-	-	87 212

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	17 824					
2. Frais de services bancaires Permanents(1)	10 191					10 191
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État	6 369					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	9 000					
Total	43 384	-	-	-	-	10 191

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État ainsi que la modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé.

17 824

6 369

9 000

-	17 824	-	-	-	-	15 369	-
---	--------	---	---	---	---	--------	---

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4	Service de la dette					
Mission : Service de la dette						
1. Service de la dette directe						
Permanents(1)	5 630 000					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents(2)	1 019 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	6 649 000	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 984 178 k\$, réduite de revenus de 1 429 396 k\$, dont 1 140 207 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 634 974 k\$, réduite de revenus de 5 653 474 k\$, dont 5 560 653 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 419 k\$, réduite de revenus de 26 761 k\$, provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 25 246 k\$, réduite de revenus de 91 215 k\$, provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				4 554 782 ⁽³⁾			1 075 218	
				981 501 ⁽⁴⁾			37 499	
								(342) ⁽⁵⁾
								(65 969) ⁽⁶⁾
-	-	-	5 536 283	-	-	1 112 717	(66 311)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	277 992			991	825	49 327 22 000
Permanents	6 659 201					10 201
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Variation à la baisse de provisions						
Total	6 937 193	-	991	825	49 327	32 201

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	49 327		49 327
Fonctionnement	32 201	87 762	119 963
Créances douteuses et autres provisions		(287)	(287)
Transfert	188 357		188 357
Affectation à un fonds spécial	1 100		1 100
Service de la dette	5 536 283	(66 311)	5 469 972
Total	5 807 269	21 164	5 828 432

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	188 357	1 100	5 536 283				15 392 1 112 717	619 87 143 (66 311)
								(287)
-	188 357	1 100	5 536 283		-	-	1 128 108	21 164

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	31 293			
Permanents	10			
	31 302	-	-	
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Votés	60 710			
Permanents				
	60 710	-	-	
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Votés	100 383			
Permanents	9 493			
	109 876	-	-	
Programme 4 – Service de la dette				
Votés				
Permanents	6 649 000			
	6 649 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	192 386			
Permanents	6 658 502			
Total	6 850 888	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 122)				29 170
								10
-	-	-		(2 122)		-		29 180
				154 919				215 629
-	-	-		154 919		-		215 629
				(67 190)				33 193
						698		10 191
-	-	-		(67 190)		698		43 384
								6 649 000
-	-	-		-		-		6 649 000
				85 607				277 992
						698		6 659 201
-	-	-		85 607		698		6 937 193

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	295		
	<u>295</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
Autres	170 238	163 198	
	<u>170 238</u>	<u>163 198</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
Institut de la statistique du Québec	17 824		
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	2 658		
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé	9 000		
	<u>29 482</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>200 016</u>	<u>163 198</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
7	1	288			295	300
7	1	288	-	-	295	300
950		5 090		1 000	170 238	151 644
950	-	5 090	-	1 000	170 238	151 644
				17 824	17 824	15 985
-	-	-	-	17 824	17 824	15 985
957	1	5 378	-	18 824	188 357	167 929

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	14 276	14 276	12 632
Fonctionnement	3 548	3 548	3 353
Support	<u>182 192</u>	<u>170 533</u>	<u>151 944</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>200 016</u>	<u>188 357</u>	<u>167 929</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	60	60	298
Fonctionnement	440	440	22 539
Capital			2
Support	<u>600</u>	<u>600</u>	<u>2 000</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 100</u>	<u>1 100</u>	<u>24 839</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	575	569
Permis de chasse, pêche et piégeage	34 936	38 020
Permis commerciaux et particuliers	279	264
Droits pour activités commerciales	1 165	1 154
	36 955	40 007
Total des droits et permis	36 955	40 007
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	340	294
Protection des forêts	(15)	613
Location et concessions	54	51
Divers	2	43
	382	1 001
Intérêts		
Autres revenus	744	315
Divers	31	44
	775	359
Amendes et confiscations		
Pénalités	415	402
Divers	1	1
	416	403
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	414	432
Subventions d'années antérieures	14	504
	427	936
Total des revenus divers	2 000	2 699
Total des revenus autonomes	38 955	42 705
Total des revenus	38 955	42 705

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	8 033	7 884	46	103	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		93			
	<u>8 042</u>	<u>7 987</u>	<u>46</u>	<u>103</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Gestion des ressources forestières					
Votés	380 831	371 124	9 706	1	
Permanents	32 530	30 728		1 803	
Ne nécessitant pas de crédits		6 425			
	<u>413 362</u>	<u>408 277</u>	<u>9 706</u>	<u>1 803</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion des ressources fauniques et des parcs					
Votés	166 193	150 611	13 308	2 274	
Permanents	75			75	
Ne nécessitant pas de crédits		4 998			
	<u>166 268</u>	<u>155 609</u>	<u>13 308</u>	<u>2 349</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>587 672</u>	<u>571 873</u>	<u>23 061</u>	<u>4 255</u>	<u>-</u>
Votés	555 057	529 619	23 061	2 377	
Permanents	32 615	30 737		1 878	
Ne nécessitant pas de crédits		11 516			
Total	<u>587 672</u>	<u>571 873</u>	<u>23 061</u>	<u>4 255</u>	<u>-</u>
Dépenses	562 338	571 873		1 981	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3		3		
Immobilisations tangibles	23 585		21 311	2 274	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 747		1 747		
Total	<u>587 672</u>	<u>571 873</u>	<u>23 061</u>	<u>4 255</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	8 033	2	4	41	4 829	2 677
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	8 042	2	4	41	4 829	2 686

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Gestion des ressources forestières						
1. Aménagement durable du territoire forestier	203 324					
Permanents(1)	7 510					
Permanents(2)	20					
2. Suppression des feux de forêts						
Permanents(3)	25 000					23 197
3. Forestier en chef	5 451			9	4 885	558
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	172 056		8 909	789	77 948	27 104
Amortissement des immobilisations						
Total	413 362	-	8 909	798	82 833	50 859

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(3) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle.

	378						103	
								93
-	378	-	-	-	-	103		93

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.

		203 324						
7 510								
	20							
						1 803		
								25
	14 719	42 587				1		
								6 400
7 510	14 739	245 911	-	-	-	1 803		6 425

FORÊTS, FAUNE ET PARCS
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3	Gestion des ressources fauniques et des parcs					
Mission : Économie et environnement						
1. Protection de la faune	57 273		3 904	207	37 423	15 022
Permanents(1)	9					
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
2. Conservation, gestion et mise en valeur de la faune et des parcs	56 833	1	8 495	702	18 614	18 191
Permanents(1)	57					
Amortissement des immobilisations						
3. Société des établissements de plein air du Québec	52 087					13 800
Permanents(1)	10					
Variation à la baisse de provisions						
Total	166 268	1	12 399	909	56 037	47 013

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	555 057	3	21 311	1 747	143 698	77 351
Permanents	32 615					23 207
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	587 672	3	21 311	1 747	143 698	100 558

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	143 698		143 698
Fonctionnement	100 558	11 535	112 093
Créances douteuses et autres provisions	7 510	(18)	7 492
Transfert	62 678		62 678
Affectation à un fonds spécial	245 911		245 911
Service de la dette			
Total	560 357	11 516	571 873

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

	718						9	
								1 991 (9)
	8 557						2 273	
							57	
								3 025
	38 287						10	
								(10)
-	47 561	-	-	-	-	2 349		4 998

		62 658	245 911				2 377	
7 510	20						1 878	
								11 535 (18)
7 510	62 678	245 911	-	-	-	4 255		11 516

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	7 944			
Permanents	10			
	7 954	-	-	
Programme 2 – Gestion des ressources forestières				
Votés	350 248			
Permanents	25 020			
	375 268	-	-	
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs				
Votés	172 442			
Permanents	75			
	172 517	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	530 634			
Permanents	25 105			
Total	555 739	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				89				8 033
								10
-	-	-		89		-		8 042
				30 583				380 831
						7 510		32 530
-	-	-		30 583		7 510		413 362
10 995				(17 244)				166 193
								75
10 995	-	-		(17 244)		-		166 268
10 995				13 428				555 057
						7 510		32 615
10 995	-	-		13 428		7 510		587 672

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	378		
	<u>378</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Gestion des ressources forestières			
Prêts forestiers	20		
Autres	14 719		
	<u>14 739</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Gestion des ressources fauniques et des parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	38 287		
Autres	9 275	73	
	<u>47 561</u>	<u>73</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>62 678</u>	<u>73</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
10	13	351		4	378	169
10	13	351	-	4	378	169
	14 062	657		20	14 719	13 888
-	14 062	657	-	20	14 739	13 908
1 187	1 700	5 644		38 287 669	38 287 9 275	32 402 10 515
1 187	1 700	5 644	-	38 956	47 561	42 917
1 197	15 776	6 652	-	38 980	62 678	56 994

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Capital	22 059	22 059	20 590
Intérêt	10 114	10 114	7 787
Support	<u>30 505</u>	<u>30 505</u>	<u>28 617</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>62 678</u>	<u>62 678</u>	<u>56 994</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	59 050	59 050	58 329
Fonctionnement	104 800	104 800	88 133
Capital	1 892	1 892	
Intérêt	88	88	2 317
Support	<u>80 081</u>	<u>80 081</u>	<u>109 615</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>245 911</u>	<u>245 911</u>	<u>258 394</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	24 930	27 341
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	4 068	3 287
Demande d'un employeur relative à un emploi	3 528	2 389
Consultant en immigration	230	362
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	6 087	4 850
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	13 914	10 623
	52 757	48 851
Total des droits et permis	52 757	48 851
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 717	1 601
Divers	2	4
	1 719	1 606
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3	153
Subventions d'années antérieures	686	549
	689	702
Total des revenus divers	2 408	2 308
Total des revenus autonomes	55 165	51 159
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	591 622	559 449
Programme d'aide au logement provisoire	350 000	
	941 622	559 449
Total des transferts du gouvernement fédéral	941 622	559 449
Total des revenus	996 787	610 608

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et soutien aux activités du Ministère					
Votés	61 669	51 432	10 237		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 456			
	<u>61 679</u>	<u>55 898</u>	<u>10 237</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Immigration, francisation, diversité et inclusion					
Votés	344 295	274 927	5	69 363	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>344 295</u>	<u>274 927</u>	<u>5</u>	<u>69 363</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>405 974</u>	<u>330 826</u>	<u>10 242</u>	<u>69 363</u>	<u>-</u>
Votés	405 964	326 360	10 242	69 363	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 456			
Total	<u>405 974</u>	<u>330 826</u>	<u>10 242</u>	<u>69 363</u>	<u>-</u>
Dépenses	395 732	330 826		69 363	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	45		45		
Immobilisations tangibles	2		2		
Immobilisations en ressources informationnelles	10 195		10 195		
Total	<u>405 974</u>	<u>330 826</u>	<u>10 242</u>	<u>69 363</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Éducation et culture						
Direction et soutien aux activités du Ministère						
1. Direction et administration	61 669	40	2	10 195	22 007	29 179
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	61 679	40	2	10 195	22 007	29 189
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Immigration, francisation, diversité et inclusion						
1. Services de francisation	130 058				41 483	27 714
2. Diversité et inclusion	94 306				12 836	4 695
3. Immigration et prospection	77 310	5			22 435	17 418
4. Performance, développement et soutien à la transformation	42 621				9 773	1 848
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	344 295	5	-	-	86 526	51 676

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

								246
								4 456
-	246	-	-	-	-	-	-	4 456

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

								56 936	3 925
								64 948	11 827
								6 021	31 431
								8 821	22 179
-	136 725	-	-	-	-	-	69 363	-	-

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	405 964	45	2	10 195	108 533	80 855
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	405 974	45	2	10 195	108 533	80 865
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				108 533		108 533
Fonctionnement				80 865	4 456	85 321
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				136 971		136 971
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
Total				326 369	4 456	330 826

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	136 971						69 363	
								4 456
-	136 971	-	-		-	-	69 363	4 456

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère				
Votés	28 088			
Permanents	10			
	28 097	-	-	
Programme 2 – Immigration, francisation, diversité et inclusion				
Votés	466 782			
Permanents				
	466 782	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	494 870			
Permanents	10			
Total	494 880	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				33 582				61 669
								10
-	-	-		33 582		-		61 679
46 056				(168 543)				344 295
46 056	-	-		(168 543)		-		344 295
46 056				(134 961)				405 964
								10
46 056	-	-		(134 961)		-		405 974

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et soutien aux activités du Ministère			
Autres	246		
	246	-	-
Programme 2 - Immigration, francisation, diversité et inclusion			
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	56 252		
Programme d'appui aux régions en recrutement international	390		
Programme Interconnexion	13 510		
Programme Mobilisation-Diversité	17 600		
Programme Reconnaissance des compétences et accès aux ordres professionnels	2 920		
Programme Réussir l'intégration	47 808	54	
Programme Soutien à la mission	5 691		
Autres	12 744		
	156 915	54	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	157 161	54	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
		246			246	248
-	-	246	-	-	246	248
			56 252		56 252	38 905
		21			21	
	49	3 439			3 488	1 237
	3 690	11 822			15 512	12 363
		2 511			2 511	508
	66	38 591	2 812		41 522	5 473
		4 740			4 740	527
3 133	3 000	6 545			12 677	6 485
3 133	6 805	67 669	59 064	-	136 725	65 498
3 133	6 805	67 915	59 064	-	136 971	65 745

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>157 161</u>	<u>136 971</u>	<u>65 745</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>157 161</u>	<u>136 971</u>	<u>65 745</u>

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	553	513
Prêteurs d'argent	165	64
Studio de santé	379	204
Commerçants – Véhicules routiers	2 100	1 854
Agences de voyages	661	654
Conseillers en voyage	458	455
Certificat d'exemption	40	107
Divers	53	24
	4 409	3 875
Total des droits et permis	4 409	3 875
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	352	361
Actes judiciaires	40 595	41 817
Actes juridiques	34 703	38 086
Divers	36	20
	75 686	80 284
Intérêts		
Divers		1
	-	1
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	5	32
Contributions pénales	24 354	22 548
Infractions au Code de la sécurité routière	54 579	51 446
Infractions au Code criminel	12 281	11 972
Infractions à diverses lois	28 320	42 849
	119 538	128 847
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 299	1 641
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	447	460
Recouvrements de tiers	123	210
Divers	22	6
	1 891	2 317
Total des revenus divers	197 115	211 448
Total des revenus autonomes	201 524	215 323

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	34 548	31 725
Conseillers juridiques auprès des autochtones	830	669
Mesures québécoises de justice familiale	165	99
Divers	<u>68</u>	<u>79</u>
	35 611	32 573
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>35 611</u>	<u>32 573</u>
Total des revenus	<u>237 135</u>	<u>247 896</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration de la justice					
Votés	381 489	358 235	23 255		
Permanents	25 981	25 981			
Ne nécessitant pas de crédits		13 041			
	<u>407 470</u>	<u>397 257</u>	<u>23 255</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activité judiciaire					
Votés	36 770	36 465	305		
Permanents	94 433	93 533		899	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>131 203</u>	<u>129 998</u>	<u>305</u>	<u>899</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	16 391	16 391			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>16 391</u>	<u>16 391</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	160 450	160 450			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>160 450</u>	<u>160 450</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	207 476	207 054	184	239	
Permanents		125			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>207 476</u>	<u>207 179</u>	<u>184</u>	<u>239</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	172 633	156 396	4 526	11 711	
Permanents	300	208		92	
Ne nécessitant pas de crédits		1 239			
	<u>172 933</u>	<u>157 843</u>	<u>4 526</u>	<u>11 803</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 095 924</u>	<u>1 069 118</u>	<u>28 270</u>	<u>12 941</u>	<u>-</u>
Votés	814 760	774 540	28 270	11 950	
Permanents	281 164	280 173		991	
Ne nécessitant pas de crédits		14 405			
Total	<u>1 095 924</u>	<u>1 069 118</u>	<u>28 270</u>	<u>12 941</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 066 893	1 069 118		12 180	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	5		1	5	
Immobilisations tangibles	2 275		1 522	752	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>26 751</u>		<u>26 747</u>	<u>5</u>	
Total	<u>1 095 924</u>	<u>1 069 118</u>	<u>28 270</u>	<u>12 941</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction, gouvernance et administration	57 216				32 687	8 625
Permanents(1)	20					20
Permanents(2)	6 644				6 644	
Amortissement des immobilisations						
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	67 433		17	22 103	19 181	26 133
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	164 608		1 135		60 757	102 716
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	81 904				54 341	6 328
5. Bureau des infractions et amendes	10 328				8 708	1 620
Permanents(3)	19 317					
Total	407 470	-	1 152	22 103	182 318	145 441

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 **Mission : Gouverne et justice** **Activité judiciaire**

1. Magistrature	3 543		198	2 970	375
Permanents(1)	91 084			87 141	3 389
2. Conseil de la magistrature					
Permanents(1)	2 949			293	2 656
3. Soutien à la magistrature	33 228		107	31 166	1 954
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	400			24	30
Total	131 203	-	305	121 595	8 404

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
12 587		3 318						13 041
7 218		14 017						
19 317								
19 317	19 805	17 334	-		-	-	-	13 041

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

						554	
						346	
-	-	-	-	-	-	899	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Justice administrative						
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	15 741					
2. Conseil de la justice administrative	650				463	187
Total	16 391	-	-	-	463	187
PROGRAMME 4						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Indemnisation et reconnaissance						
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels						
Permanents(1)	159 038					18 643
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme						
Permanents(2)	1 412					271
Total	160 450	-	-	-	-	18 913
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						
PROGRAMME 5						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Autres organismes relevant du ministre						
1. Commission des services juridiques	177 792					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	17 318			9	13 798	3 491
Amortissement des immobilisations						
3. Office de la protection du consommateur	12 367			175	8 804	2 617
Amortissement des immobilisations						
Total	207 476	-	-	184	22 602	6 108

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une unité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		15 741						
-	-	15 741	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	1 141							
-	141 537	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme comprend trois organismes à savoir, la Commission des services juridiques qui vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12) ainsi que l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

						20		
								29
	553					219		
								96
-	178 344	-	-	-	-	239		125

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Poursuites criminelles et pénales					
1. Direction, gouvernance et administration	13 517			7 881	2 347
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	159 116	66	4 460	118 360	27 808
Amortissement des immobilisations					
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents(1)	300			85	124
Total	172 933	-	66	4 460	126 325
					30 279

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	814 760	1	1 522	26 747	359 115	184 200
Permanents	281 164				94 188	25 131
Amortissement des immobilisations						
Total	1 095 924	1	1 522	26 747	453 303	209 332

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	453 303		453 303
Fonctionnement	209 332	14 405	223 737
Créances douteuses et autres provisions	19 317		19 317
Transfert	339 686		339 686
Affectation à un fonds spécial	33 075		33 075
Service de la dette			
Total	1 054 713	14 405	1 069 118

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

275

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
<hr/>					
Programme 1 – Administration de la justice					
Votés	380 888				
Permanents	11 167				
	392 055	-		-	
<hr/>					
Programme 2 – Activité judiciaire					
Votés	38 560				
Permanents	94 024				
	132 584	-		-	
<hr/>					
Programme 3 – Justice administrative					
Votés	16 463				
Permanents					
	16 463	-		-	
<hr/>					
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	150 573				
	150 573	-		-	
<hr/>					
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre					
Votés	200 689				
Permanents					
	200 689	-		-	
<hr/>					
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales					
Votés	171 605				
Permanents	300				
	171 906	-		-	
<hr/>					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	808 205				
Permanents	256 064				
Total	1 064 269	-		-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				602				381 489
						14 814		25 981
-	-	-		602		14 814		407 470
				(1 790)				36 770
						409		94 433
-	-	-		(1 790)		409		131 203
				(72)				16 391
-	-	-		(72)		-		16 391
						9 878		160 450
-	-	-		-		9 878		160 450
3 788				2 999				207 476
3 788	-	-		2 999		-		207 476
				1 027				172 633
-	-	-		1 027		-		300
								172 933
3 788				2 767				814 760
						25 100		281 164
3 788	-	-		2 767		25 100		1 095 924

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration de la justice			
Autres	19 805	1	
	19 805	1	-
Programme 4 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 141		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	140 395		
	141 537	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Aide juridique	67 897		
Autres services juridiques	2 500		
Bourse d'études	4		
Commission des services juridiques	107 395		
Projets et partenariats stratégiques	213		
Soutien aux activités d'éducation financière	400		
	178 409	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	339 751	1	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
61	772	7 250		11 723	19 805	6 928
61	772	7 250	-	11 723	19 805	6 928
			1 141		1 141	1 280
			140 395		140 395	122 468
-	-	-	141 537	-	141 537	123 748
			67 897		67 897	66 084
			2 500		2 500	2 500
4					4	4
				107 395	107 395	111 897
3		146			149	170
		400			400	400
7	-	546	70 397	107 395	178 344	181 054
68	772	7 796	211 934	119 118	339 686	311 730

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	87 339	87 339	91 944
Fonctionnement	19 709	19 709	19 606
Capital	12 070	12 070	3 932
Support	<u>220 633</u>	<u>220 569</u>	<u>196 248</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>339 751</u>	<u>339 686</u>	<u>311 730</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	11 107	11 107	11 081
Fonctionnement	4 458	4 458	3 316
Capital	176	176	176
Support	<u>17 334</u>	<u>17 334</u>	<u>3 635</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>33 075</u>	<u>33 075</u>	<u>18 209</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	-
	1	-
Total des droits et permis	1	-
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	4	-
	4	-
Intérêts		
Gains sur fluctuation de change	66	162
Divers	29	
	95	162
Amendes et confiscations		
Divers		12
	-	12
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	325	562
Subventions d'années antérieures	148	39
	473	601
Total des revenus divers	573	775
Total des revenus autonomes	573	775
Total des revenus	573	775

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	20 303	19 813	490		
Permanents	497	497			
Ne nécessitant pas de crédits		479			
	<u>20 800</u>	<u>20 789</u>	<u>490</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Affaires internationales					
Votés	97 601	94 286	3 312	4	
Permanents		2 481			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>97 601</u>	<u>96 767</u>	<u>3 312</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>118 401</u>	<u>117 556</u>	<u>3 802</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
Votés	117 904	114 099	3 802	4	
Permanents	497	497			
Ne nécessitant pas de crédits		2 960			
Total	<u>118 401</u>	<u>117 556</u>	<u>3 802</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
Dépenses	114 599	117 556		3	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 714		2 714		
Immobilisations tangibles	694		694		
Immobilisations en ressources informationnelles	394		394		
Total	<u>118 401</u>	<u>117 556</u>	<u>3 802</u>	<u>4</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	20 303	9	87	394	12 851	6 851
Permanents(1)	497					497
Amortissement des immobilisations						
Total	20 800	9	87	394	12 851	7 348
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Affaires internationales						
1. Affaires francophones et multilatérales et partenariats	28 064	1			3 735	584
2. Représentation du Québec à l'étranger	53 215	2 704	607		37 363	12 541
Amortissement des immobilisations						
3. Affaires bilatérales	9 155	1			5 247	1 008
4. Protocole	2 469				1 978	491
5. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	4 698					
Total	97 601	2 706	607	-	48 323	14 625

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités administratives nécessaires à la réalisation de sa mission.

111								479
-	111	-	-	-	-	-	-	479

Ce programme vise à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

20 525	3 219					1		2 481
2 896						2		
4 698								
-	28 118	3 219	-	-	-	4		2 481

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	117 904	2 714	694	394	61 175	21 475
Permanents	497					497
Amortissement des immobilisations						
Total	118 401	2 714	694	394	61 175	21 972
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	=	Total	
Rémunération	61 175				61 175	
Fonctionnement	21 972		2 960		24 932	
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert	28 230				28 230	
Affectation à un fonds spécial	3 219				3 219	
Service de la dette						
Total	114 596		2 960		117 556	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	28 230	3 219				4	
							2 960
-	28 230	3 219	-	-	-	4	2 960

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	20 268			
Permanents	<u>110</u>			
	<u>20 377</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Affaires internationales				
Votés	93 037			
Permanents	<u>93 037</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	113 305			
Permanents	<u>110</u>			
Total	<u>113 415</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				35				20 303
						387		497
-	-	-		35		387		20 800
				4 564				97 601
-	-	-		4 564		-		97 601
				4 599		387		117 904
-	-	-		4 599		387		118 401

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	111		
	111	-	-
Programme 2 - Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse	4 698		
Politiques et affaires francophones et multilatérales	20 525	1 831	
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 896	120	4
	28 119	1 951	4
TOTAL DU PORTEFEUILLE	28 230	1 951	4

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
1		110	1		111	112
1	-	110	1	-	111	112
		1 609		3 089	4 698	5 700
709	5	14 524	210	3 245	20 525	26 030
1 142	73	1 410	45	101	2 896	3 236
1 851	78	17 544	255	6 436	28 118	34 966
1 851	78	17 654	256	6 436	28 230	35 078

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	28 230	28 230	35 078
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>28 230</u>	<u>28 230</u>	<u>35 078</u>

DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	109	109	109
Fonctionnement	20	20	20
Support	3 090	3 090	2 973
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 219</u>	<u>3 219</u>	<u>3 102</u>

REVENU**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	25 806 779	24 519 537
Impôt des sociétés	<u>6 240 039</u>	<u>7 154 296</u>
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	<u>32 046 818</u>	<u>31 673 833</u>
Taxes à la consommation		
Ventes	19 384 902	18 829 359
Carburants	16 730	17 132
Tabac	818 119	871 363
Boissons alcooliques	137 157	133 654
Pari mutuel	<u>1 697</u>	<u>1 745</u>
Total des taxes à la consommation	<u>20 358 606</u>	<u>19 853 253</u>
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	44 723	44 405
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditatives	55	35
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	928	985
Droit supplétif – Mutations immobilières	<u>951</u>	<u>(29)</u>
	<u>46 657</u>	<u>45 397</u>
Total des droits et permis	<u>46 657</u>	<u>45 397</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	14 876	13 299
Perception – R.Q. – R.R.Q.	33 505	31 608
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	<u>5 918</u>	<u>5 713</u>
	<u>54 300</u>	<u>50 620</u>

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	191 573	225 199
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	156 930	154 823
Taxe sur la vente	13 735	78 665
Taxe sur les carburants	5 234	4 849
Taxe sur le tabac	830	1 115
Autres revenus		75
Droit supplétif - Mutations immobilières - Intérêts	110	12
Droits sur les profits d'exploitation minière	2 137	1 201
Remise en retard de biens non réclamés	(179)	2 110
Divers	1	1
	<u>370 373</u>	<u>468 049</u>
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	154	145
Dépôts judiciaires	(271)	121
Infractions aux lois fiscales	870	832
Pénalités	251 707	220 636
Frais – Chèques sans provision	1 125	1 203
	<u>253 585</u>	<u>222 937</u>
Total des revenus divers	<u>678 258</u>	<u>741 606</u>
Total des revenus autonomes	<u>53 130 339</u>	<u>52 314 089</u>
Total des revenus	<u>53 130 339</u>	<u>52 314 089</u>

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 999	1 920
	1 999	1 920
Total des droits et permis	1 999	1 920
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Externes	133	
Assurance-hospitalisation – Étrangers	2 738	
Divers	1	
	2 872	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 516	50
Subventions d'années antérieures	192 442	143 997
	193 958	144 047
Total des revenus divers	196 830	144 047
Total des revenus autonomes	198 830	145 967
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 615	29 685
	29 615	29 685
Total des transferts du gouvernement fédéral	29 615	29 685
Total des revenus	228 445	175 652

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	163 969	140 219	265	23 485	
Permanents	4 145	4 145			
Ne nécessitant pas de crédits		727			
	<u>168 115</u>	<u>145 092</u>	<u>265</u>	<u>23 485</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	24 535 738	24 453 398	37	82 303	
Permanents	5 633 032	5 412 306	176 941	43 785	
Ne nécessitant pas de crédits		(428 772)			
	<u>30 168 770</u>	<u>29 436 932</u>	<u>176 977</u>	<u>126 089</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	13 734	12 902	21	811	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		44			
	<u>13 734</u>	<u>12 946</u>	<u>21</u>	<u>811</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	11 166 237	10 590 604		575 633	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 166 237</u>	<u>10 590 604</u>	<u>-</u>	<u>575 633</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Condition des Aînés et des Proches aidants					
Votés	50 823	39 859		10 964	
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>50 844</u>	<u>39 880</u>	<u>-</u>	<u>10 964</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>41 567 699</u>	<u>40 225 454</u>	<u>177 263</u>	<u>736 982</u>	<u>-</u>
Votés	24 764 264	24 646 379	322	117 563	
Permanents	16 803 435	16 007 076	176 941	619 418	
Ne nécessitant pas de crédits		(428 000)			
Total	<u>41 567 699</u>	<u>40 225 454</u>	<u>177 263</u>	<u>736 982</u>	<u>-</u>
Dépenses	41 382 187	40 225 454		728 732	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	176 981		176 981		
Immobilisations tangibles	1 573		22	1 551	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 958		260	6 699	
Total	<u>41 567 699</u>	<u>40 225 454</u>	<u>177 263</u>	<u>736 982</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination				
Mission : Santé et services sociaux						
1. Direction et gestion ministérielle	140 879	4	18	243	73 909	46 120
Permanents(1)	19					19
Permanents(2)	4 126				46	4 081
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	1 664				135	10
3. Activités nationales	21 426					1 888
Total	168 115	4	18	243	74 090	52 117

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							20 585	
								727
							1 520	
	18 158						1 381	
-	18 158	-	-	-	-		23 485	727

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mission : Santé et services sociaux						
Services dispensés à la population						
1. Santé publique	401 864	37 ⁽⁷⁾				
Permanents(1)	196 146	176 941 ⁽⁸⁾				15 831
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	874 633					
Permanents(1)	414					
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées - Soutien à domicile	1 506 065					
Permanents(1)	36 630					
Variation à la baisse de provisions						
4. Soutien à l'autonomie des personnes âgées - Hébergement	3 121 760					
Variation à la baisse de provisions						
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 071 350					
6. Jeunes en difficulté	1 500 278					
Variation à la baisse de provisions						
7. Dépendances	145 329					
8. Santé mentale	1 379 038					
9. Santé physique	5 737 297					
Permanents(2)	3 989 376					
Permanents(3)	10 632					
Permanents(1)	90 562					
Permanents(4)	38					
Consommation de stocks						
Variation à la baisse de provisions						
10. Administration	1 176 655					
Variation à la baisse de provisions						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
401 827								
3 374								
874 633								
414								
1 506 065								
36 630								(18 824)
3 121 760								(12 842)
1 071 350								
1 500 278								(1 133)
145 329								
1 379 038								
5 734 297							3 000	
3 989 376 ⁽⁹⁾							5 158	
5 474								
90 562							38	
								202
								(182 143)
1 176 655								(4 535)

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite)						
Mission : Santé et services sociaux						
Services dispensés à la population						
11. Soutien aux services	1 013 973					
Variation à la baisse de provisions						
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 380 765					
13. Organismes communautaires et autres organismes	731 549					
Permanents(1)	4 256					
14. Activités connexes	2 106 686					
Permanents(5)	1 120 355					
Permanents(6)	183 771					
Permanents(1)	853					
Variation à la baisse de provisions						
15. Service de la dette	1 706 980					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	6 972					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	26 925					
18. Déficience physique	647 618					
Total	30 168 770	176 977	-	-	-	15 831

(1) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(2) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(3) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(4) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(5) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(6) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(7) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(8) Cette somme représente des frais payés d'avance dans l'année financière.

(9) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1 013 973								(2 167)
1 380 765								
731 549								
4 256								
1 804 716		229 639			7 024		65 307	
1 081 765							38 589	
183 771								
853								(207 330)
1 706 980								
							6 972	
26 925								
647 618								
-	29 620 233	229 639	-		7 024	-	119 065	(428 772)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Mission : Santé et services sociaux					
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	13 734		4	17	9 401 2 492
Amortissement des immobilisations					
Total	13 734	-	4	17	9 401 2 492

PROGRAMME 4
Régie de l'assurance maladie du Québec

Mission : Santé et services sociaux

1. Services médicaux					
Permanents(1)	7 794 390				
Permanents(2)	6 146				
Permanents(3)	75 007				
2. Services optométriques					
Permanents(1)	110 962				
Permanents(3)	17				
3. Services dentaires					
Permanents(1)	213 996				
Permanents(3)	9				
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 587 303				
5. Autres services					
Permanents(1)	247 118				
6. Administration					
Permanents(1)	130 953				
Permanents(3)	335				
Total	11 166 237	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(4) Cette somme inclut des dépenses de 3 989 376 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

	1 010						811	
								44
-	1 010	-	-	-	-		811	44

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	7 354 191						440 199	
	6 146							
	75 007							
	98 931						12 031	
	17							
	188 691						25 305	
	9							
	2 516 842						70 461	
	219 482						27 637	
	130 953							
	335							
-	10 590 604 ⁽⁴⁾	-	-	-	-		575 633	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Condition des Aînés et des Proches aidants						
1. Secrétariat aux aînés	4 843				2 837	212
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	11					11
2. Vieillessement actif	18 248					422
3. Soutien aux personnes aînées en situation de vulnérabilité	12 395					861
4. Soutien aux proches aidants	15 336					
Total	50 844	-	-	-	2 837	1 516
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).						

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	24 764 264	40	22	260	86 282	52 005
Permanents	16 803 435	176 941			46	19 951
Amortissement des immobilisations						
Consommation des stocks						
Variation à la baisse de provisions						
Total	41 567 699	176 981	22	260	86 327	71 956

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	86 327		86 327
Fonctionnement	71 956	771	72 727
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	40 265 532	(428 772)	39 836 760
Affectation à un fonds spécial	229 639		229 639
Service de la dette			
Total	40 653 455	(428 000)	40 225 454

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme poursuit deux objectifs. Il vise d'abord à favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Ensuite, il assure la mise en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées plus vulnérables. De plus, le programme permet le soutien aux proches aidants. Enfin, ce programme permet de planifier, conseiller, concorder et soutenir des politiques ou mesures propices pour combattre les préjugés et favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	159						1 635	
	15 041						2 785	
	10 196						1 339	
	10 131				4 336		869	
-	35 527	-	-		4 336	-	6 628	-

	24 278 453	229 639		11 360		106 203		
	15 987 079					619 418		
								771
								202
								(428 973)
-	40 265 532	229 639	-	11 360	-	725 621		(428 000)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Fonctions de coordination				
Votés	164 039			
Permanents	<u>19</u>			
	<u>164 058</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Services dispensés à la population				
Votés	24 261 469			
Permanents	<u>5 244 287</u>			
	<u>29 505 755</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	13 729			
Permanents	<u></u>			
	<u>13 729</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	<u>11 090 869</u>			
	<u>11 090 869</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Condition des Aînés et des Proches aidants				
Votés	56 637			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>56 646</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	24 495 873			
Permanents	<u>16 335 184</u>			
Total	<u>40 831 058</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(70)				163 969
						4 126		4 145
-	-	-		(70)		4 126		168 115
		225 000		49 269				24 535 738
						388 745		5 633 032
-	-	225 000		49 269		388 745		30 168 770
				5				13 734
-	-	-		5		-		13 734
						75 368		11 166 237
-	-	-		-		75 368		11 166 237
				(5 814)				50 823
-	-	-				11		21
				(5 814)		11		50 844
		225 000		43 391				24 764 264
						468 251		16 803 435
-	-	225 000		43 391		468 251		41 567 699

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	19 219	35	4 736
	<u>19 219</u>	<u>35</u>	<u>4 736</u>
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	70 703		70 703
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	89 791		89 791
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	1 304 126		1 265 536
Établissements privés	691 910		691 910
Établissements publics	22 188 635	39 144	21 833 392
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	6 972		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	84 230		84 230
Loyer - établissements du réseau	109 247		109 247
Organismes communautaires et autres organismes	735 805	2 239	1 728
Programme d'aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles	29 005		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	98 591	24 648	
Rémunération des résidents en médecine	279 390		279 390
Ressources de type familial	647 762		646 614
Service de la dette	1 513 503		1 512 736
Services hospitaliers hors Québec	225 314		20 963
Services sanitaires aériens	44 325		
Système du sang	400 275		356 903
Transporteurs ambulanciers	625 342	445 883	
Autres	569 089	26 702	187 154
	<u>29 714 015</u>	<u>538 616</u>	<u>27 150 297</u>
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 077		130
	<u>1 077</u>	<u>-</u>	<u>130</u>
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	224 343		
Bourses d'études et de recherche	22 776		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	131 288		
Services dentaires	214 005		
Services médicaux	7 875 543		
Services optométriques	110 979		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 587 303		
	<u>11 166 237</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
830	4	3 644	157	8 752	18 158	18 032
830	4	3 644	157	8 752	18 158	18 032
					70 703	120 987
					89 791	86 500
					1 265 536	1 130 439
					691 910	614 851
2 254	2 481	48 327	12 311	21 088	21 958 998	20 518 081
					84 230	18 056
					109 247	112 400
1	1 061	730 524		252	735 805	653 633
				29 005	29 005	
			73 943		98 591	92 095
					279 390	278 301
		1 148			647 762	619 075
		767			1 513 503	1 467 140
				204 351	225 314	232 748
				44 325	44 325	38 509
50		872		42 451	400 275	405 074
500		5		152 721	599 109	598 375
5 367	494	38 655	16	89 580	347 968	538 622
8 172	4 036	820 297	86 270	583 774	29 191 462 ⁽¹⁾	27 524 887
201		678	1		1 010	848
201	-	678	1	-	1 010	848
			197 141		197 141	183 308
			22 341		22 341	22 381
				131 288	131 288	126 190
			8 563	180 137	188 700	184 143
				7 435 344	7 435 344	7 359 988
				98 948	98 948	84 384
			1 912 800	604 042	2 516 842	2 328 859
-	-	-	2 140 845	8 449 759	10 590 604	10 289 252

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Condition des Aînés et des Proches aidants			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	10 646		3 321
Politique Vieillir et vivre ensemble	17 233	170	199
Soutien aux proches aidants	15 336		10 131
Autres	160	3	7
	<u>43 375</u>	<u>173</u>	<u>13 658</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>40 943 923</u>	<u>538 824</u>	<u>27 168 821</u>

(1) Ce montant inclut une somme de 428 771 k\$ pour des dépenses liées à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
200	168	6 507			10 196	5 301
268	2 672	10 482		1 250	15 041	15 268
					10 131	
		133	17		159	160
468	2 839	17 122	17	1 250	35 527	20 728
9 671	6 879	841 741	2 227 290	9 043 535	39 836 760 ⁽¹⁾	37 853 747

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2020	2019
Rémunération	26 019 057	26 019 057	24 584 838
Fonctionnement	8 345 398	8 345 398	8 167 027
Capital	1 008 635	1 008 635	907 730
Intérêt	392 686	392 686	373 279
Support	5 178 148	4 070 985	3 820 873
TOTAL DU PORTEFEUILLE	40 943 923	39 836 760⁽¹⁾	37 853 747

(1) Ce montant inclut une somme de 428 771 k\$ pour des dépenses liées à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2020	2019
Rémunération	8 883	8 883	7 836
Fonctionnement	104 340	104 340	92 038
Capital	1 064	1 064	939
Support	147 659	115 352	105 003
TOTAL DU PORTEFEUILLE	261 947	229 639	205 816

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	18 352	18 386
Production industrielle de boissons	1 705	1 465
	20 056	19 851
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	3 891	4 226
Appareils d'amusement	594	1 647
Bingo	1 124	1 069
Loteries	4 998	4 663
Courses	59	69
	10 666	11 673
Autres		
Études de dossiers	690	809
Organisation – Spectacles sportifs de combat	203	245
Permis d'explosifs	477	785
Divers	28	30
	1 398	1 869
Total des droits et permis	32 121	33 393
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	220	137
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	1 598	1 555
Location de chambres et pension	3 449	3 156
Conciliation et enquête – Déontologie policière	951	1 096
Divers	19	20
	6 236	5 963
Intérêts		
Divers	42	31
	42	31
Amendes et confiscations		
Sanctions administratives		112
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	2 996	3 680
Infractions à diverses lois	468	823
Divers	4	5
	3 467	4 619

SÉCURITÉ PUBLIQUE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 131	1 042
Subventions d'années antérieures	2 446	1 825
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	151	125
Divers	<u>15</u>	<u>10</u>
	<u>4 743</u>	<u>3 002</u>
Donations de tiers		
Divers	<u>-</u>	<u>3</u>
	<u>-</u>	<u>3</u>
Total des revenus divers	<u>14 489</u>	<u>13 625</u>
Total des revenus autonomes	<u>46 609</u>	<u>47 019</u>
Total des revenus	<u>46 609</u>	<u>47 019</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	68 591	61 094	7 498		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		11 222			
	<u>68 601</u>	<u>72 325</u>	<u>7 498</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de la Sûreté du Québec					
Votés	744 532	732 732	11 800		
Permanents	2 996	2 996			
Ne nécessitant pas de crédits		12 828			
	<u>747 529</u>	<u>748 557</u>	<u>11 800</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion du système correctionnel					
Votés	543 077	543 074	3		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>543 077</u>	<u>543 074</u>	<u>3</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Sécurité et prévention					
Votés	180 804	180 804			
Permanents	115 704	115 704			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>296 508</u>	<u>296 508</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Expertises scientifiques et médico-légales					
Votés	24 340	24 340			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>24 340</u>	<u>24 340</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Encadrement et surveillance					
Votés	47 697	44 162	1 246	2 289	
Permanents	34	22		12	
Ne nécessitant pas de crédits		648			
	<u>47 732</u>	<u>44 832</u>	<u>1 246</u>	<u>2 301</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	74 166	74 166			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>74 166</u>	<u>74 166</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 801 952</u>	<u>1 803 802</u>	<u>20 547</u>	<u>2 301</u>	<u>-</u>
Votés	1 683 208	1 660 372	20 547	2 289	
Permanents	118 744	118 732		12	
Ne nécessitant pas de crédits		<u>24 698</u>			
Total	<u>1 801 952</u>	<u>1 803 802</u>	<u>20 547</u>	<u>2 301</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 781 084	1 803 802		1 980	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	47		34	12	
Immobilisations tangibles	11 508		11 371	137	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>9 314</u>		<u>9 142</u>	<u>172</u>	
Total	<u>1 801 952</u>	<u>1 803 802</u>	<u>20 547</u>	<u>2 301</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
	PROGRAMME 1					
	Mission : Gouverne et justice					
Direction et administration						
1. Direction et administration	68 591		1 422	6 076	35 066	25 803
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	68 601	-	1 422	6 076	35 066	25 812

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Services de la Sûreté du Québec						
1. Surveillance du territoire	492 607	4	4 043	106	237 633	29 446
Permanents(1)	2 996				2 996	
2. Enquêtes criminelles	251 925		5 901	1 746	68 870	68 032
Permanents(2)	1					
Amortissement des immobilisations						
Total	747 529	4	9 944	1 853	309 499	97 478

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de planifier et de coordonner les activités nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

225								11 222
-	225	-	-	-	-	-	-	11 222

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

221 376								
107 376								
1								12 828
1	-	328 752	-	-	-	-	-	12 828

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Gestion du système correctionnel						
1. Services correctionnels	508 493			325 212	182 640	
2. Prestation des organismes communautaires	29 078				29 078	
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 506	3		4 747	756	
Total	543 077	-	3	-	329 959	212 474

PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice						
Sécurité et prévention						
1. Organisation et pratiques policières	7 744				2 051	288
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	57 281				370	36
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions	43 838				34 255	8 953
4. Prévention et lutte contre le crime	26 974				1 260	6 626
5. Prévention des sinistres et atténuation des risques	25 474				3 479	7 691
6. Interventions de sécurité civile	9 862				6 910	2 569
7. Gestion du rétablissement et adaptation Permanents(1)	2 767 115 704				1 751 4 659	15 3 810
8. Prévention des incendies	6 864				1 926	81
Total	296 508	-	-	-	56 662	30 069

(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

641							
-	641	-	-	-	-	-	-

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux. Il veille également à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

5 405							
56 874							
630							
19 089							
14 304							
383							
1 000							
107 235							
4 858							
-	209 777	-	-	-	-	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 5					
Mission : Gouverne et justice					
Expertises scientifiques et médico-légales					
1. Services et expertises judiciaires	13 874				10 087 3 788
2. Bureau du coronar	10 466				7 310 3 156
Total	24 340	-	-	-	17 397 6 944
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Encadrement et surveillance					
1. Commissaire à la déontologie policière	3 770		3		3 049 571
2. Comité de déontologie policière	2 172				1 558 548
3. Régie des alcools, des courses et des jeux	17 738	1		1 213	12 722 3 042
Permanents(1)	31				
Permanents(2)	3				
Amortissement des immobilisations					
4. Commissaire à la lutte contre la corruption	15 661	25			8 253 6 228
5. Bureau des enquêtes indépendantes	8 356	5			6 422 1 768
Total	47 732	31	3	1 213	32 005 12 157
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).					
PROGRAMME 7					
Mission : Économie et environnement					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	53 899				1 166 256
2. Commission de la capitale nationale du Québec	20 267				
Total	74 166	-	-	-	1 166 256

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

						148	
						66	
						760	
22						9	
						3	
							648
						1 154	
						161	
22	-	-	-	-	-	2 301	648

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

	33 477	19 000					
	20 267						
-	53 744	19 000	-	-	-	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 683 208	34	11 371	9 142	774 098	381 371
Permanents	118 744				7 655	3 819
Amortissement des immobilisations						
Total	1 801 952	34	11 371	9 142	781 753	385 191

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	781 753		781 753
Fonctionnement	385 191	24 698	409 889
Créances douteuses et autres provisions	23		23
Transfert	264 387		264 387
Affectation à un fonds spécial	347 752		347 752
Service de la dette			
Total	1 779 104	24 698	1 803 802

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	157 152	347 752					2 289	
23	107 235						12	
								24 698
23	264 387	347 752	-		-	-	2 301	24 698

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	71 804			
Permanents	10			
	71 814	-	-	
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec				
Votés	693 768			
Permanents				
	693 768	-	-	
Programme 3 – Gestion du système correctionnel				
Votés	539 595			
Permanents				
	539 595	-	-	
Programme 4 – Sécurité et prévention				
Votés	158 901			
Permanents	36 778			
	195 679	-	-	
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales				
Votés	22 810			
Permanents				
	22 810	-	-	
Programme 6 – Encadrement et surveillance				
Votés	51 446			
Permanents	34			
	51 481	-	-	
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	60 628			
Permanents				
	60 628	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 598 952			
Permanents	36 822			
Total	1 635 774	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(3 213)				68 591
								10
-	-	-		(3 213)		-		68 601
1 498				49 266				744 532
		2 996				1		2 996
1 498	-	2 996		49 266		1		747 529
				3 482				543 077
-	-	-		3 482		-		543 077
				21 903		78 926		180 804
-	-	-		21 903		78 926		115 704
								296 508
				1 530				24 340
-	-	-		1 530		-		24 340
				(3 749)				47 697
-	-	-		(3 749)		-		34
								47 732
				13 538				74 166
-	-	-		13 538		-		74 166
1 498				82 758				1 683 208
		2 996				78 927		118 744
1 498	-	2 996		82 758		78 927		1 801 952

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	225		
	<u>225</u>	-	-
Programme 3 - Gestion du système correctionnel			
Autres	641		
	<u>641</u>	-	-
Programme 4 - Sécurité et prévention			
Cadre pour la prévention de sinistres	14 303		
Formation des policiers et des pompiers	10 085		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 914		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	12 729		
Sécurité civile	107 235	22 606	
Services policiers en milieu autochtone	56 874		
Autres	1 636		
	<u>209 777</u>	<u>22 606</u>	-
Programme 7 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	14 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	20 267		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	18 677		
	<u>53 744</u>	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>264 387</u>	<u>22 606</u>	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
	12	213			225	240
-	12	213	-	-	225	240
100	159	383			641	631
100	159	383	-	-	641	631
	14 303				14 303	13 914
	4 680			5 405	10 085	5 416
	6 859	15		40	6 914	7 008
30	7 930	4 704		65	12 729	15 204
	18 989	941	64 699		107 235	65 156
	41 460	15 414			56 874	54 512
	300	1 336			1 636	5 010
30	94 521	22 410	64 699	5 510	209 777	166 220
	14 800				14 800	14 800
				20 267	20 267	20 714
2	8 148	10 527			18 677	15 791
2	22 948	10 527	-	20 267	53 744	51 304
132	117 639	33 533	64 699	25 777	264 387	218 396

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	4 315	4 315	4 095
Fonctionnement	13 817	13 817	11 565
Capital	6 257	6 257	9 400
Intérêt	2 674	2 674	2 457
Support	<u>237 323</u>	<u>237 323</u>	<u>190 879</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>264 387</u>	<u>264 387</u>	<u>218 396</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	260 841	260 841	265 630
Fonctionnement	60 812	60 812	63 440
Capital	7 079	7 079	6 511
Intérêt	21	21	
Support	<u>19 000</u>	<u>19 000</u>	<u>17 000</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>347 752</u>	<u>347 752</u>	<u>352 582</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction, administration et gestion des programmes					
Votés	17 425	17 425			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>17 434</u>	<u>17 434</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement du tourisme					
Votés	95 300	95 000		300	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>95 300</u>	<u>95 000</u>	<u>-</u>	<u>300</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	97 219	97 219			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>97 219</u>	<u>97 219</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>209 952</u>	<u>209 652</u>	<u>-</u>	<u>300</u>	<u>-</u>
Votés	209 943	209 643		300	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	<u>209 952</u>	<u>209 652</u>	<u>-</u>	<u>300</u>	<u>-</u>
Dépenses	209 952	209 652		300	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>209 952</u>	<u>209 652</u>	<u>-</u>	<u>300</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction, administration et gestion des programmes						
1. Direction, administration et gestion des programmes Permanents(1)	17 425					
	10					
Total	17 434	-	-	-	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Développement du tourisme						
1. Soutien aux projets de développement du tourisme	12 553					
2. Appui aux organisations de développement touristique régional	56 023					
3. Soutien aux événements touristiques	26 723					
Total	95 300	-	-	-	-	-
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Organismes relevant du ministre						
1. Société du Centre des congrès de Québec	18 721					
2. Société du Palais des congrès de Montréal	37 220					
3. Régie des installations olympiques	41 278					
Total	97 219	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

		17 425						
		10						
-	-	17 434	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

		12 553						
		56 023						
		26 423		300				
-	-	95 000	-	300	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.

	18 721							
	37 220							
	41 278							
-	97 219	-	-	-	-	-	-	-

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	209 943					
Permanents	10					
Total	209 952	-	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	97 219		97 219
Affectation à un fonds spécial	112 434		112 434
Service de la dette			
Total	209 652	-	209 652

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	97 219	112 424 10			300			
-	97 219	112 434	-		300	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes				
Votés	17 425			
Permanents	10			
	17 434	-	-	
Programme 2 – Développement du tourisme				
Votés	47 186			
Permanents				
	47 186	-	-	
Programme 3 – Organismes relevant du ministre				
Votés	93 719			
Permanents				
	93 719	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	158 330			
Permanents	10			
Total	158 339	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								17 425
								10
-	-	-		-		-		17 434
				48 113				95 300
-	-	-		48 113		-		95 300
				3 500				97 219
-	-	-		3 500		-		97 219
				51 613				209 943
-	-	-		51 613		-		10
								209 952

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Régie des installations olympiques	41 278		
Société du Centre des congrès de Québec	18 721		
Société du Palais des congrès de Montréal	37 220		
	97 219	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	97 219	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
				41 278	41 278	41 367
				18 721	18 721	19 046
				37 220	37 220	34 434
-	-	-	-	97 219	97 219	94 847
-	-	-	-	97 219	97 219	94 847

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	17 959	17 959	18 109
Fonctionnement	24 697	24 697	22 341
Capital	41 872	41 872	38 832
Intérêt	<u>12 690</u>	<u>12 690</u>	<u>15 565</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>97 219</u>	<u>97 219</u>	<u>94 847</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	10 025	10 025	9 763
Fonctionnement	6 960	6 960	7 137
Capital	6 524	6 524	6 346
Intérêt	959	959	1 366
Support	<u>88 266</u>	<u>87 966</u>	<u>74 300</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>112 734</u>	<u>112 434</u>	<u>98 911</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	37 630	36 617
Transport commercial public	327	324
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 574	2 653
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 887	2 860
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	190	193
	<u>43 608</u>	<u>42 646</u>
Autres		
Transfert de permis	407	568
	<u>407</u>	<u>568</u>
Total des droits et permis	<u>44 015</u>	<u>43 214</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	62	37
Location de terrains et bâtisses	758	822
Frais de publication – Demandes de permis	38	96
Analyse en laboratoire	141	57
Divers	67	62
	<u>1 066</u>	<u>1 075</u>
Intérêts		
Divers	7	2
	<u>7</u>	<u>2</u>
Amendes et confiscations		
Alcofrein	602	704
	<u>602</u>	<u>704</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 763	1 346
Subventions d'années antérieures	1 392	2 594
Dépenses sous forme d'indemnités	2	(176)
	<u>3 157</u>	<u>3 764</u>
Autres		
Opération de restructuration	29 669	-
	<u>29 669</u>	<u>-</u>
Total des revenus divers	<u>34 502</u>	<u>5 545</u>
Total des revenus autonomes	<u>78 517</u>	<u>48 759</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	<u>160</u>	<u>156</u>
	<u>160</u>	<u>156</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>160</u>	<u>156</u>
Total des revenus	<u>78 677</u>	<u>48 915</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	1 046 721	989 850	56 280	591	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		16 530			
	<u>1 046 721</u>	<u>1 006 379</u>	<u>56 280</u>	<u>591</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	63 238	59 378	3 860		
Permanents	85	85			
Ne nécessitant pas de crédits		6 610			
	<u>63 323</u>	<u>66 073</u>	<u>3 860</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 110 044</u>	<u>1 072 452</u>	<u>60 140</u>	<u>591</u>	<u>-</u>
Votés	1 109 959	1 049 228	60 140	591	
Permanents	85	85			
Ne nécessitant pas de crédits		23 139			
Total	<u>1 110 044</u>	<u>1 072 452</u>	<u>60 140</u>	<u>591</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 049 720	1 072 452		407	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 003		1 003		
Immobilisations tangibles	54 696		54 596	100	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 626		4 542	84	
Total	<u>1 110 044</u>	<u>1 072 452</u>	<u>60 140</u>	<u>591</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Infrastructures et systèmes de transport					
Mission : Économie et environnement						
1. Transport terrestre	774 380	1 003 ⁽¹⁾	25 370	566	51 595	380 781
Amortissement des immobilisations						
2. Transport maritime	202 745		265		1 704	1 075
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	58 896		28 960		5 233	8 124
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	10 701			116	8 152	1 842
Amortissement des immobilisations						
Total	1 046 721	1 003	54 596	682	66 684	391 821

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2

Mission : Économie et environnement

Administration et services corporatifs

1. Direction	9 266				8 626	375
Permanents(1)	19					19
2. Services corporatifs	45 139			3 860	29 369	11 910
Permanents(2)	66					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	8 833				7 959	699
Total	63 323	-	-	3 860	45 955	13 002

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières de même que l'amélioration, la réfection, et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions notamment en transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme regroupe les activités et mandats du Secrétariat aux affaires maritimes.

	135 066	180 000						2 786
	199 701							114
	16 578							12 524
							591	
								1 106
-	351 345	180 000	-	-	-	591		16 530

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	265							
66								6 609
	175							
66	440	-	-	-	-	-		6 610

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 109 959	1 003	54 596	4 542	112 639	404 804
Permanents	85					19
Amortissement des immobilisations						
Total	1 110 044	1 003	54 596	4 542	112 639	404 824

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	112 639		112 639
Fonctionnement	404 824	23 139	427 963
Créances douteuses et autres provisions	66		66
Transfert	351 784		351 784
Affectation à un fonds spécial	180 000		180 000
Service de la dette			
Total	1 049 313	23 139	1 072 452

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
66	351 784	180 000					591	
								23 139
66	351 784	180 000	-		-	-	591	23 139

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	777 563			
Permanents				
	<u>777 563</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Administration et services corporatifs				
Votés	59 766			
Permanents	44			
	<u>59 810</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	837 329			
Permanents	44			
Total	<u>837 373</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		180 000		89 158				1 046 721
-	-	180 000		89 158		-		1 046 721
				3 472				63 238
-	-	-		3 472		41		85
						41		63 323
		180 000		92 630		41		1 109 959
-	-	180 000		92 630		41		85
								1 110 044

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	815	340	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 535		
Aide aux chemins d'accès isolés	738		
Aide spécifique pour le transport adapté	115 250		
Fonds bleu	2 506		
Société des Traversiers du Québec	184 737		
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques	3 905	3 905	
Transport aérien	14 556	6 876	
Transport ferroviaire	2 500		
Transport maritime	12 458	133	
Transport terrestre	662		
Autres	4 684		
	<u>351 345</u>	<u>11 254</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	175		
Autres	265		
	<u>440</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>351 784</u>	<u>11 254</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
			475		815	1 267
			8 535		8 535	12 826
	738				738	748
	115 250				115 250	154 829
		2 506			2 506	6 724
				184 737	184 737	121 504
					3 905	
	1 790		5 890		14 556	12 893
		2 500			2 500	2 754
	12 234	91			12 458	7 831
		662			662	3 677
8	4 676				4 684	138
8	134 688	5 758	14 899	184 737	351 345	325 189
		175			175	77
		265			265	284
-	-	440	-	-	440	361
8	134 688	6 198	14 899	184 737	351 784	325 550

TRANSPORTS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	44 364	44 364	43 855
Fonctionnement	114 917	114 917	61 397
Capital	37 639	37 639	32 865
Intérêt	8 685	8 685	13 536
Support	<u>146 179</u>	<u>146 179</u>	<u>173 897</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>351 784</u>	<u>351 784</u>	<u>325 550</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Support	<u>180 000</u>	<u>180 000</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>180 000</u>	<u>180 000</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	2020	2019
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	14 941	14 260
Publicité légale des entreprises	13 572	13 940
Divers	<u>4</u>	
	28 516	28 201
Total des droits et permis	<u>28 516</u>	<u>28 201</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	850	785
Frais de perception	2 196	2 190
Divers	<u>4</u>	<u>4</u>
	3 045	2 979
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	30 832	26 753
Divers	<u>8</u>	<u>8</u>
	30 840	26 761
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	<u>297</u>	<u>272</u>
	297	272
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 153	2 055
Subventions d'années antérieures	32	51
Aide financière de dernier recours	79 492	72 084
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	14 300	14 868
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 682	1 596
Divers	<u>1</u>	<u>20</u>
	97 661	90 674
Total des revenus divers	<u>131 843</u>	<u>120 686</u>
Total des revenus autonomes	<u>160 359</u>	<u>148 886</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au développement de la main-d'oeuvre	160 079	24 944
Entente relative au marché du travail	622 712	628 235
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	<u>112 865</u>	<u>112 865</u>
	782 792	766 044
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>782 792</u>	<u>766 044</u>
Total des revenus	<u>943 151</u>	<u>914 931</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Votés	634 752	627 564	227	6 961	
Permanents	36	29		7	
Ne nécessitant pas de crédits		345			
	<u>634 787</u>	<u>627 938</u>	<u>227</u>	<u>6 967</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 040 157	3 038 517		1 640	
Permanents	15 710	15 710			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 055 867</u>	<u>3 054 227</u>	<u>-</u>	<u>1 640</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	878 430	878 430			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>878 430</u>	<u>878 430</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 569 084</u>	<u>4 560 594</u>	<u>227</u>	<u>8 607</u>	<u>-</u>
Votés	4 553 338	4 544 510	227	8 601	
Permanents	15 746	15 739		7	
Ne nécessitant pas de crédits		345			
Total	<u>4 569 084</u>	<u>4 560 594</u>	<u>227</u>	<u>8 607</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 566 918	4 560 594		6 669	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 681		27	1 654	
Immobilisations tangibles	485		201	284	
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>4 569 084</u>	<u>4 560 594</u>	<u>227</u>	<u>8 607</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Gouvernance, administration et services à la clientèle				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Direction et administration	164 503	26	201		61 306	78 007
Permanents(1)	10					3
Amortissement des immobilisations						
2. Solidarité sociale et analyse stratégique	120 438				105 355	12 946
3. Services d'aide à l'emploi	193 526					
4. Services Québec	70 387					
5. Recouvrement	7 882				7 233	615
Permanents(2)	25					25
6. Relations du travail	71 745				6 165	940
Permanents(2)	1					
7. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	6 271					
Total	634 787	27	201	-	180 059	92 537

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
530		19 289					5 143 6	345
400							1 736	
		193 526						
		70 387						
							34	
64 628							13 1	
		6 238					34	
-	65 558	289 439	-		-	-	6 967	345

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Mesures d'aide financière						
1. Aide aux personnes et aux familles	2 971 792					
Permanents(1)	15 710					
2. Action communautaire	41 087					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	27 277					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi						
Total	3 055 867	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 3
Mission : Économie et environnement

Mesures d'aide à l'emploi

1. Mesures d'aide à l'emploi	878 430					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail						
Total	878 430	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière de dernier recours en mesure d'aide à l'emploi.

15 710	2 940 528	29 624				1 640	
	5 903	35 184					
	27 277						
15 710	2 973 708	64 809	-	-	-	1 640	-

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi dont l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

	17 000	861 430					
-	17 000	861 430	-	-	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	4 553 338	27	201		180 059	92 508
Permanents	15 746					29
Amortissement des immobilisations						
Total	4 569 084	27	201	-	180 059	92 537

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	180 059		180 059
Fonctionnement	92 537	345	92 882
Créances douteuses et autres provisions	15 710		15 710
Transfert	3 056 266		3 056 266
Affectation à un fonds spécial	1 215 677		1 215 677
Service de la dette			
Total	4 560 249	345	4 560 594

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
15 710	3 056 266	1 215 677					8 601 7	345
15 710	3 056 266	1 215 677	-		-	-	8 607	345

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle				
Votés	556 055			
Permanents	10			
	556 066	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide financière				
Votés	3 074 202			
Permanents	5 500			
	3 079 702	-	-	
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	833 362			
Permanents				
	833 362	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	4 463 619			
Permanents	5 510			
Total	4 469 130	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
7 250				71 446				634 752
						25		36
<u>7 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>71 446</u>		<u>25</u>		<u>634 787</u>
				(34 045)				3 040 157
						10 210		15 710
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(34 045)</u>		<u>10 210</u>		<u>3 055 867</u>
				45 067				878 430
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>45 067</u>		<u>-</u>		<u>878 430</u>
7 250				82 469				4 553 338
						10 235		15 746
<u>7 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>82 469</u>		<u>10 235</u>		<u>4 569 084</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gouvernance, administration et services à la clientèle			
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	60 080		
Autres	5 495		
	<u>65 575</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles	2 940 528		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	27 277		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	277		
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire	5 626		
	<u>2 973 708</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	17 000	17 000	
	<u>17 000</u>	<u>17 000</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 056 283</u>	<u>17 000</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2020	Total 2019
				60 080	60 080	2 020
		553		4 925	5 478	4 927
-	-	553	-	65 005	65 558	6 947
		17 562	2 922 965		2 940 528	2 897 293
			25 429	1 848	27 277	26 174
		277			277	338
		5 626			5 626	5 244
-	-	23 465	2 948 394	1 848	2 973 708	2 929 048
					17 000	22 000
-	-	-	-	-	17 000	22 000
-	-	24 018	2 948 394	66 853	3 056 266	2 957 995

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	19 894	19 894	6 509
Fonctionnement	957	957	950
Capital	2	2	4
Support	<u>3 035 430</u>	<u>3 035 413</u>	<u>2 950 532</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 056 283</u>	<u>3 056 266</u>	<u>2 957 995</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Rémunération	184 556	184 363	166 516
Fonctionnement	95 279	95 279	96 009
Capital	13 542	8 865	10 343
Intérêt	933	933	712
Support	<u>926 238</u>	<u>926 238</u>	<u>911 928</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 220 548</u>	<u>1 215 677</u>	<u>1 185 508</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
2 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	8 654
Total du portefeuille	8 654
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	
6 Projets d'infrastructures 2015	
Total du portefeuille	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 220
Total du portefeuille	2 220
CONSEIL EXÉCUTIF	
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
Total du portefeuille	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
10 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 327
11 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
12 Financement des unités autonomes de service	628
13 Projets d'infrastructures 2008	
Total du portefeuille	1 956
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
14 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
15 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
16 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 366
Total du portefeuille	1 366
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	
20 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
21 Formation dans les pénitenciers fédéraux	
22 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	187
Total du portefeuille	187

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
					62	1
				8 654	20 737	2
-		-		8 654	20 799	
77 376				77 376	70 171	3
960				960	98	4
25 124				25 124	28 354	5
28 113				28 113	29 768	6
131 574		-		131 574	128 391	
90 164				90 164	82 193	7
				2 220	2 951	8
90 164		-		92 383	85 145	
					13 031	9
-		-		-	13 031	
				1 327	1 382	10
		721		721	1 010	11
				628	1 275	12
1 903				1 903	5 041	13
1 903		721		4 579	8 709	
		221		221	204	14
13 674				13 674	53 408	15
				1 366	1 782	16
13 674		221		15 260	55 394	
24 827				24 827	24 827	17
		4 737		4 737	1 973	18
17 118				17 118	16 689	19
23 309				23 309	86 318	20
311				311	307	21
900				1 087	604	22
66 464		4 737		71 388	130 718	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
23 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	21	
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	534	
25 Réfection de la route de la Baie-James - Chantiers Canada 2014-2024		
Total du portefeuille	555	
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	147	
Total du portefeuille	147	
FAMILLE		
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	
FINANCES		
28 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
Total du portefeuille	-	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
29 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	76	
Total du portefeuille	76	
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	
JUSTICE		
32 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
34 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 852	
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
36 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
37 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
38 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 899	
39 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux		
Total du portefeuille	113 751	
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
40 Administration de la Loi sur les armes à feu		
41 Financement des unités autonomes de service	247	
42 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
43 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 069	
Total du portefeuille	2 316	

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
				21	8	23
				534	646	24
50 628				50 628		25
50 628		-		51 183	655	
788		307		1 243	3 047	26
788		307		1 243	3 047	
					119	27
-		-		-	119	
999 811				999 811	504 041	28
999 811		-		999 811	504 041	
		3 867		3 867	2 912	29
275		887		1 238	627	30
275		4 755		5 106	3 539	
					2 981	31
-		-		-	2 981	
582				582	639	32
250				250	314	33
832		-		832	953	
				111 852	110 086	34
		353		353		35
		21 428		21 428	20 392	36
582				582		37
5 847				7 746	7 961	38
					10 000	39
6 429		21 782		141 961	148 438	
5 778				5 778	5 902	40
3 500				3 747	3 702	41
		3 107		3 107	2 928	42
372 301		106		374 476	95 789	43
381 579		3 213		387 108	108 320	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
TRANSPORTS	
44 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
45 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	173
Total du portefeuille	173
TOTAL	131 400

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
141				141	428	44
141		-		141	428	
		4 674		4 674	4 558	45
				173	224	46
-		4 674		4 847	4 782	
1 744 261		40 409		1 916 070	1 219 489	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
2 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION		
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
4 Programme d'infrastructure investir dans le Canada		
5 Projets d'infrastructures 2008		
6 Projets d'infrastructures 2015		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL EXÉCUTIF		
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
10 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 327
11 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
12 Financement des unités autonomes de service		628
13 Projets d'infrastructures 2008		1 903
Total du portefeuille	-	3 858
ÉCONOMIE ET INNOVATION		
14 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
15 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
16 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		24 827
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		17 118
20 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		23 309
21 Formation dans les pénitenciers fédéraux		311
22 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 087
Total du portefeuille	-	66 651

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
				8 654		8 654	62	1
							20 737	2
-		-		8 654		8 654	20 799	
77 376						77 376	70 171	3
960						960	98	4
25 124						25 124	28 354	5
28 113						28 113	29 768	6
131 574		-		-		131 574	128 391	
90 164						90 164	82 193	7
2 220						2 220	2 951	8
92 383		-		-		92 383	85 145	
							13 031	9
-		-		-		-	13 031	
						1 327	1 382	10
721						721	1 010	11
						628	1 275	12
						1 903	5 041	13
721		-		-		4 579	8 709	
221						221	204	14
13 674						13 674	53 408	15
1 366						1 366	1 782	16
15 260		-		-		15 260	55 394	
						24 827	24 827	17
4 737						4 737	1 973	18
						17 118	16 689	19
						23 309	86 318	20
						311	307	21
						1 087	604	22
4 737		-		-		71 388	130 718	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
23 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
25 Réfection de la route de la Baie-James - Chantiers Canada 2014-2024		
Total du portefeuille	-	-
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FAMILLE		
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
28 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
29 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
JUSTICE		
32 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
34 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 852	
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	353	
36 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	21 428	
37 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	582	
38 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 746	
39 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux		
Total du portefeuille	141 961	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
40 Administration de la Loi sur les armes à feu		
41 Financement des unités autonomes de service		
42 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
43 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
21						21	8	23
534						534	646	24
50 628						50 628		25
51 183		-		-		51 183	655	
1 243						1 243	3 047	26
1 243		-		-		1 243	3 047	
							119	27
-		-		-		-	119	
999 811						999 811	504 041	28
999 811		-		-		999 811	504 041	
3 867						3 867	2 912	29
1 238						1 238	627	30
5 106		-		-		5 106	3 539	
							2 981	31
-		-		-		-	2 981	
				582		582	639	32
		250				250	314	33
-		250		582		832	953	
						111 852	110 086	34
						353		35
						21 428	20 392	36
						582		37
						7 746	7 961	38
							10 000	39
-		-		-		141 961	148 438	
				5 778		5 778	5 902	40
				3 747		3 747	3 702	41
				3 107		3 107	2 928	42
1 100				373 376		374 476	95 789	43
1 100		-		386 008		387 108	108 320	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
TRANSPORTS		
44 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
45 Financement du Bureau d'évaluation médicale		
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	141 961	70 509

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
141						141	428	44
141		-		-		141	428	
				4 674		4 674	4 558	45
				173		173	224	46
-		-		4 847		4 847	4 782	
1 303 258		250		400 092		1 916 070	1 219 489	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
2 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
Total du portefeuille	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	76 886
4 Programme d'infrastructure investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	24 658
6 Projets d'infrastructures 2015	27 582
Total du portefeuille	129 126
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	89 763
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	508
Total du portefeuille	90 270
CONSEIL EXÉCUTIF	
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
Total du portefeuille	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
10 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
11 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	721
12 Financement des unités autonomes de service	
13 Projets d'infrastructures 2008	1 903
Total du portefeuille	2 623
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
14 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	100
15 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	13 378
16 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	13 478
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	11 786
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	3 615
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	17 118
20 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	23 175
21 Formation dans les pénitenciers fédéraux	311
22 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	900
Total du portefeuille	56 904

(1) Ce montant inclut 5 080 k\$ en immobilisations pour des travaux effectués à l'hôtel du Parlement du Québec.

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2020	TOTAL 2019	
					62	1
183		8 472 ⁽¹⁾		8 654	20 737	2
183		8 472		8 654	20 799	
324		166		77 376	70 171	3
651		309		960	98	4
279		187		25 124	28 354	5
295		237		28 113	29 768	6
1 549		899		131 574	128 391	
284		117		90 164	82 193	7
637		1 074		2 220	2 951	8
921		1 192		92 383	85 145	
					13 031	9
-		-		-	13 031	
305		1 022		1 327	1 382	10
				721	1 010	11
628				628	1 275	12
				1 903	5 041	13
933		1 022		4 579	8 709	
		121		221	204	14
289		7		13 674	53 408	15
		1 366		1 366	1 782	16
289		1 493		15 260	55 394	
159		12 881		24 827	24 827	17
		1 122		4 737	1 973	18
				17 118	16 689	19
		134		23 309	86 318	20
				311	307	21
		187		1 087	604	22
159		14 325		71 388	130 718	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
23 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
25 Réfection de la route de la Baie-James - Chantiers Canada 2014-2024	50 628
Total du portefeuille	50 628
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	248
Total du portefeuille	248
FAMILLE	
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
FINANCES	
28 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	999 811 ⁽²⁾
Total du portefeuille	999 811
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
29 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 073
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	1 073
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
JUSTICE	
32 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
34 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 852
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	353
36 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	20 529
37 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	582
38 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 545
39 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	
Total du portefeuille	140 862

(2) Ce montant a été transféré à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2020, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 1 393 079 k\$.

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2020	TOTAL 2019	
13	9	21	8	23
95	439	534	646	24
		50 628		25
107	448	51 183	655	
638	357	1 243	3 047	26
638	357	1 243	3 047	
			119	27
-	-	-	119	
		999 811	504 041	28
-	-	999 811	504 041	
810	1 985	3 867	2 912	29
511	727	1 238	627	30
1 321	2 712	5 106	3 539	
			2 981	31
-	-	-	2 981	
	582	582	639	32
192	58	250	314	33
192	641	832	953	
		111 852	110 086	34
		353		35
267	632	21 428	20 392	36
		582		37
	200	7 746	7 961	38
			10 000	39
267	832	141 961	148 438	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
40 Administration de la Loi sur les armes à feu	
41 Financement des unités autonomes de service	
42 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
43 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	333 533
Total du portefeuille	333 533
TRANSPORTS	
44 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
45 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TOTAL	1 818 556

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2020	TOTAL 2019	
5 045	733	5 778	5 902	40
2 683	1 064	3 747	3 702	41
2 489	618	3 107	2 928	42
23 062	17 881	374 476	95 789	43
33 279	20 296	387 108	108 320	
	141	141	428	44
-	141	141	428	
2 765	1 910	4 674	4 558	45
147	26	173	224	46
2 912	1 936	4 847	4 782	
42 750	54 765	1 916 070	1 219 489	

SECTION

B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2020

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au débit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2020, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Culture et Communications		
Fonds Avenir Mécénat Culture	588	—
Économie et Innovation		
Capital Mines Hydrocarbures	107 086 ⁽¹⁾	—
Fonds du développement économique	1 088 144	70 250
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds d'information sur le territoire	—	21 738
Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	248 ⁽²⁾	—

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (suite) (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Famille		
Fonds pour le développement des jeunes enfants	20 010	—
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	12 349	—
Justice		
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	5 600 ⁽³⁾	—
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 293	—
Santé et Services sociaux		
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	23 257	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	17 893	—
Transports		
Fonds aérien	13 433	—
Fonds des réseaux de transport terrestre	295 626	139 293
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	73 635	—
Fonds québécois d'initiatives sociales	2 559	—

(1) Il s'agit d'un excédent de 102 220 k\$ pour l'année financière 2019-2020 et d'excédents respectifs de 4 850 k\$ et de 16 k\$ pour les années financières 2018-2019 et 2015-2016.

(2) Il s'agit d'un excédent pour l'année financière 2017-2018.

(3) Il s'agit d'un excédent de 1 751 k\$ pour l'année financière 2019-2020 et d'excédents respectifs de 1 335 k\$, de 1 647 k\$ et de 867 k\$ pour les années financières 2018-2019, 2017-2018 et 2016-2017.

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 22 décembre 2020

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de développement des territoires (*)	<u>123 557</u>	<u>113 900</u>	<u>-</u>
	<u>123 557</u>	<u>113 900</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de développement des territoires (*)	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(*) Depuis le 11 décembre 2019, en vertu de l'article 2 de la Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités (L.Q. 2019, c. 30), le nom du Fonds de développement des territoires est remplacé par celui de Fonds régions et ruralité.

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES (*)
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	117 339	115 000	107 339
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	117 339	115 000	107 339
Dépenses			
Dépenses	123 557	113 900	120 060
Total des dépenses	123 557	113 900	120 060
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 218)	1 100	(12 721)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 218	7 053	19 774
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	8 154	7 053
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

(*) Depuis le 11 décembre 2019, en vertu de l'article 2 de la Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités (L.Q. 2019, c. 30), le nom du Fonds de développement des territoires est remplacé par celui de Fonds régions et ruralité.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 450	6 038	(588)
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>22 098</u>	<u>9 538</u>	<u>-</u>
	<u>27 548</u>	<u>15 576</u>	<u>(588)</u>
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	-	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	5 006	5 100	5 070
Total des revenus	5 006	5 100	5 070
Dépenses			
Dépenses	5 450	6 038	5 183
Total des dépenses	5 450	6 038	5 183
Surplus (déficit) de l'exercice	(444)	(938)	(113)
Surplus (déficit) cumulé au début	566	1 307	1 421
Surplus (déficit) cumulé à la fin	122	369	1 307
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	19 695	16 185	15 952
Total des revenus	19 695	16 185	15 952
Dépenses			
Dépenses	22 098	9 538	11 762
Total des dépenses	22 098	9 538	11 762
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 402)	6 647	4 190
Surplus (déficit) cumulé au début	25 655	32 465	28 275
Surplus (déficit) cumulé à la fin	23 253	39 112	32 465
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

ÉCONOMIE ET INNOVATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures (*)	157	102 377 ⁽¹⁾	(102 220)
Fonds du développement économique	976 060	2 064 204	(1 088 144)
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	-	-	-
	<u>976 217</u>	<u>2 166 581</u>	<u>(1 190 364)</u>
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures (*)	93 135	6 200	-
Fonds du développement économique	777 741	847 991	(70 250)
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	100 000	-	-
	<u>970 876</u>	<u>854 191</u>	<u>(70 250)</u>

(*) Depuis le 11 décembre 2019, en vertu de l'article 20 de la Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (L.Q. 2019, c. 29), le nom du fonds Capital Mines Hydrocarbures est remplacé par celui de Capital ressources naturelles et énergie.

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CAPITAL MINES HYDROCARBURES (*)
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS ⁽¹⁾ 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 236	179 117	727
Total des revenus	1 236	179 117	727
Dépenses			
Dépenses	157	102 377	211 582 ⁽²⁾
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	2 076	167	140
Total des dépenses	2 233	102 544	211 722
Surplus (déficit) de l'exercice	(997)	76 573	(210 994)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(105 891)	(199 452)	7 114
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	438	17
Dépenses	-	(4 866)	(16) ⁽³⁾
Total des redressements des années antérieures	-	(4 428)	1
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début redressé	(105 891)	(203 880)	7 115
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(106 888)	(127 307)	(203 880)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s redressé(e)s	-	15 934	61 992
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(106 888)	(111 373)	(141 888)

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CAPITAL MINES HYDROCARBURES (*) RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS ⁽¹⁾ 2019
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	93 135	6 200	98 500
Total des investissements	93 135	6 200	98 500

(*) Depuis le 11 décembre 2019, en vertu de l'article 20 de la Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (L.Q. 2019, c. 29), le nom du fonds Capital Mines Hydrocarbures est remplacé par celui de Capital ressources naturelles et énergie.

- (1) Les informations préliminaires publiées en 2018-2019 ont été modifiées pour refléter les informations finales du fonds.
- (2) Les informations publiées en 2018-2019 reposaient sur les résultats préliminaires du fonds; elles correspondent maintenant aux résultats finaux. L'excédent des dépenses sur les prévisions s'établit dorénavant à 211 382 k\$, soit des dépenses de 211 582 k\$ par rapport à des prévisions approuvées de 200 k\$. Il s'agit d'une augmentation de 4 850 k\$ par rapport à l'excédent de 206 532 k\$ constaté en 2018-2019.
- (3) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds. Pour l'année financière 2015-2016, l'excédent des dépenses sur les prévisions s'établit dorénavant à 3 010 k\$, soit des dépenses de 3 010 k\$ par rapport à des prévisions approuvées de 0 \$. Il s'agit d'une augmentation de 16 k\$ par rapport à l'excédent de 2 994 k\$ constaté en 2015-2016. Les résultats finaux des années financières 2016-2017 et 2017-2018 ne créent pas d'excédents additionnels à approuver.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	837 068	1 779 812	101 154
Autres revenus	138 992	284 392	149 631
Total des revenus	976 060	2 064 204	250 785
Dépenses			
Dépenses	976 060	2 064 204	249 762
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	-	1 023
Total des dépenses	976 060	2 064 204	250 785
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	64 201	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	64 201	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	(106 577)	51 497
Surplus (déficit) cumulé à la fin	64 201	(23 592)	134 481
Investissements			
Immobilisations	-	-	30 560
Prêts, placements, avances et autres coûts	777 741	847 991	852 801
Total des investissements	777 741	847 991	883 362

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	-	-	-
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	100 000	-	-
Total des investissements	100 000	-	-

Note : Le Fonds pour la croissance des entreprises québécoises a débuté ses opérations après le 31 mars 2020.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	84 300	72 153	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
	<u>109 300</u>	<u>97 153</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	107 669	36 357	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>107 669</u>	<u>36 357</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	71 969	74 084	73 302
Total des revenus	71 969	74 084	73 302
Dépenses			
Dépenses	84 300	72 153	60 564
Total des dépenses	84 300	72 153	60 564
Surplus (déficit) de l'exercice	(12 331)	1 931	12 738
Surplus (déficit) cumulé au début	196 916	203 305	190 567
Surplus (déficit) cumulé à la fin	184 585	205 237	203 305
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	107 669	36 357	8 678
Total des investissements	107 669	36 357	8 678

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	25 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Dépenses	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses	25 000	25 000	25 000
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	40 034	29 398	-
Fonds de transition énergétique	2 758	1 297	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>116 199</u>	<u>104 208</u>	<u>-</u>
	<u>158 991</u>	<u>134 903</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	786	408	-
Fonds de transition énergétique	-	-	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>54 038</u>	<u>75 776</u>	<u>(21 738)</u>
	<u>54 824</u>	<u>76 184</u>	<u>(21 738)</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 736	8 736	8 871
Autres revenus	22 993	23 418	23 145
Total des revenus	29 730	32 154	32 015
Dépenses			
Dépenses	40 034	29 398	27 296
Total des dépenses	40 034	29 398	27 296
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 304)	2 757	4 720
Surplus (déficit) cumulé au début	28 007	31 981	27 261
Surplus (déficit) cumulé à la fin	17 703	34 737	31 981
Investissements			
Immobilisations	786	408	267
Prêts, placements, avances et autres coûts	–	–	–
Total des investissements	786	408	267

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	2 758	152	2 959
Total des revenus	2 758	152	2 959
Dépenses			
Dépenses	2 758	1 297	-
Total des dépenses	2 758	1 297	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(1 145)	2 959
Surplus (déficit) cumulé au début	-	2 959	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	1 814	2 959
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	145 685	152 921	142 025
Total des revenus	145 685	152 921	142 025
Dépenses			
Dépenses	116 199	104 208	98 773
Total des dépenses	116 199	104 208	98 773
Surplus (déficit) de l'exercice	29 486	48 713	43 252
Surplus (déficit) cumulé au début	570 379	579 184	535 932
Surplus (déficit) cumulé à la fin	599 865	627 897	579 184
Investissements			
Immobilisations	17 234	10 773	18 751
Prêts, placements, avances et autres coûts	36 804	65 004	43 087
Total des investissements	54 038	75 776	61 838

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	26 628	24 160	-
Fonds vert	<u>919 597</u>	<u>763 239</u>	<u>-</u>
	<u>946 224</u>	<u>787 400</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	65	54	-
Fonds vert	<u>403 145</u>	<u>689</u>	<u>-</u>
	<u>403 210</u>	<u>743</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2020	RÉELS ⁽¹⁾ 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	44 056	56 339	58 225
Total des revenus	44 056	56 339	58 225
Dépenses			
Dépenses	26 628	24 160	21 224
Total des dépenses	26 628	24 160	21 224
Surplus (déficit) de l'exercice	17 428	32 179	37 001
Surplus (déficit) cumulé au début	84 843	91 566	54 565
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	58 967	58 967
Dépenses	-	(248)	(248) ⁽²⁾
Total des redressements des années antérieures	-	58 719	58 719
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	84 843	150 285	113 284
Surplus (déficit) cumulé à la fin	102 271	182 464	150 285
Investissements			
Immobilisations	65	54	14 888
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	65	54	14 888

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2017-2018. L'excédent des dépenses sur les prévisions s'établit dorénavant à 2 058 k\$, soit des dépenses de 24 840 k\$ par rapport à des prévisions approuvées de 22 782 k\$. Il s'agit d'une augmentation de 248 k\$ par rapport à l'excédent de 1 809 k\$ constaté en 2017-2018.

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2020	RÉELS ⁽¹⁾ 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 070 560	1 198 923	1 042 065
Total des revenus	1 070 560	1 198 923	1 042 065
Dépenses			
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Habitation	6 484	1 043	1 384
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3 100	877	609
Économie et Innovation	44 901	18 603	15 256
Éducation et Enseignement supérieur	12 000	-	-
Énergie et Ressources naturelles	246 223	305 743	244 247
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	312 045	165 804	160 334
Finances	-	-	49 086
Forêts, Faune et Parcs	6 885	6 851	4 419
Relations internationales et Francophonie	278	278	315
Santé et Services sociaux	2 503	3 501	2 801
Sécurité publique	6 366	6 418	3 368
Tourisme	290	-	170
Transports	278 522	254 122	252 581
Total des dépenses	919 597	763 239	734 570
Surplus (déficit) de l'exercice	150 964	435 683	307 495
Surplus (déficit) cumulé au début	1 287 960	1 293 724	986 230
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	2 842	2 842
Dépenses	-	(17 012)	(17 012) ⁽²⁾
Total des redressements des années antérieures	-	(14 170)	(14 170)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	1 287 960	1 279 554	972 060
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 438 924	1 715 238	1 279 554

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS⁽¹⁾ 2020	RÉELS⁽¹⁾ 2019
Investissements			
Immobilisations	3 145	689	749
Prêts, placements, avances et autres coûts	400 000	-	-
Total des investissements	403 145	689	749

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 657 569	2 634 504	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>8 254</u>	<u>28 264</u>	<u>(20 010)</u>
	<u>2 665 823</u>	<u>2 662 767</u>	<u>(20 010)</u>
Investissements			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 657 569	2 629 375	2 371 246
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	2 657 569	2 629 375	2 371 246
Dépenses			
Dépenses	2 657 569	2 634 504	2 385 617
Total des dépenses	2 657 569	2 634 504	2 385 617
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(5 129)	(14 371)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	5 129	19 500
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	5 129
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	45	15 180	15 140
Total des revenus	45	15 180	15 140
Dépenses			
Dépenses	8 254	28 264	16 375
Total des dépenses	8 254	28 264	16 375
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 209)	(13 084)	(1 235)
Surplus (déficit) cumulé au début	8 209	13 084	14 319
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	13 084
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

Note : En vertu du décret 309-2020, la date de cessation d'effet des dispositions de la Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants (RLRQ, chapitre F-4.0022) a été fixée au 31 mars 2020.

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement	2 751	2 747 ⁽¹⁾	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	49 643	47 014	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 363	1 363	-
Fonds du Plan Nord	87 166	67 670	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 932	2 706	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>981 292</u>	<u>978 808</u>	<u>-</u>
	<u>1 126 149</u>	<u>1 100 309</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de financement	-	- ⁽³⁾	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	-	-	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 011	194	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>3 011</u>	<u>194</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 963 371	1 861 186	1 764 266
Total des revenus	1 963 371	1 861 186	1 764 266
Dépenses			
Dépenses	2 751	2 747	2 662
Service de la dette	1 922 000	1 813 783	1 690 830
Total des dépenses	1 924 752	1 816 531	1 693 491
Surplus (déficit) de l'exercice	38 620	44 655	70 774
Surplus (déficit) cumulé au début	609 985	611 037	540 263
Surplus (déficit) cumulé à la fin	648 604	655 692	611 037
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	10 625 514	9 681 862	11 407 515
Total des investissements	10 625 514	9 681 862	11 407 515

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	2 504 000	2 605 779	3 477 314
Total des revenus	2 504 000	2 605 779	3 477 314
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	2 504 000	2 605 779	3 477 314
Surplus (déficit) cumulé au début	7 922 064	8 293 378	12 816 064
Remboursement d'emprunts	(2 000 000)	(2 000 000)	(8 000 000)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 426 064	8 899 156	8 293 378
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 504 000 ⁽¹⁾	2 647 721 ⁽¹⁾	3 465 291 ⁽¹⁾
Total des investissements	2 504 000	2 647 721	3 465 291

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

FINANCES

FONDS DES REVENUS PROVENANT DE LA VENTE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	49 643	55 368	8 468
Total des revenus	49 643	55 368	8 468
Dépenses			
Dépenses	49 643	47 014	7 550
Total des dépenses	49 643	47 014	7 550
Surplus (déficit) de l'exercice	-	8 354	918
Surplus (déficit) cumulé au début	-	918	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	9 272	918
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	600	-
Autres revenus	779	933	793
Total des revenus	779	1 533	793
Dépenses			
Dépenses	1 363	1 363	1 350
Total des dépenses	1 363	1 363	1 350
Surplus (déficit) de l'exercice	(584)	170	(557)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 049	1 042	1 599
Surplus (déficit) cumulé à la fin	465	1 212	1 042
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	2 000
Autres revenus	96 999	95 573	92 331
Total des revenus	96 999	95 573	94 331
Dépenses			
Dépenses	87 166	67 670	123 942
Total des dépenses	87 166	67 670	123 942
Surplus (déficit) de l'exercice	9 833	27 903	(29 612)
Surplus (déficit) cumulé au début	33 491	18	29 630
Surplus (déficit) cumulé à la fin	43 324	27 921	18
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	500	83	15
Autres revenus	<u>3 432</u>	<u>3 502</u>	<u>3 397</u>
Total des revenus	<u>3 932</u>	<u>3 585</u>	<u>3 412</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>3 932</u>	<u>2 706</u>	<u>2 390</u>
Total des dépenses	<u>3 932</u>	<u>2 706</u>	<u>2 390</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	878	1 022
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>4 464</u>	<u>4 612</u>	<u>3 590</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>4 465</u></u>	<u><u>5 490</u></u>	<u><u>4 612</u></u>
Investissements			
Immobilisations	211	194	56
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>2 800</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des investissements	<u><u>3 011</u></u>	<u><u>194</u></u>	<u><u>56</u></u>

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	981 292	978 808	900 960
Total des revenus	981 292	978 808	900 960
Dépenses			
Dépenses	981 292	978 808	900 960
Total des dépenses	981 292	978 808	900 960
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	<u>534 620</u>	<u>546 969</u>	<u>(12 349)</u>
	<u>534 620</u>	<u>546 969</u>	<u>(12 349)</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	<u>10 000</u>	<u>6 032</u>	<u>-</u>
	<u>10 000</u>	<u>6 032</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES - VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	217 311	237 461	263 959
Autres revenus	317 309	297 688	311 043
Total des revenus	534 620	535 149	575 002
Dépenses			
Dépenses	534 620	546 969	602 114
Total des dépenses	534 620	546 969	602 114
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(11 820)	(27 112)
Surplus (déficit) cumulé au début	34 865	41 671	68 783
Surplus (déficit) cumulé à la fin	34 865	29 851	41 671
Investissements			
Immobilisations	10 000	6 032	6 084
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	10 000	6 032	6 084

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Accès Justice	19 052	17 719	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	32 598	34 349	(1 751)
Fonds des registres du ministère de la Justice	56 153	44 478	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	42 003	43 296	(1 293)
Fonds relatif aux contrats publics	<u>6</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
	<u>149 812</u>	<u>139 846</u>	<u>(3 043)</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	170	-	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	10 197	2 006	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 066	1 025	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>11 433</u>	<u>3 031</u>	<u>-</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	111	131	-
Autres revenus	15 805	18 912	16 749
Total des revenus	15 916	19 042	16 749
Dépenses			
Dépenses	19 052	17 719	16 717
Total des dépenses	19 052	17 719	16 717
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 136)	1 324	32
Surplus (déficit) cumulé au début	8 278	10 303	10 272
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	1 253	-
Dépenses	-	(163) ⁽¹⁾	-
Total des redressements des années antérieures	-	1 090	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	8 278	11 393	10 272
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 142	12 717	10 303
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

(1) Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS ⁽¹⁾ 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	231	350	337
Autres revenus	18 782	22 518	33 173
Total des revenus	19 013	22 868	33 510
Dépenses			
Dépenses	32 598	34 349	32 241 ⁽²⁾
Total des dépenses	32 598	34 349	32 241
Surplus (déficit) de l'exercice	(13 585)	(11 481)	1 269
Surplus (déficit) cumulé au début	48 351	51 617	49 628
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	39 921	37 560
Dépenses	-	(9 001)	(5 921) ⁽³⁾
Total des redressements des années antérieures	-	30 920	31 640
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	48 351	82 537	81 268
Surplus (déficit) cumulé à la fin	34 765	71 056	82 537
Investissements			
Immobilisations	170	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	170	-	-

(1) Les données de l'année financière 2019 ont été retraitées pour tenir compte du redressement effectué en 2020. Le Fonds a effectué une modification comptable afin de rendre ses revenus divers conformes à la comptabilité d'exercice. Cette modification comptable a été appliquée rétroactivement aux fins du présent volume.

(2) En raison du redressement, l'excédent des dépenses sur les prévisions de 2018-2019 s'établit à 1 335 k\$, soit des dépenses de 32 241 k\$ par rapport à des prévisions approuvées de 30 906 k\$.

(3) En raison du redressement aux années antérieures, l'excédent des dépenses sur les prévisions de 2017-2018 s'établit à 1 647 k\$, soit des dépenses de 28 786 k\$ par rapport à des prévisions approuvées de 27 139 k\$. L'excédent des dépenses sur les prévisions de 2016-2017 s'établit à 867 k\$, soit des dépenses de 26 099 k\$ par rapport à des prévisions approuvées de 25 232 k\$.

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	3 078	3 058
Autres revenus	40 524	41 733	40 966
Total des revenus	40 524	44 811	44 024
Dépenses			
Dépenses	56 153	44 478	41 502
Total des dépenses	56 153	44 478	41 502
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 629)	333	2 522
Surplus (déficit) cumulé au début	119 262	123 549	121 026
Surplus (déficit) cumulé à la fin	103 633	123 881	123 549
Investissements			
Immobilisations	10 197	2 006	475
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	10 197	2 006	475

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	15 741	15 741	14 574
Autres revenus	24 796	25 115	25 614
Total des revenus	40 537	40 856	40 188
Dépenses			
Dépenses	42 003	43 296	40 906
Total des dépenses	42 003	43 296	40 906
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 466)	(2 440)	(718)
Surplus (déficit) cumulé au début	18 441	19 134	19 852
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16 975	16 694	19 134
Investissements			
Immobilisations	1 066	1 025	496
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	1 066	1 025	496

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	146	217	933
Total des revenus	146	217	933
Dépenses			
Dépenses	6	5	7
Total des dépenses	6	5	7
Surplus (déficit) de l'exercice	140	211	927
Surplus (déficit) cumulé au début	8 046	8 425	7 498
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 185	8 636	8 425
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	42 927	22 741	-
Fonds de soutien aux proches aidants (*)	16 172	16 172	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	230 806	254 063	(23 257)
	<u>289 904</u>	<u>292 976</u>	<u>(23 257)</u>
Investissements			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	-	-	-
Fonds de soutien aux proches aidants (*)	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	83 934	50 223	-
	<u>83 934</u>	<u>50 223</u>	<u>-</u>

(*) La responsabilité de ce fonds a été confiée à la ministre responsable des aînés et des proches aidants. En 2019, ce fonds était présenté dans le portefeuille Famille.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	25 000	28 657	25 001
Total des revenus	25 000	28 657	25 001
Dépenses			
Dépenses	42 927	22 741	4 667
Total des dépenses	42 927	22 741	4 667
Surplus (déficit) de l'exercice	(17 927)	5 915	20 334
Surplus (déficit) cumulé au début	17 927	20 334	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	26 249	20 334
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	689	15 822	15 712
Total des revenus	689	15 822	15 712
Dépenses			
Dépenses	16 172	16 172	14 880
Total des dépenses	16 172	16 172	14 880
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 482)	(350)	832
Surplus (déficit) cumulé au début	46 263	46 263	45 431
Surplus (déficit) cumulé à la fin	30 781	45 913	46 263
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

Note : La responsabilité de ce fonds a été confiée à la ministre responsable des aînés et des proches aidants. En 2019, ce fonds était présenté dans le portefeuille Famille.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	199 113	207 012	143 491
Autres revenus	40 153	43 862	37 325
Total des revenus	239 266	250 874	180 816
Dépenses			
Dépenses	230 806	254 063	183 906
Total des dépenses	230 806	254 063	183 906
Surplus (déficit) de l'exercice	8 460	(3 189)	(3 090)
Surplus (déficit) cumulé au début	13 073	12 752	19 440
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	(3 599)
Dépenses	-	-	-
Total des redressements des années antérieures	-	-	(3 599)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	13 073	12 752	15 841
Surplus (déficit) cumulé à la fin	21 533	9 562	12 752
Investissements			
Immobilisations	83 934	50 223	60 098
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	83 934	50 223	60 098

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale (*)	19 000	19 000	-
Fonds des services de police	<u>687 097</u>	<u>683 152</u>	<u>-</u>
	<u>706 097</u>	<u>702 152</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale (*)	-	-	-
Fonds des services de police	<u>24 786</u>	<u>12 563</u>	<u>-</u>
	<u>24 786</u>	<u>12 563</u>	<u>-</u>

(*) La responsabilité de ce fonds est confiée à la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. En 2019, ce fonds était présenté dans le portefeuille Éducation et Enseignement supérieur.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>RÉELS 2019</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	19 000	19 000	17 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	<u>19 000</u>	<u>19 000</u>	<u>17 000</u>
Dépenses			
Dépenses	19 000	19 000	31 800
Total des dépenses	<u>19 000</u>	<u>19 000</u>	<u>31 800</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	(14 800)
Surplus (déficit) cumulé au début	50	50	14 850
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>50</u>	<u>50</u>	<u>50</u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Note : La responsabilité de ce fonds est confiée à la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. En 2019, ce fonds était présenté dans le portefeuille Éducation et Enseignement supérieur.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	333 549	328 752	335 582
Autres revenus	353 548	354 400	342 308
Total des revenus	687 097	683 152	677 890
Dépenses			
Dépenses	687 097	683 152	677 890
Total des dépenses	687 097	683 152	677 890
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	24 786	12 563	20 280
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	24 786	12 563	20 280

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	<u>206 539</u>	<u>224 432</u>	<u>(17 893)</u>
	<u>206 539</u>	<u>224 432</u>	<u>(17 893)</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	<u>1 450</u>	<u>1 354</u>	<u>-</u>
	<u>1 450</u>	<u>1 354</u>	<u>-</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	74 658	95 743	84 255
Autres revenus	130 881	128 779	129 153
Total des revenus	205 539	224 522	213 407
Dépenses			
Dépenses	206 539	224 432	209 058
Total des dépenses	206 539	224 432	209 058
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 000)	90	4 350
Surplus (déficit) cumulé au début	10 259	15 608	11 258
Surplus (déficit) cumulé à la fin	9 259	15 698	15 608
Investissements			
Immobilisations	1 280	367	60
Prêts, placements, avances et autres coûts	170	987	-
Total des investissements	1 450	1 354	60

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds aérien	68 452	81 885	(13 433)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	133 773	128 725	-
Fonds de la sécurité routière	47 012	28 022	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>4 406 848 ⁽¹⁾</u>	<u>4 702 473 ⁽¹⁾</u>	<u>(295 626)</u>
	<u>4 656 084</u>	<u>4 941 106</u>	<u>(309 058)</u>
Investissements			
Fonds aérien	15 055	10 852	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	69 094	54 636	-
Fonds de la sécurité routière	221	-	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>2 168 918</u>	<u>2 308 211</u>	<u>(139 293)</u>
	<u>2 253 288</u>	<u>2 373 699</u>	<u>(139 293)</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	69 425	82 849	71 724
Total des revenus	69 425	82 849	71 724
Dépenses			
Dépenses	68 452	81 885	70 500
Total des dépenses	68 452	81 885	70 500
Surplus (déficit) de l'exercice	973	964	1 225
Surplus (déficit) cumulé au début	60 743	60 835	59 610
Surplus (déficit) cumulé à la fin	61 716	61 799	60 835
Investissements			
Immobilisations	15 055	10 852	234
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	15 055	10 852	234

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	134 971	130 160	125 537
Total des revenus	134 971	130 160	125 537
Dépenses			
Dépenses	133 773	128 725	125 484
Total des dépenses	133 773	128 725	125 484
Surplus (déficit) de l'exercice	1 198	1 435	53
Surplus (déficit) cumulé au début	14 244	14 297	14 244
Surplus (déficit) cumulé à la fin	15 442	15 731	14 297
Investissements			
Immobilisations	69 094	54 636	57 281
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	69 094	54 636	57 281

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	55 577	49 146	19 110
Total des revenus	55 577	49 146	19 110
Dépenses			
Dépenses	47 012	28 022	18 048
Total des dépenses	47 012	28 022	18 048
Surplus (déficit) de l'exercice	8 565	21 123	1 063
Surplus (déficit) cumulé au début	3 361	15 218	14 156
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 926	36 342	15 218
Investissements			
Immobilisations	221	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	221	-	-

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	180 000	180 000	-
Autres revenus	4 381 460	4 119 616	4 062 138
Total des revenus	4 561 460	4 299 616	4 062 138
Dépenses			
Dépenses	4 406 848	4 702 473	4 404 852
Contribution des automobilistes au transport en commun	87 124	88 299	86 132
Total des dépenses	4 493 972	4 790 772	4 490 984
Surplus (déficit) de l'exercice	67 488	(491 156)	(428 846)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 752 092	1 757 308	2 186 154
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 819 579	1 266 152	1 757 308
Investissements			
Immobilisations	2 168 918	2 308 210	2 294 413
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	2	-
Total des investissements	2 168 918	2 308 211	2 294 413

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2020</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	39 837	37 839	-
Fonds de développement du marché du travail	1 114 989	1 188 624	(73 635)
Fonds des biens et des services	122 611	104 411	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21 326	15 584	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	78 478	76 701	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	32 407	34 966	(2 559)
	<u>1 409 648</u>	<u>1 458 127</u>	<u>(76 194)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds des biens et des services	3 500	702	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 550	15 262	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	9 635	1 758	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	<u>31 685</u>	<u>17 722</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	35 203	35 184	24 203
Autres revenus	<u>3 342</u>	<u>3 496</u>	<u>3 648</u>
Total des revenus	<u>38 545</u>	<u>38 681</u>	<u>27 851</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>39 837</u>	<u>37 839</u>	<u>26 895</u>
Total des dépenses	<u>39 837</u>	<u>37 839</u>	<u>26 895</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 292)	841	956
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>4 222</u>	<u>5 172</u>	<u>4 215</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>2 930</u>	<u>6 013</u>	<u>5 172</u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	936 957	1 054 956	1 034 551
Autres revenus	220 161	122 171	146 309
Total des revenus	1 157 118	1 177 127	1 180 860
Dépenses			
Dépenses	1 114 989	1 188 624	1 105 040
Total des dépenses	1 114 989	1 188 624	1 105 040
Surplus (déficit) de l'exercice	42 129	(11 497)	75 820
Surplus (déficit) cumulé au début	109 378	119 008	43 188
Surplus (déficit) cumulé à la fin	151 507	107 510	119 008
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	70 387	69 243	67 591
Autres revenus	47 225	43 604	44 014
Total des revenus	117 611	112 847	111 605
Dépenses			
Dépenses	122 611	104 411	97 880
Total des dépenses	122 611	104 411	97 880
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 000)	8 436	13 725
Surplus (déficit) cumulé au début	49 146	59 972	46 246
Surplus (déficit) cumulé à la fin	44 146	68 408	59 972
Investissements			
Immobilisations	3 500	702	892
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	3 500	702	892

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	11 277	11 085
Autres revenus	3 700	4 308	4 253
Total des revenus	21 326	15 584	15 337
Dépenses			
Dépenses	21 326	15 584	15 337
Total des dépenses	21 326	15 584	15 337
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	18 550	15 262	15 238
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	18 550	15 262	15 238

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS ⁽¹⁾ 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 271	6 271	6 388
Autres revenus	72 206	70 430	66 492
Total des revenus	78 478	76 701	72 880
Dépenses			
Dépenses	78 478	76 701	72 880
Total des dépenses	78 478	76 701	72 880
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	11 488	11 488	11 488
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	(2 188)	-
Dépenses	-	2 188	-
Total des redressements des années antérieures	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 488	11 488	11 488
Investissements			
Immobilisations	9 635	1 758	1 453
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	9 635	1 758	1 453

(1) Les données de l'année financière 2019 ont été retraitées pour tenir compte du redressement effectué en 2020.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2020	RÉELS 2019
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	29 624	29 624	29 649
Autres revenus	120	335	682
Total des revenus	29 744	29 959	30 331
Dépenses			
Dépenses	32 407	34 966	35 517
Total des dépenses	32 407	34 966	35 517
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 663)	(5 007)	(5 186)
Surplus (déficit) cumulé au début	5 568	6 486	11 672
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 905	1 479	6 486
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION			
1 Fonds de développement des territoires (*)	115 000	113 900	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
2 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 100	6 038	
3 Fonds du patrimoine culturel québécois	16 185	9 538	
ÉCONOMIE ET INNOVATION			
4 Capital Mines Hydrocarbures (**)	179 117	102 544	
5 Fonds du développement économique	2 064 204	2 064 204	
6 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises			
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
7 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	74 084	72 153	
8 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
9 Fonds des ressources naturelles	32 154	29 398	
10 Fonds de transition énergétique	152	1 297	
11 Fonds d'information sur le territoire	152 921	104 208	
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
12 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (***)	56 339	24 160	
13 Fonds vert (***)	1 198 923	763 239	
FAMILLE			
14 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 629 375	2 634 504	
15 Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 180	28 264	
FINANCES			
16 Fonds de financement	1 861 186	1 816 531	
17 Fonds des générations	2 605 779		
18 Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	55 368	47 014	
19 Fonds du centre financier de Montréal	1 533	1 363	
20 Fonds du Plan Nord	95 573	67 670	
21 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 585	2 706	
22 Fonds relatif à l'administration fiscale	978 808	978 808	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
23 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	535 149	546 969	

(*) Depuis le 11 décembre 2019, en vertu de l'article 2 de la Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités (L.Q. 2019, c. 30), le nom du Fonds de développement des territoires est remplacé par celui de Fonds régions et ruralité.

(**) Depuis le 11 décembre 2019, en vertu de l'article 20 de la Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (L.Q. 2019, c. 29), le nom du fonds Capital Mines Hydrocarbures est remplacé par celui de Capital ressources naturelles et énergie.

(***) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
 - Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
 - Avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2019-2020.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	Autres passifs		
1 100	8 777			623	8 154	1
(938)	5 873			5 504	369	2
6 647	39 697			585	39 112	3
76 573	723 180	165 690	1 000 000	243	(111 373)	4
		5 721 391	5 257 368	487 615	(23 592)	5
						6
1 931	21 492	183 954		210	205 237	7
	25 000			25 000		8
2 757	36 347	901	102 ⁽¹⁾	2 410	34 737	9
(1 145)	2 997	53		1 237	1 814	10
48 713	6 828	645 700	448 ⁽¹⁾	24 182	627 897	11
32 179	21 474	188 039		27 050	182 464	12
435 683	953 173	1 013 698		251 633	1 715 238	13
(5 129)		34 107	23 368	10 739		14
(13 084)						15
44 655	1 708	67 340 734	66 267 747	419 003	655 692	16
2 605 779		8 899 156			8 899 156	17
8 354		41 832	22 701	9 858	9 272	18
170	766	447			1 212	19
27 903	73 078	43		45 199	27 921	20
878		7 322		1 832	5 490	21
		3 543	3 543			22
(11 820)	56 741	118 091	18 114 ⁽¹⁾	126 868	29 851	23

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2020
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus -	Dépenses =
JUSTICE		
24 Fonds Accès Justice	19 042	17 719
25 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	22 868	34 349
26 Fonds des registres du ministère de la Justice	44 811	44 478
27 Fonds du Tribunal administratif du Québec	40 856	43 296
28 Fonds relatif aux contrats publics	217	5
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
29 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	28 657	22 741
30 Fonds de soutien aux proches aidants	15 822	16 172
31 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	250 874	254 063
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
32 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	19 000	19 000
33 Fonds des services de police	683 152	683 152
TOURISME		
34 Fonds de partenariat touristique	224 522	224 432
TRANSPORTS		
35 Fonds aérien	82 849	81 885
36 Fonds de gestion de l'équipement roulant	130 160	128 725
37 Fonds de la sécurité routière	49 146	28 022
38 Fonds des réseaux de transport terrestre	4 299 616	4 790 772
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
39 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	38 681	37 839
40 Fonds de développement du marché du travail	1 177 127	1 188 624
41 Fonds des biens et des services	112 847	104 411
42 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 584	15 584
43 Fonds du Tribunal administratif du travail	76 701	76 701
44 Fonds québécois d'initiatives sociales	29 959	34 966
Total fonds spéciaux	20 063 205	17 286 446
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée dans la section A, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2019-2020		
Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 024 218)	(1 024 218)
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(2 605 779)	
Harmonisation des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(12 880)	(25 842)
Ajustements relatifs aux écarts entre les résultats finaux au 31 mars 2019 et ceux disponibles lors de la fermeture des comptes publics 2018-2019		4 467
Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	16 420 329	16 240 854

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;
 - Avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2019-2020.

	ACTIFS			PASSIFS			
	Surplus (déficit) de l'exercice	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =	Solde du fonds	
1 324	13 460	15 908			16 651	12 717	24
(11 481)	44 390	27 171			505	71 056	25
333	152 874	7 527			36 519	123 881	26
(2 440)		25 421			8 727	16 694	27
211	8 642				5	8 636	28
5 915	27 961	106			1 818	26 249	29
(350)	45 710	204				45 913	30
(3 189)	16 795	290 082		35 005	262 310	9 562	31
	50					50	32
		152 393		103 598 ⁽¹⁾	48 795		33
90	100 828	20 991		1 667	104 454	15 698	34
964	58 289	99 407		79 409 ⁽¹⁾	16 489	61 799	35
1 435	1 875	276 963		243 225	19 882	15 731	36
21 123	19 136	18 795			1 589	36 342	37
(491 156)		28 903 123		22 361 880	5 275 091	1 266 152	38
841	6 526	12			525	6 013	39
(11 497)	220 563	6 197			119 250	107 510	40
8 436	33 611	52 503			17 707	68 408	41
	1 115	50 968		50 738	1 345		42
	11 058	35 378			34 948	11 488	43
(5 007)	1 774	50			345	1 479	44
2 776 759	<u>2 741 788</u>	<u>114 347 901</u>		<u>95 468 913</u>	<u>7 406 747</u>	<u>14 214 030</u>	
(2 605 779)							
12 962							
(4 467)							
<u>179 475</u>							

